

LA SITUATION EN CORSE

Les autonomistes veulent participer au débat électoral

Lire page 8
la reportage de J. DE BARRIN

Les remous monétaires
Rivoli dément catégoriquement la réunion des ministres des Cinq pendant le week-end

JULLETIN DE L'ÉTRANGER

«Trêve sociale» en Italie ?

En dépit de la lenteur et de la confusion qui dominent apparemment la scène politique italienne, un événement d'une grande portée est à attendre à l'assemblée nationale des délégués syndicaux convoquée à Rome le 14 février : l'adoption d'un programme économique qui, en échange d'une lutte résolue contre le chômage, prévoit des sacrifices notables. Il s'agit bel et bien d'un « pacte social » fondé sur la conviction que l'autorité est indispensable pour sortir de la crise. La tâche n'est pas neuve, et le parti communiste l'a faite plusieurs fois depuis deux ans. Mais jamais encore elle n'avait été mise à l'épreuve d'une consultation de masse.

Dix mille assemblées se sont réunies depuis un mois dans les entreprises pour discuter un document émanant du comité directeur unitaire, où se retrouvent les trois confédérations syndicales. L'objectif principal étant le plein emploi, le programme propose deux conditions pour l'atteindre. D'abord, la nécessité d'une planification à partir de quelques priorités : développement du Midi, relance selective des investissements, lutte rigoureuse contre l'évasion fiscale. Ensuite, l'acceptation de contraintes : ralentissement de la progression des salaires pendant trois ans, gestion plus rigoureuse du système des pensions et retraites, mobilité de l'emploi, relèvement de certains tarifs publics.

« C'est un tournant plus important que celui de 1968-1969 », déclaré M. Giorgio Benvenuto, secrétaire général de la fédération UIL (social-démocrate et républicaine). Outre la modération des revendications salariales et l'acceptation de la mobilité de l'emploi, la nouveauté tient au choix de la planification. Les syndicats ont étudié avec précision le chapitre des recettes, fixé un plafond au déficit du secteur public et avancé des propositions telles que celles M. Benvenuto, les négociations co-tractuelles en seront transformées : « Elles n'auront plus pour référence le salaire, mais l'organisation du travail. »

Les dirigeants nationaux des syndicats ont couru de l'une à l'autre assemblée d'entreprise, sachant que les « sacrifices » étaient peu appréciés de la base, en tout cas mal compris, dans la mesure même où les travailleurs ne connaissaient pas le document que ce que les journaux en avaient publié. Ainsi s'étonnaient-ils que leurs syndicats « acceptaient les licenciements », après s'être inclinés en novembre 1976 devant la suspension des effets de l'échelle mobile des salaires.

L'assemblée de Rome ne reflète pas exactement l'humeur de la base. Sur ses quinze cents délégués, un peu plus du tiers ont été élus. Et l'en a vu à Milan l'assemblée provinciale — la plus forte d'Italie — s'achever par deux motions contradictoires. D'autres secteurs n'ont en revanche connu aucun débat. La participation aux assemblées a été quasi nulle dans la fonction publique, l'agriculture et les services. Deux éléments du document ont été difficilement acceptés : la modernisation salariale, parce que chaque catégorie veut garder les mains libres pour négocier ses conventions collectives dans les prochaines mois, et la mobilité de l'emploi qui n'est acceptée que comme passage d'un poste à l'autre sans le transit par un quelconque « stationnement ». L'état-major de la fédération devra accepter des amendements sur ces deux points.

l'Italie a donné en tout cas deux images d'elle-même au cours des dernières semaines. A Rome, quelques dizaines de personnes, composant la classe politique, essaient de démonter dans le secret la crise gouvernementale par un compromis subtil. Dans les entreprises, dix mille assemblées ont discuté haut et fort des choix économiques du pays. Mais on ne saurait dissocier ces deux démarches, car la classe politique a besoin d'une trêve sociale autant que les syndicats d'une solution politique pour atteindre leurs objectifs.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Mery

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 Dr; Maroc, 1,00 dr.; Tunisie, 1,30 Dr;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique,
12 fr.; Danemark, 1,75 kr.; Finlande, 2,50 kr.;
Norvège, 20 kr.; Grèce, 1,75 dr.; Irlande, 2,20 p.;
Italie, 50 lire; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,50 kr.;
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Venezuela, 10 cts.
Taux des abonnements page 36

5, RUE DES ETALIERS
75021 PARIS - CEDEX 08
CL.G.P. 4287-23 Paris
Tél. Paris 01 685672
Tél. : 246-72-23

La guerre de l'Ogaden

Nous soutenons en Éthiopie une « révolution authentique » affirment les dirigeants cubains

La controverse éthiopienne progresse dans l'Ogaden, où elle engendre moins d'effets et de moyens qu'on ne le croit généralement. La Somalie a annoncé, pour faire face à cette attaque, la mobilisation générale et l'état d'urgence, tandis que le général Siyad Barre, chef de l'Etat somalien, se disait « découragé » par la « passivité » des Occidentaux.

A Moscou, l'agence Tass a confirmé indirectement les « assurances » que les Etats-Unis ont affirmé avoir reçus, le 10 février, quant à la limitation du conflit. L'agence assure, en effet, que les inquiétudes à ce propos sont « sans fondement » et que l'Ethiopie « ne s'assigne pas pour objectif de franchir la frontière somalienne » ou « termes d'une contre-offensive » destinée à libérer ses propres territoires.

D'autre part, selon les services de renseignements américains, un paquebot soviétique transportant des militaires cubains en provenance d'Angola, et se dirigeant vers l'Ethiopie, aurait été signalé dans l'océan Indien. Cet envol de renforts confirme l'engagement secret de La Havane dans le conflit, dont fait état notre envoyé spécial à Cuba. Les dirigeants cubains estiment qu'ils soutiennent en Ethiopie une « révolution authentique ».

De notre envoyé spécial

La Havane. — A s'en tenir aux déclarations officielles des dirigeants, Cuba aide sans aucun doute l'Ethiopie, comme elle a aidé et continue d'aider d'autres gouvernements africains. Mais il est difficile de vérifier ces affirmations, ces dernières semaines

n'impliquent pas, selon les Cubains, l'envoi massif d'unités combattantes en Ethiopie. « La solidarité de Cuba avec les peuples d'Afrique ne se négocie pas », déclare M. Fidel Castro, le 24 décembre dernier à La Havane, dans une allocution à l'occasion de l'assemblée nationale. Il ajoutait : « Nous aidons et nous aiderons l'Angola. Nous aidons et nous aiderons la révolution éthiopienne. Nous aidons aussi les mouvements de libération de Namibie, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud. »

Un communiqué du ministère cubain des Affaires étrangères affirme également, le 5 janvier 1978, « que une unité militaire combattante cubaine n'était engagée en Ethiopie ». MARCEL NIEDERGANG.

(Lire page 3 les articles de nos envoyés spéciaux.)

L'imbroglio du Proche-Orient

● Le président Sadate confirme à Paris qu'il persévéra sur le chemin de la paix
● Tension entre Washington et Jérusalem

Le président Sadate achève, ce lundi 13 février, à Rome et au Vatican, où il sera reçu en audience par le pape Paul VI, une tournée de dix jours au Maroc, aux Etats-Unis et en Europe.

Avant de quitter Paris, il a déclaré, dans la matinée du même jour, au cours d'une conférence de presse précédant un dernier entretien avec M. Giscard d'Estaing, que ses entretiens, en Europe comme aux Etats-Unis, étaient « encourageants », qu'il persévérait sur le chemin de la paix et n'avait pas demandé d'armes au président de la République.

Les relations entre Washington et Jérusalem connaissent — pour ailleurs — une nouvelle phase de tension à propos des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés. M. Menahem Begin, en effet, a accusé dimanche les Etats-Unis d'avoir « opéré une volte-face vis-à-vis des propositions de paix israéliennes et pris parti contre Israël ». Il a très vivement critiqué les propos tenus le 10 février, par M. Cyrus Vance. Le secrétaire d'Etat américain avait répété en termes particulièrement nets que les implantations israéliennes dans les territoires occupés étaient « contraires au droit international » et « ne devraient pas exister ».

Interrogé au cours de sa conférence de presse de l'hôtel Matignon sur le problème des implantations israéliennes dans les territoires occupés, le chef de l'Etat égyptien a seulement rappelé qu'il existait deux points de divergence entre l'Egypte et Israël, le premier portant sur la question du droit d'autodétermination pour les Palestiniens et la seconde sur ces colonies.

En réponse à une question sur d'éventuelles demandes d'armes, notamment d'avions Mirage F-1 pour l'Egypte, le président Sadate a déclaré que son entretien avec M. Giscard d'Estaing, dimanche après-midi, avait porté sur la situation dans le conflit israélo-arabe : « Je n'ai pas demandé d'armes au président d'Estaing. »

(Lire la suite page 4.)

Le franc se raffermit après la réunion des Cinq à Versailles

Le calme régnait lundi matin 13 février sur les marchés des changes, où, en dépit de nouveaux sondages prédictoires défavorables à la majorité présidentielle, le cours du franc se raffermissait par rapport aux monnaies fortes, après sa légère rechute de jeudi et vendredi.

La monnaie française s'était quelque peu raffermie, la Banque de France n'est pratiquement pas intervenue lundi ; elle n'a pas modifié le taux de l'argent sur le marché monétaire relevé à 10,50 % le 10 février.

En revanche, le dollar faiblisait sensiblement sur des rumeurs persistantes de désaccord entre les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale à propos des mesures à prendre pour relancer l'économie mondiale. A Francfort, le billet américain est revenu de 2,1075 DM à 2,1080 DM, et à Paris de 4,80 F à 4,87 F.

Faut-il établir un lien entre cette évolution et la réunion, dimanche à Versailles, des ministres des finances des cinq grandes puissances occidentales ? Probablement, puisque cette rencontre laisse planer une menace d'intervention coordonnée de nature à faire hésiter la spéculation.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 35.)

LES GRILLES DU TEMPS**Entretien avec Abdelkébir Khatibi**

Né à El-Jadida (Maroc) en 1938, Abdelkébir Khatibi est poète, le Lutteur de classe à la manière taïtaise... — éd. Sindbad), romancier (*La Mémoire tatouée*... Denoël « L.N. », 1971) et essayiste (*La Blessure du nom propre*, Denoël « L.N. », 1974. « Vomito bianco », 10/18, 1974. Professeur à la faculté des lettres de Rabat et attaché au centre universitaire de La recherche scientifique, il est également le

rédacteur en chef de l'important « Bulletin économique et social du Maroc ». Il fut directeur de l'Institut de sociologie de Rabat de 1968 à 1970, date de la disparition de cet institut.

Penseur exigeant et rigoureux, Abdelkébir Khatibi est un esprit libre qui a beaucoup d'humour. Grand lecteur de Sade, de Nietzsche et de Heidegger, il poursuit — en dehors de toute mondanité,

voire de toute sociabilité, face à la mer, dans un paysage de rots et de solitudes — une réflexion critique sur l'être des Arabes dans leur identité multiple — face à eux-mêmes et dans leur situation face à l'autre, ici l'Occident.

Il nous dit dans cet entretien comment être Arabe aujourd'hui — dans l'ère de la technique, quand on est prisonnier de la théologie et des mirages du modernisme.

(Lire la suite page 2.)

I. — **« Ce qui fait la force actuelle des Arabes, ce n'est pas tant le pétrole que leur théologie, leur mystique et leur langue »**

On dit que la société arabe n'est pas sous-développée mais sous-analytique. Vous parlez d'effacement impensé ? Ou bien est-elle, comme le soutiennent certains, mal pensée ?

Peut-être faut-il dire d'emblée que la pensée est rare, très rare : il y a à peine un grand penseur par siècle... Soyez

loyaux. Un tel entretien ne doit-il pas comporter un certain protocole, respecter certaines lois d'hospitalité ? Est un tel protocole ne doit-il pas être accompagné par un principe de loyauté ?

Alors, je dirai que partout la pensée est sous-développée. Mais, diriez-vous, il y a des degrés variés de développement et de

décadence. Certes oui : qui peut sérieusement nier cette inégalité de fait ? Mesurons nos mots, sachons où poser le pied quand nous allons vers les autres. Au seuil de la porte commencent les lois de l'hospitalité. Quand on dit que la société arabe n'est pas sous-développée mais sous-analytique, mais sous-développée mais sous-analytique, c'est là un sophisme, voire une déclaration démagogique.

(Lire la suite page 2.)

Rigoureusement, les différents aspects d'une société sont solidaires. Venons-en aux Arabes. A l'effondrement économique et politique du monde arabe depuis le quinzième siècle a bien correspondu un reflux de la pensée. Je dis bien reflux et non sous-développement. Distinction de grande importance. Tout reflux suppose une vie vers le ralentissement, une survie, un repli sur soi et sur les valeurs les plus enracinées. Pendant plusieurs siècles, la pensée arabe s'est repliée sur les terrains qui lui paraissaient premiers par l'Occident chrétien, elle s'est donc repliée dans

la théologie, la mystique et la langue. Je veux dire que, après Dieu, l'amant mystique et le poète démantelent les principaux personnages de cette époque déchante. Période si essentielle et si mal connue : qu'est-ce que la décadence ?

Propos recueillis par TARAK BEN JELLOUN.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR**MIROIR MASQUÉ**

Les sondages ne sont rien d'autre qu'un miroir reflétant l'image instantanée de la France électorale, image qui nous indique, ces derniers temps, que quoi que fassent les partis de la majorité pour gagner, ils perdent, et que, quoi que fassent les partis de gauche pour perdre, ils gagnent.

Par décision gouvernementale, la publication des sondages sera interdite huit jours avant les élections.

Cette mesure est certes générale pour les instituts de sondage, d'autant qu'après les élections et quels que soient les résultats les partis afficheront une telle satisfaction unanime qu'il sera difficile, à les entendre, de déterminer lequel est le vainqueur. Mais à ce moment-là il sera toujours temps de procéder à un sondage pour confirmer les résultats du vote.

BERNARD CHAPUIS.

MACHE, DARASSE, NUNES**Des étoiles nouvelles dans la musique**

Il est bien difficile d'apprécier sur le terrain, au moment même où ils se déroulent, les mouvements « géologiques » de la création et de la diffusion musicales. Il semble cepen-dant que quelque chose bouge actuellement à Paris, grâce, sans doute, à la simulation qu'apporte l'IRCAM. Si ce dernier concentre davantage ses efforts, en ce moment, sur un travail pédagogique illustré par les œuvres de ses témoins (1), il a provoqué une saine émulation, notamment du côté de Radio-France.

Gilbert Amy, quelque peu frappé d'ostéosynthèse dans les parages de Beaubourg, présente cette année des concerts d'un vif intérêt qui font droit à d'autres tendances peu représentées à l'IRCAM, suivant en cela l'exemple courageusement donné par Paul Metrau et la Collectif 2200 (*Le Monde* du 31 janvier), tandis que Musique Plus et l'Infraréa défrichent des terrains souvent plus ingrats et imprévus. Il y a donc bien une Renaissance encore timide de la musique contemporaine en France, qui s'envole, après quelques années confuses, marquées cependant par les belles recherches tous azimuts du Festival de Royan sous l'impulsion d'Harry Haubrich.

Samedi après-midi, trois compositeurs ignorés de l'IRCAM, Mache, Darasse et Nunes, ont ainsi captivé le public du studio 105 de Radio-France qui s'est révélé une nouvelle fois trop petit.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 23.)

es éditions sociales

Un véritable dossier réquisitoire

L'ASSASSIN ETAIT CHEZ CITROËN
Marcel Caillé

1 Vol. 36 F

es des livres pour le socialisme et la liberté

Le Monde DE L'EDUCATION
NUMÉRO DE FÉVRIER
LE VOTE DES ENSEIGNANTS
(Un sondage exclusif de la SOFRES)

étranger

LA GUERRE DE L'OGADEN

Tandis que Mogadiscio annonce la mobilisation générale et proclame l'état d'urgence, la contre-offensive éthiopienne se poursuit en direction de Jijiga, qui semble être son objectif principal. Les forces éthiopiennes se heurtent à une sérieuse résistance dans le nord du Harrar. Elles auraient — selon Addis-Abeba — franchi une centaine de kilomètres le long de la ligne de chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, axe principal de leur attaque. Au sud de Dires-Daoua, les opérations éthiopiennes se limiteraient à des attaques aériennes et à des pluies d'artillerie.

• A MOSCOU, l'U.R.S.S. a confirmé indirectement l'information donnée le 10 février par M. Cyrus Vance et selon

Une visite du « front » dans la région de Harrar donne l'impression d'engagements limités

Harrar. — Etrange spectacle en vérité que ce « front » soit à l'Ethiopie, où se joue l'essentiel d'une vaste partie internationale. On voit les combattants de chars, les pièces d'artillerie, les marques d'hommes de la contre-offensive éthiopienne ? Où sont les villages dévastés, les ruines et les retranchements de la « guerre de l'Ogaden » ? Les journalistes promeuvent, dimanche 12 février, une touche dramatique dans ce décor, qui surprend surtout par sa nonchalance.

La contre-offensive éthiopienne, selon les officiers de la 3^e division, a été amorcée le 24 janvier, principalement par l'aviation. Elle a été suivie de descentes de l'Etat somalien autour de la ville et de repousser de plusieurs dizaines de kilomètres les lignes de défense.

En conviant la presse internationale à visiter le front, les autorités éthiopiennes, qui toute la journée ont contrôlé de très près les investigations des journalistes, attendaient surtout de cette opération de propagande qu'elle apporte de réelles preuves de l'efficacité de l'armée éthiopienne. Sur l'aéroport de Dires-Daoua, les travaux accusés d'allongement des pistes et la présence de plusieurs MiG confirment l'intensité du « brame de combat » éthiopien. Autour de Harrar, en revanche, on cherche vain les traces de furieux combats ou même de mobilisation massive.

Mais le front — ou ce qu'en présente comme tel — surprise tout autant par la modeste apparence des moyens engagés. Au sud de Harrar, la piste poussiéreuse de 40 kilomètres menant au village de Fadié P.C., opérationnel d'une brigade éthiopienne, porte des traces de combats relativement limités. Les quelques débris entre les épaves gisantes d'un village manifestement pillé et une demi-douzaine de blindés (somaliens et éthiopiens) calcinés : l'avancée éthiopienne des 24 et 26 janvier ne paraît pas s'être heurtée à une très vive résistance. Le nombre de douilles vides abandonnées à l'emplacement des anciens postes d'artillerie prouve qu'il n'y a même pas eu de pilonnage intensif des lignes adverses.

Autour des remparts crénelés, le long des avenues bordées d'eucalyptus, la vie quotidienne a repris à Harrar avec son grondissement de trottoirs dans le châssis de robes harrari. La présence militaire éthiopienne elle-même est moins spectaculaire et moins massive qu'on pouvait l'imaginer. Casernements remplis, soldats et militaires déambulent dans les rues, camions et blindés

laquelle Washington aurait reçu — l'assurance de la part des Soviétiques — que les troupes éthiopiennes ne pénétraient pas en territoire somalien. Faisant allusion à diverses déclarations occidentales sur cette éventualité, que Bonn avait qualifiée de « très grave », l'agence Tass écrit en effet : « L'Ethiopie lutte pour libérer ses propres territoires mais ne s'assigne pas pour objectif de franchir la frontière somalienne. » Selon notre correspondant à Moscou, rien n'indique que l'U.R.S.S., invoquant comme elle l'a toujours fait le principe « sacro-saint » de l'intangibilité des frontières, soit disposée à admettre une dérogation au profit de ses alliés d'Addis-Abeba.

• A WASHINGTON, le département d'Etat a rappelé

dimanche qu'il souhaitait un « règlement du conflit par la négociation et par les Africains eux-mêmes ». La veille, il avait démenti un point aérien qui envisageait pour livrer des armes à la Somalie. Le département d'Etat a, par ailleurs, annoncé samedi que l'ambassadeur d'Ethiopie à Washington a donné sa démission et demandé à rester aux Etats-Unis sans toutefois solliciter l'asile politique.

• AU CAIRE, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, a lancé un appel à un règlement pacifique. A Sanaa, le gouvernement du Yémen du Nord, qui avait offert sa médiation, a rappelé samedi qu'il était en contact à ce propos avec la Ligue arabe et les parties du conflit.

La mobilisation générale en Somalie a surtout une portée psychologique

Mogadiscio. — En annonçant l'envoi de troupes régulières en Ogaden et en proclamant l'état d'urgence, assorti d'une mobilisation générale, le gouvernement somalien a réagi par une déclaration de guerre à peine déguisée à l'égard de l'armée éthiopienne offerte par Addis-Abeba aux autorités données à Moscou à Washington en ce qui concerne le respect des frontières somaliennes.

Tout en décrétant l'état d'urgence et la mobilisation générale, le comité central du parti socialiste révolutionnaire somalien a communiqué, samedi 11 février, à Addis-Abeba que « les armes données à l'Etat de son « étonnement » devant l'attitude des pays occidentaux face à une « intervention militaire russe-cubaine flagrante et en contradiction avec toutes les chartes internationales ».

L'armement ainsi exprimé par Mogadiscio face à la « passivité » des puissances occidentales est accompagné d'une proposition concrète interprétée, ici, comme une réponse à celles avancées vendredi par M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain. Les

Somaliens offrent, dans l'ordre, un cessez-le-feu, un retrait garantissant des « troupes étrangères » et une « solution claire » fondée sur les droits des peuples « luttant pour leur autodétermination et leur indépendance vis-à-vis du régime d'Addis-Abeba ». M. Vance a répondu que l'objectif final de la présence militaire soviétique-cubaine en Ethiopie et le retrait des troupes somaliennes en Ogaden. La réponse de mogadiscio laisse entendre qu'à un stade ultérieur, la proposition américaine pourrait fournir la base acceptable d'une négociation, encore qu'on voit mal Addis-Abeba y souscrire.

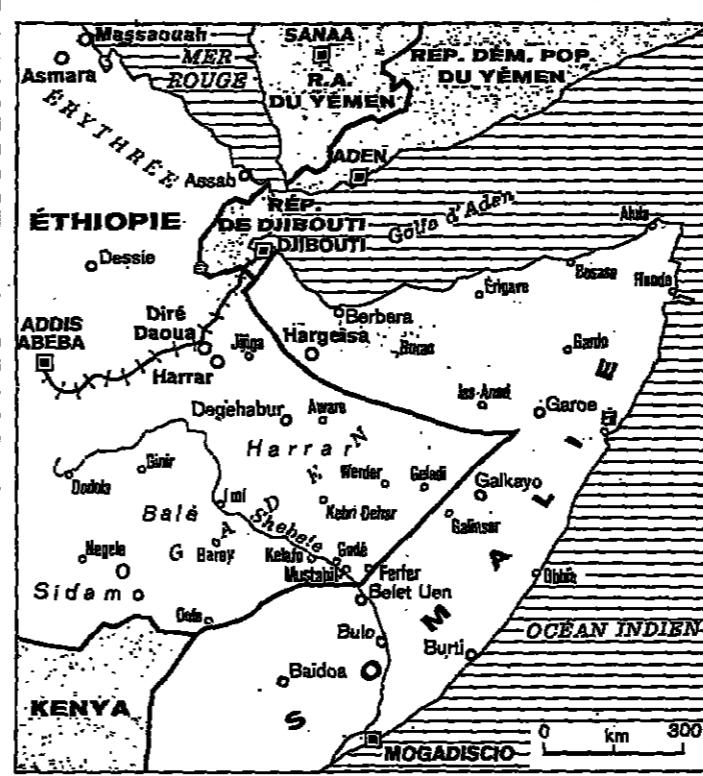
Galvaniser les énergies

Dans l'immédiat, la formule ainsi exprimée par Mogadiscio ne devrait pas modifier sérieusement le cours des événements :

— La mobilisation générale revêt avant tout une portée politique et psychologique dans un état de tension sociale. Les matières comme humaines, sont mobilisées depuis le début du conflit. Il s'agit de galvaniser les énergies et de servir les rangs dans une phase difficile et propice à l'expression de dissensions. La grande manifestation populaire dont Mogadiscio a été le théâtre, dimanche après-midi, relève de ce soutien.

Suscitant les réserves, sinon l'incredulité de Mogadiscio, l'annonce de M. Vance d'« renversement » des positions, en ce qui concerne le respect de l'intégrité territoriale de la Somalie, n'en a pas dissuadé les risques d'internationalisation rapide du conflit. Ce qui met fin aux espoirs somaliens, déjà maigres, de recevoir une aide militaire substantielle pour poursuivre les combats en Ogaden. Ils ne peuvent plus croire qu'ils sont suffisamment sur quelques contingents limités d'armement. Aux formidables moyens de leurs adversaires, ils sont donc contraints désormais d'opposer une stratégie qui fera sans doute plus de place à des petites unités, moins vulnérables aux raids aériens et aux tirs de l'artillerie lourde, et susceptibles de retenir l'avance de l'ennemi. Mais il faut faire face à ces dernières. A la logistique déployée par l'un des deux Super-Grands, un petit pays, isolé du tiers-monde, ne peut opposer qu'une guérilla aussi bien organisée que possible.

J.-C. POMONTE



Une « révolution authentique »

(Suite de la première page.)

A deux reprises en 1977, M. Fidel Castro a publiquement insisté sur l'importance de l'aide civile cubaine fournie à l'Ethiopie, en particulier l'envoi « de plus de cent quarante médecins ». Il a également admis la présence à Addis-Abeba de « conseillers », ajoutant que Cuba avait la possibilité et le droit d'envoyer des troupes à l'ordre du jour. Il a déclaré : « Si ce point, nous n'isons de compter à rendre à personne. »

M. Raúl Castro, frère du chef de l'Etat, premier vice-président et ministre des forces armées, qui avait quitté La Havane le 10 décembre dernier, est rentré il y a quelques jours. Il a assisté au premier congrès du M.F.L.A. à Luanda, puis séjourné en Guinée, à Alger et à Moscou. Sa présence à Addis-Abeba n'a pas été officiellement annoncée. Il a rencontré et soutenu le front de l'Ogaden, en compagnie du commandant Mengistu, n'a pas davantage été confirmée ici. Mais cette absence particulièrement longue et importante du numéro 2 cubain est un indice supplémentaire de l'intérêt croissant des dirigeants de La Havane pour les affaires africaines.

Un souci de discréption

Cet intérêt s'accompagne d'un souci permanent de discréption. L'aide militaire cubaine à l'Angola a été admise pour la première fois à la fin décembre 1975, à l'occasion du premier congrès du parti communiste cubain. Il y avait déjà près de deux mois que des troupes cubaines avaient débarqué à Luanda, dans le cadre de l'opération Carlota. Et c'est en janvier 1977 seulement que

les détails de cette opération ont été révélés au monde par l'intermédiaire de l'écrivain colombien Gabriel García Marquez. La revue cubaine « Tricontinental », de finale cubaine, a abondé février 1978 pour publier à La Havane le récit de Garcia.

L'action militaire en Angola a été, semble-t-il, bien connue par l'opinion cubaine, au moins de lignes ethniques et culturels évidentes. La solidarité de La Havane avec le M.P.L.A. d'Agostinho Neto est, d'autre part, très ancienne. Depuis 1965, Ernesto « Che » Guevara avait noué de solides contacts en Afrique centrale. L'enjeu était alors que les révoltes indépendantes d'Afrique équatoriale déferlent par des mouvements manifestement soutenus par l'Afrique du Sud et les puissances occidentales. Cela est encore, selon eux, et ils ont différé en conséquence le retrait annoncé de leurs troupes.

Ils admettent aujourd'hui que la situation dans la corne de l'Afrique est plus complexe et plus délicate, mais leur rôle en faveur de l'opposition à l'Etat de l'Asmara, et plus réellement, de leur point de vue, parfaitement explicable. Ce choc a été fait par Fidel Castro pendant son long périple africain de mars 1977. Le 16 mars, à Aden, le dirigeant cubain s'est efforcé, semble-t-il, de favoriser une solution politique au conflit entre les deux Etats de la Somalie et de l'Éthiopie. Il a été admis pour la première fois à la fin décembre 1975, à l'occasion du premier congrès du parti communiste cubain. Il y avait déjà près de deux mois que des troupes cubaines avaient débarqué à Luanda, dans le cadre de l'opération Carlota. Et c'est en janvier 1977 seulement que

Le projet de « Fédération de la Corne »

Les dirigeants cubains comparent volontiers la révolution éthiopienne à celle de 1917 en Russie et à la France révolutionnaire de 1952 à 1954. Mais la Havane considère aujourd'hui que le gouvernement de M. Siyad Barre « fait le jeu de l'Occident » en participant à une opération de démembrage de l'ancien empire d'Abyssinie.

Le projet de « Fédération de la Corne »

Les dirigeants cubains comparent volontiers la révolution éthiopienne à celle de 1917 en Russie et à la France révolutionnaire de 1952 à 1954. Mais la Havane considère aujourd'hui que le gouvernement de M. Siyad Barre « fait le jeu de l'Occident » en participant à une opération de démembrage de l'ancien empire d'Abyssinie.

Toujours soucieux de mettre l'accord sur « l'indépendance de l'Etat », même pour ceux qui, à l'égard du puissant allié et partenaire soviétique, les Cubains n'en paraissent pas moins résolus à ne rien céder sur l'Afrique en échange d'une relance de la normalisation avec les Etats-Unis. « Est-ce que Cuba, dit-on à La Havane, pose comme prioritaire l'embellissement des relations avec les Etats-Unis que dirigeant leurs troupes d'Europe occidentale, de Turquie, d'Algérie, de Corse du Sud, de Tunisie, des Philippines et des dizaines de pays, où ils ont des instructeurs militaires et des troupes ? »

La Somalie, Djibouti, l'Ogaden et l'Erythrée), cette solution « populaire » et « socialiste » impliquant apparemment une chute du gouvernement Siyad Barre provoquée par une éventuelle défaite militaire en Ogaden.

Les dirigeants de La Havane sont irrités par les commentaires occidentaux sur les Cubains et « mercenaires » de l'U.R.S.S. « ou à moins être des « agents provocateurs » », ou « agents » de la CIA. La Havane, son engagement est la manifestation active d'une solidarité révolutionnaire entre nations pauvres affrontant le même ennemi. Il est vrai que les voyages en Afrique de MM. Fidel Castro et Nicolás Podgorny ont coïncidé. Un rendez-vous entre les deux hommes était même prévu à Luanda, qui a été annulé de dernière minute. Les deux hommes étaient alors à Cuba pour assister à la cérémonie d'inauguration de l'Académie cubaine de l'écriture et de l'art.

Les dirigeants de La Havane

Les dirigeants de La Havane sont irrités par les commentaires occidentaux sur les Cubains et « mercenaires » de l'U.R.S.S. « ou à moins être des « agents provocateurs » », ou « agents » de la CIA. La Havane, son engagement est la manifestation active d'une solidarité révolutionnaire entre nations pauvres affrontant le même ennemi. Il est vrai que les voyages en Afrique de MM. Fidel Castro et Nicolás Podgorny ont coïncidé. Un rendez-vous entre les deux hommes était même prévu à Luanda, qui a été annulé de dernière minute. Les deux hommes étaient alors à Cuba pour assister à la cérémonie d'inauguration de l'Académie cubaine de l'écriture et de l'art.

Les dirigeants de La Havane

Maurice Schumann : pourquoi l'espoir est vainqueur.

MAURICE SCHUMANN
ANGOISSE ET CERTITUDE
Flammarion, 208 pages, 38 F.
SYNDICAT K.E.

“L'homme de l'ère atomique est comparable à un violoniste virtuose qui aurait cassé son instrument et verrait sa main trembler. Avant de se donner la mort, il écrit une dernière lettre. Il voit alors les mots se changer en notes, cesse d'être interprété pour devenir créateur et se sent renaître. Mais il s'en étonne de peu que l'homme manque à ce réinventer.”

Maurice Schumann, de l'Académie française, Angoisse et certitude, 208 pages, 38 F.

FLAMMARION

MARCEL NIEDERGANG.

PROCHE-ORIENT

M. Sadate confirme qu'il « persévétera sur le chemin de la paix »

(Suite de la première page.)

A propos de l'attitude des Syriens, le chef de l'Etat égyptien a déclaré : « Nous avons connu dans le passé des situations semblables. Ce sera l'attitude de la Syrie au moment de la signature de notre deuxième accord intérimaire avec Israël. Jusqu'à ce qu'on en arrive à un accord sur le droit d'autodétermination, nous pensons que ce sont les Palestiniens qui devraient parler pour eux-mêmes. »

Pérez vous a rendu un nouveau voyage à Jérusalem ?

Le chef de l'Etat égyptien hésite un peu avant de répondre : « Nous n'avons pas actuellement de projet de ce genre. Quant à rencontrer le président Carter et des membres du Congrès américain, je me suis dit que les Etats-Unis leur ai dit que l'on devait d'abord arriver à un changement décisif, qu'il fallait d'abord qu'un pont soit lancé sur le gouffre qui nous sépare des Israéliens. Alors, seulement, nous pourrons envisager de nouvelles initiatives. Mais jusqu'à ce que ce changement interviennent, il n'y aura pas de nouvelle visite. »

« Ce que nous cherchons actuellement, c'est à nous mettre d'accord sur les différentes approches des problèmes qui nous séparent. Il faut d'abord nous mettre d'accord sur une déclaration de principe. Ensuite nous verrons. »

L'affinité israélienne

Le chef de l'Etat égyptien déclare ensuite, en pesant ses mots : « Je ne sais pas si les Américains j'ont dit que, à Paris, on a fait une déclaration avant de quitter Jérusalem. J'ai été touché par l'accueil très chaleureux qui m'a été réservé en Israël, et j'en ai été étonné. Vraiment étonné. Cette attitude se maintient. Je reçois de nombreux messages d'Israéliens. »

« En ce qui concerne le gouvernement égyptien, je teste commentique que nous avons franchi la barrière psychologique qui nous séparait depuis tant d'années. Mais jusqu'à maintenant cela n'a pas conduit le gouvernement égyptien à abandonner les conceptions de base qui étaient les siennes. Or, j'aurais espéré après ma visite à Jérusalem qu'il en serait ainsi. »

« Et aux Etats-Unis et je viens de parcourir plusieurs pays d'Europe, la Grèce-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Autriche, la Roumanie. Je viens de rencontrer le président Giscard d'Estaing. Ce que j'ai pu vous dire c'est que ces visites ont été pour moi encourageantes, alors qu'à départ, avant d'arriver aux Etats-Unis, je me sentais déçu. Quelles sont les perspectives d'accord sur le Sinai ? »

Le chef de l'Etat égyptien rappelle qu'il « y a deux ou trois ans, on en était arrivé dans le Sinai à une véritable mobilisation des forces de part et d'autre. Heureusement », ajoute-t-il, « les Etats-Unis sont intervenus (à l'époque, il s'agissait encore du secrétaire d'Etat Kissinger) et ils nous ont donné la garantie que et resteraient égyptiens. J'ai déjà dit avec mon départ pour les Etats-Unis que j'étais très déçu. J'ai affirmé que j'étais dédié à persévérer. Je le ferai. J'espère que le président Carter et les Etats-Unis pourront contribuer à lancer un pont sur le gouffre qui nous sépare des Israéliens. »

A propos du Tchad, M. Sadate, qui s'était entretenu en aparté, à son arrivée à Orly, avec l'ambassadeur de ce pays en France, a déclaré : « J'ai reçu un message du président M. Bourguiba qui me demandait d'éteindre l'antenne. Nous avons envoyé des armes et de l'aide militaire dans le passé et nous les fournissons de nouveau à l'avenir. »

Que se passera-t-il si Israël restait sur ses positions ? Démuniriez-vous ?

« Israël marque une certaine hésitation avec le réendrage. « Je suis très fier des sentiments chaleureux que mon initiative a suscités en France et aux Etats-Unis, comme dans le monde entier. Je reste aujourd'hui toujours aussi fier de ces résultats. Je perséverai sur le chemin de la paix car c'est ce chemin que j'ai choisi. Si mes efforts échouent, je me tournerai vers d'autres moyens dont j'aurai appuyé et je leur ordonnerai les données du problème. »

Dimanche soir, M. Sadate s'est entretenu pendant une heure trois quarts à l'Elysée avec le président de la République. « Il était naturel que, après mon voyage, je rencontre mon grand ami, le président Valéry Giscard d'Estaing pour lui donner un panorama complet du dévelop-

pement de la situation depuis que nous sommes tous les deux jugés inévitables, lors de la première visite du chef du gouvernement israélien l'année dernière à la Maison Blanche ? Plus personne n'en doute à Jérusalem après les dernières déclarations du secrétaire d'Etat américain et la réaction abrupte du gouvernement israélien. L'opposition de l'administration américaine aux implications politiques des territoires occupés était certes connue, mais la formule utilisée par M. Cyrus Vance lors de sa conférence de presse du 10 février a semblé-t-il, constituer la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. »

La rencontre avec M. Shimon Péres

Arrivé dans la capitale romaine tard dans la soirée de samedi, en raison d'un épais brouillard qui avait contraint l'appareil égyptien à atterrir à Constance sur la côte de la mer Noire, M. Sadate n'avait rencontré ses interlocuteurs avec le président. Cependant que dans la soirée, le chef de l'opposition travailliste du gouvernement, M. Yitzhak Rabin, a communiqué à l'issue de cette rencontre déclaré que les deux chefs d'Etat ont soutenu « la principale d'une réunion préparatoire de toutes les parties au conflit du Proche-Orient, y compris l'URSS, les Etats-Unis et les pays arabes opposés à l'initiative de paix du président Sadate ». Il a également déclaré que la conférence des pays de Géorgie. Le communiqué déclare que la réunion pourrait avoir lieu au Caire, où il se tiendra, sous les auspices de l'ONU, ainsi que l'a proposé M. Kurt Waldheim.

Samedi, le président Sadate avait rencontré à Salzbourg le chancelier Kreisky et M. Shimon Péres, chef de l'opposition travailliste en Israël. L'entrevue avec M. Péres ne s'est soldée par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Péres de l'opposition travailliste à Tel Aviv. M. Péres ne s'est pas suicidé par aucun résultat concret et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu revêtir une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera pours

مكتبة المجلدات

(PUBLICITE)

... LE MONDE — 14 février 1978 — Page 5

U.D.F. INFORMATION

"QUELLE FRANCE DEMAIN?"

Débat dirigé par Julien Besançon



L'EVENEMENT

Mardi 14 février à 21 h 30

ROLAND LEROY
Parti Communiste Français

face à

J.J. SERVAN-SCHREIBER
Union pour la Démocratie Française

L'Union pour la Démocratie Française annoncera désormais dans la presse les débats télévisés de ses leaders face à l'opposition.

DIPLOMATIE

Alger accueille avec satisfaction et prudence les propositions de M. Giscard d'Estaing

De notre correspondant

Alger. — Les Algériens ont réagi favorablement au passage de l'interview télévisée du président Giscard d'Estaing du jeudi 9 février, consacrée à l'Algérie : ils y ont vu une « bouffée d'oxygène » pour les rapports bilatéraux languissants et menacés d'asphyxie. Les réactions officielles des dirigeants ont été plus hésitantes, se manifestant d'abord parce que la plupart d'entre eux, mobilisés pour le « sommet » du Front arabe de la résistance, qui a représenté une épreuve d'endurance, ont profité du repos hebdomadaire du vendredi pour se mettre au vert, ensuite parce que beaucoup ont préféré attendre la réaction des conseils ministériels qui se tiennent traditionnellement le dimanche.

Alors que le problème des rapports franco-algériens a apparemment été évoqué par le gouvernement, le communiqué publié à l'issue du conseil n'en fait pas mention. L'ambassadeur de France, M. Guy de la Roche, devait s'enterrer le lundi 13 février, lorsque le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, M. Desai, l'enquête sur l'accident de l'ambassadeur de France dans le conflit du Sahara occidental, que M. Giscard d'Estaing avait obtenu certains éclaircissements. Dans les meilleures politiques, toutefois, l'ouverture faite par le chef de l'Etat français a également été saluée avec enthousiasme : « Il y a longtemps qu'on l'attendait », nous ont dit plusieurs responsables — mais aussi avec prudence, d'abord parce que les grands espoirs suscités par la visite du chef de l'Etat français en avril 1975 ont été déçus et ensuite parce qu'il s'est créé depuis des contentieux importants entre les deux pays, en particulier celui qui est à l'origine de la crise dans le conflit du Sahara occidental, que M. Giscard d'Estaing a passé sous silence.

On note également dans les meilleures politiques que la déclaration du chef de l'Etat survient un mois avant les élections législatives et l'on se demande si l'Algérie n'a pas voulu couper l'herbe sous le pied de l'opposition au cas où elle l'emporterait en mars ou au contraire si le premier a toutefois manifesté son absence de préférence. La même observation est faite en ce qui concerne M. Jacques Chirac dont les déclarations ont été également appréciées pour le cas où il obtiendrait une position dominante au sein de la majorité (1).

On note également que l'ouverture de M. Giscard d'Estaing survient quelques jours après la « sommet » du Front arabe de la résistance à Alger, où l'Algérie devait aller à ses tables plusieurs pays arabes et après un article remarqué du *New York Times* (*le Monde* du 7 février) conseillant à Washington de demander à la France de réduire son engagement dans la région.

Le passage consacré par le président aux accords d'Evian,

LE STATUT DE BERLIN

« Si l'Occident continue d'ignorer le statut de Berlin-Ouest, l'U.R.S.S. sera contrainte de trouver de nouvelles raisons pour ne pas accorder » (sous-entendu) la R.D.A. avec laquelle Moscou conclut un traité de paix remettant en cause le régime d'occupation de l'ancienne capitale allemande.

Selon l'hebdomadaire ouest-allemand *West Am Sonntag*, M. Abramson, ambassadeur soviétique à Berlin, aurait fait cette déclaration à l'ambassadeur allemand, M. Brunet, lors de leur dernier entretien, le 8 décembre. Le communiqué publié alors indiquait que les conversations avaient été « franches et amicales ». L'article du journal allemand a été accueilli avec scepticisme à Bonn, où l'on se borne à rappeler que les conversations sur Berlin doivent toujours rester confidentielles. — (Corresp.)

Premier ambassadeur en R.F.A. et professeur à Harvard

M. JAMES CONANT EST MORT

M. James Bryant Conant, ancien ambassadeur des Etats-Unis en République fédérale d'Allemagne et ancien président de l'université Harvard, est mort mardi 11 février à Cambridge (Massachusetts).

Le 26 mars 1953 à Dorchester (Massachusetts), M. Conant avait fait ses études secondaires à la Roxbury Latin School, près de Boston, et avait été admis à Harvard en 1956. Il obtint son doctorat (en chimie) en 1953. Après un séjour en Allemagne, il est nommé professeur titulaire à Harvard en 1957. Ses travaux sur le système chloro-mercure lui valent la médaille William-H-Nichols de la Société américaine de chimie. Il est d'instruction à l'Académie américaine des arts et des sciences. En 1958, M. Conant devient directeur d'Harvard.

Partisan, au début de la seconde guerre mondiale, d'une aide totale à la Grande-Bretagne, d'une aide totale à la Grande-Bretagne, il est, à partir de 1946, président du Comité national de recherche militaire. Le président Eisenhower le nomme en janvier 1953 haut commissaire en Allemagne de l'Ouest. Il a le rang d'ambassadeur en juin de la même année et reste à son poste à Bonn jusqu'en 1957. Il consacre les dernières années de sa vie à des recherches sur l'éducation, en particulier sur l'enseignement supérieur.

Alors que des chefs de gouvernement du Commonwealth se réunissaient à Sydney

Un attentat à la bombe a fait plusieurs victimes

De notre correspondant

venus caducs dans de nombreux domaines, notamment ceux concernant le pétrole et le vin n'a pas surpris ni choqué. On rappelle d'ailleurs que plusieurs accords ont pris le relais : la convention de coopération culturelle, scientifique et technique, l'accord d'association entre l'Afrique et l'Asie-Pacifique. L'accord a fait place à la morts et des blessés graves (1). Les mesures de sécurité autour de l'hôtel, les plus strictes que l'on ait jamais connues en Australie, ont encore été renforcées. Une seconde bombe a été découverte à quelques centaines de mètres de là ; les autorités l'ont fait exploser. Le centre de Sydney est quadrillé par la police.

L'explosion s'est produite une heure après le retour des dirigeants. Comme c'est leur coutume, ils sont arrivés à Sydney le 13 février, lorsque les partenaires visent le premier ministre indien, M. Desai ; l'enquête s'orientera vers les partisans de la secte fanatique hindoue Ananda Margâ, accusée d'être impliquée dans les attaques contre l'ambassade indienne à Canberra (2).

La conférence doit se poursuivre au Hilton. En armelien, dimanche, les participants (Nouvelle-Zélande, Inde, Bangladesh, Sri-Lanka, Singapour, Malaisie, Papouasie, Nouvelle-Guinée, Tonga, Samoa, Nauru et les Fidji), le premier ministre australien, M. Malcolm Fraser, et l'ambassadeur indien, M. Desai, ont été tués dans une fusillade au cours de la conférence. L'assassinat de ces deux hommes a été attribué à la secte fanatique hindoue Ananda Margâ, accusée d'être impliquée dans les attaques contre l'ambassade indienne à Canberra (3).

La conférence doit se poursuivre au Hilton. En armelien,

dimanche, les participants (Nouvelle-Zélande, Inde, Bangladesh, Sri-Lanka, Singapour, Malaisie, Papouasie, Nouvelle-Guinée, Tonga, Samoa, Nauru et les Fidji), le premier ministre australien, M. Malcolm Fraser, et l'ambassadeur indien, M. Desai, ont été tués dans une fusillade au cours de la conférence. L'assassinat de ces deux hommes a été attribué à la secte fanatique hindoue Ananda Margâ, accusée d'être impliquée dans les attaques contre l'ambassade indienne à Canberra (3).

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur à travers la radio et la télévision.

Le programme élaboré par le cabinet de M. Soares n'a pas été véritablement discuté par le Parlement. Il fut surtout question de la formule du gouvernement P.C.-C.D.S., attaquée très vivement par les autres formations politiques. A plusieurs reprises, l'Assemblée s'est transformée en une sorte de meeting, chaque parti s'adressant à son électeur

POLITIQUE

TROIS ÉLECTIONS MUNICIPALES

ISSY-LES-MOULINEAUX : la liste de la majorité est réélue et accroît son avance

HAUTS-DE-SEINE : Issy-les-Moulineaux (2^e tour).

Inscr. 27 112 ; vot. 18 591 ; suffr. expr. 18 347. Liste d'entente municipale et d'action sociale (M. Menand, M.D.S.F., maire sortant), 9 672 voix, 33 % EELV. Liste d'union de la gauche (M. Duvalon, P.C.F., député et conseiller général), 8 678 voix.

Présidentielle : Inscr. 27 112 ; vot. 18 198 ; suffr. expr. 17 931. M. Menand, 7 932 voix ; M. Duvalon, 8 306 voix ; M. Savary (rad.), 1 687 voix.

Cette élection avait été provoquée par l'annulation, par le Conseil d'Etat, du scrutin du 26 mars 1977, qui avait donné les résultats suivants :

Inscr. 27 463 ; vot. 20 547 ; suffr. expr. 20 231. M. Menand, 10 414 ; M. Duvalon, 10 057.

La liste d'union de la gauche (M. Menand, tête de liste de M. Menand, tête de liste de Mme Lagnier), alors indépendante, avait entraîné l'annulation du scrutin. Désormais élue, Mme Lagnier figurait à nouveau, cette année, sur la liste du maire sortant.

Celle-ci l'emporte avec une avance de 997 voix (32,72 % des suffrages), alors qu'elle n'avait devancé l'unanimité de la gauche que de 44 voix en 1977. Le désistement de la liste de M. Sa-

vary (rad.), qui avait obtenu 9,41 % des voix au premier tour, en faveur de M. Menand semble avoir été suivi par ses électeurs. Avec 47,35 % des suffrages, la liste d'union de la gauche recule par rapport au second tour de mars 1977, où elle avait obtenu 49,89 % des voix. On note que la participation des électeurs (68,57 %) est, cette année, très inférieure à ce qu'elle avait été le 26 mars 1977 (74,42 %).

Les discussions qui avaient eu lieu sur la vive polémique qui avait opposé l'unanimité à la majorité, la première accusant la seconde de fraude électorale (« le Mondial » du 4 février), réduisent la portée de ce scrutin, auquel il est difficile d'accorder la valeur d'un « test national ». Cette élection peut, en revanche, avoir une influence sur le scrutin législatif de la 1^e circonscription des Hauts-de-Seine. D'une part, M. Duvalon, député sortant, obtient un succès, d'autre part, M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (rad. ind.) des Hauts-de-Seine et maire de Saint-Cloud, avait laissé entendre qu'il pourrait être candidat dans cette circonscription si la liste de la majorité l'emportait largement à Issy-les-Moulineaux.]

MEURTHE-ET-MOSSELLE : Combelley-les-Belles (1^e tour).

Inscr. 445 ; vot. 460 ; suffr. expr. 441. E. Jean Biston (P.S.), 194 voix ; M. Claude Aubertin (P.R.), 186 ; M. Jean Hardy (sa. éq.), 61. — Il y a ballottage.

Il s'agit d'une élection sur le remplacement de Claude Leclerc (P.E.), qui avait été réélu maire de la localité en mars dernier et qui a trouvé la mort dans un accident de la route le 16 janvier.]

SEINE-MARITIME : Jumièges (1^e tour).

Inscr. 655 ; vot. 763 ; suffr. expr. 747. Liste du conseil sortant complétée (« Défense des intérêts communautaires et d'union »), conduite par M. Fessard, 390 voix (moyenne de liste), 9 élus. Liste pour la rénovation de Jumièges, conduite par M. Maillot, 381 voix (moyenne de liste), 2 élus. Il y a ballottage pour les deux sièges qui restent à pourvoir.

[Ce scrutin fait suite à l'annulation par le Conseil d'Etat, le 1^e tour, de la liste de M. Gérard de Fontenay-Et-Bots (à majorité communiste) qui avait appelé à voter pour Mme Nicole Garand sur des affiches tricolores.]

M. Georges Séguy : les dernières prises de position de la C.F.D.T. marquent « un rapprochement très important avec celles de la C.G.T. »

Les discussions continuent bon train à l'intérieur de la C.G.T., à propos des positions prises par la confédération dans la crise de la gauche. « La Vie ouverte », hebdomadaire confédéral, ne consacre pas moins d'une douzaine de pages de son numéro du 13 février à répondre par la plume de plusieurs de ses dirigeants aux critiques individuelles ou collectives de syndiqués C.G.T. Et M. Séguy, qui était, dimanche 12 février, l'invité du Club de la presse, à l'initiative du P.S., a s'est longuement expliqué sur sa récente déclaration en faveur du parti communiste, comme sur les autres prises de position politique de son organisation.

Le secrétaire général de la C.G.T. a baissé le ton lorsque les journalistes ont fait état des critiques empruntées dans « le Nouvel Observateur » par M. Claude Germon, membre de la commission exécutive de la C.G.T. et membre du comité directeur du P.S., à l'encontre de M. Séguy. Il a aussi renouvelé, par quelques petites phrases et une « révélation », ses attaques

contre le Club de la presse, comme sur les autres prises de position politiques de son organisation.

Interrogé sur son récent appel à voter communiste, M. Séguy a tout d'abord rappelé que les statuts de la C.G.T. garantissaient à chacun de ses membres la liberté d'exprimer, en dehors de l'organisation syndicale, ses opinions politiques.

« J'en suis très peu, a dit M. Séguy, de cette possibilité parce que je suis conscient de l'importance des fonctions que j'assume à la direction de la C.G.T. et mon parti respecte scrupuleusement ces fonctions au nom du respect qu'il a toujours eu de l'indépendance syndicale.

» Dans des circonstances telles que celles qui nous traversons, il m'est arrivé d'être importunate et de me faire dire ce que je sais dans cette campagne électorale de mon parti. Je l'ai fait en dix minutes : j'ai par conséquent exposé mon sentiment de communiste mardi dernier lors du meeting de Gentilly. Je n'ai rien à ajouter à cet égard, a Rappelant que sa prise de position n'était pas sans précédent, M. Séguy a ajouté : « Je ne conseguent exposé mon sentiment de communiste mardi dernier lors du meeting de Gentilly. Je n'ai rien à ajouter à cet égard, a

Rappelant que sa prise de position n'était pas sans précédent, M. Séguy a ajouté : « Je ne conseguent exposé mon sentiment de communiste mardi dernier lors du meeting de Gentilly. Je n'ai rien à ajouter à cet égard, a

Envisagez-vous de demander à être mis en congé de votre mandat syndical ? Il a-t-on demandé en faisant référence à des déclarations de M. Claude Germon. Ce dernier, membre du parti socialiste et maire de Massy, a demandé « au nom de l'indépendance syndicale », à être libéré de ses obligations de représentant de la C.G.T. et ce, pour pouvoir exercer ses responsabilités dans la bataille électorale tout en conservant ses fonctions de secrétaire général de la C.G.T. »

M. Séguy a répondu : « Ce coup bas, venant d'un de mes camarades de la C.G.T., je le regrette ; je ne dirai pas que j'en suis affecté car il me surprendra. Mais je le regrette et je vais faire tout ce qui va

être nécessaire pour empêcher de telles propos dans la C.G.T. courant de être Claude Germon. Pourquoi ? Voilà un camarade qui depuis un mois déjà (et cela va continuer jusqu'au 19 mars) passe son temps de matin au soir à appeler à voter pour le parti socialiste.

Apparaissant, M. Séguy avait précisé : « Si la droite reconnaît, vraiment, être la force progressive, estimant qu'il a en elle l'inspiration de ne pas engager les négociations que nous ne cessons de réclamer

A l'évidence, et malgré les remous que cela entraîne dans la confédération, malgré aussi des reculs sensibles enregistrés récemment par la C.G.T. dans des élections professionnelles importantes (Renault-Billancourt, B.A.T.P., S.N.C.F., banques), les dirigeants cégétistes n'entendent pas mettre une sourdine à leurs déclarations politiques. Le leit-motiv n'est pas le silence ou la discrétion, mais l'explication sans cesse répétée pour tenter de convaincre.

Et pour bien affirmer leur indépendance syndicale, les dirigeants cégétistes ne manquent pas une occasion de souligner la convergence de leurs analyses avec celle de la C.F.D.T. comme l'a encore fait M. Séguy, dimanche soir. Cette instance n'aboutit, en fait, qu'à accroître les réticences des amis de M. Edmond Maire, qui n'entendent pas que les nouvelles réunions prévues cette semaine entre les deux confédérations donnent lieu à des déclarations politiques communes. Même si elle fait tout pour l'éviter, la stratégie actuelle de la C.G.T. conduit à son isolement.

— J.-M. D.

et qu'elle se décide à les engager, nous répondrons présent et nous viendrons négocier. Mais alors je retourne la question : si elle pense que nous devons faire quelque chose d'autre pour nous renforcer, nous renoncer à nos revendications de mars, pourquoi ne fait-elle pas tout de suite ? » M. Séguy a rappelé qu'il n'avait jamais parlé dans cette hypothèse, de « troisième tour social ».

Un souvenir inédit

de 1968

Evitant mai 1968, dont la C.G.T. célébrait le dixième anniversaire, notamment par un colloque le 12 mai, M. Séguy a révélé que la nouvelle édition de son livre *Lutter* (éd. Stock) serait enrichie de « souvenirs nouveaux pour le lecteur » : « Je me souviens notamment qu'à la veille de la conférence de Grenelle, nous étions nombreux avec des travailleurs importants à voter pour le parti socialiste.

En revanche, il a de nouveau rappelé que les dernières prises de position de la C.F.D.T. « représentaient un rapprochement très important avec celles de la C.G.T. ».

« C'est donc une appréciation positive que l'exprimera sur les décisions du conseil national de la C.F.D.T. en ce qui concerne la conférence de Grenelle, la conférence d'indépendance démocratique, les nationalisations et la définition d'un groupe, c'est-à-dire maison mère et filiales, et en ce qui concerne la démocratie dans l'entreprise. (...) »

Aux journalistes qui s'étonnent que M. Séguy n'ait jamais fait état de cet événement jusqu'à présent et qu'il le livre maintenant, il répond : « Je n'ai pas été dérangé, mais je n'ai pas été importuné pour le parti socialiste.

» Dans cette hypothèse, évidemment, il est certain que la C.G.T. resterait dans l'opposition, car nous n'accepterons pas d'un gouvernement de gauche les sacrifices que nous refusons aujourd'hui à la droite. (...) »

Apparaissant, M. Séguy avait précisé : « Si la droite reconnaît, vraiment, être la force progressive, estimant qu'il a en elle l'inspiration de ne pas engager les négociations que nous ne cessons de réclamer

الحملة الأولى

La préparation

position de la C.F. avec celles de la CGT

élections législatives

BIEN QU'ILS NE PRÉSENTENT PAS DE CANDIDATS

Les autonomistes corses ne seront pas absents de la consultation électorale

Sept attentats à l'explosif ont été commis en Corse dans la région d'Ajaccio durant le week-end. On a visité la villa d'un promoteur immobilier, un terrain de camping d'une société de construction, un cabinet d'assurances, les appartements d'un architecte, le directeur de la Banque de France et l'ancien président de la jeune Chambre économique. Ces attentats, qui ont causé d'importants dégâts, n'ont pas été revendiqués.

D'autre part, 9 kilos d'explosifs ont été

découverts dans la villa actuellement incendiée que possède M. Gaston Monnerville, ancien président du Sénat, sur la rive sud du golfe d'Ajaccio. Le système de mise à feu n'a pas fonctionné.

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

D'autres mœurs, d'autres hommes ?

Ajaccio. — Paris n'en finit pas de témoigner sa considération à la Corse. Et, jamais, la Corse ne lui a fait plus de mauvaises attitudes au lendemain des élections législatives. Le changement n'est-il qu'une question de semaines ?

"Patientez encore un peu ; il nous semble y avoir un petit espoir de côté de la gauche", a avoué Edmond Simenon, l'été dernier, aux militaires autonomistes. Rien n'attendait de la droite : elle est « généralement colonialiste et définitivement dissidente ».

Le comportement de la gauche commence, aujourd'hui, à énervier les autonomistes qui dénoncent tout à la fois « l'opposition radicale des radicaux » et « le socialisme des communistes ». Même le « statut particulier » qui propose les socialistes leur paraît « nettement insuffisant », faute de prévoir la reconnaissance juridique du peuple corsaire. « Précisons toutefois dans un futur régime socialiste », assure M. Vincent Carrozza, candidat du P.R.C. dans l'arrondissement de Calvi-Corte.

Les chambellades de la gauche sur le niveau de la Corse sont aussi les suspicitions de l'U.P.C. « La vérité est là ; les radicaux sont partisans du statut quo ; ils soutiennent le débat », soutient M. Carrozza. « Nous n'avons rien à nous dire. Ils sont réformistes ; nous, socialistes, sommes révolutionnaires. »

Pour M. Nicolaï Alfonzi, candidat du M.R.G. dans l'arrondissement d'Ajaccio, « il faut se méfier des grands mots, des expressions équivoques ». Selon lui, « la décentralisation n'a pas été faite pour l'autonomie, mais pour la concentration dans la communauté insulaire, et ce n'est pas tel état qui plaira que tel autre ». Aux frontières du système politi-

que traditionnel il est des élus dits « de progrès » qui tentent de maintenir le contact avec l'U.P.C. pour la sortir du ghetto.

« Peut-être nous avons combattu pour rompre le splendide isolément des communistes pourtant révolutionnaires et marxistes, pourtant au pouvoir, mais nous n'avons pas de méthode à l'épreuve », ajoute-t-il, s'interroge M. Toussaint Luciani, candidat du M.R.G. dans l'arrondissement de Sartène.

M. Luciani le constate : une majorité de jeunes adhèrent aux thèses autonomistes. « Ce serait, selon lui, une erreur de faire lourde de conséquences pour l'insurrection de ces jeunes intellectuels. Il nous faut nous nourrir simplement des abus d'autorité d'un tas de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

D'autres, à l'inverse, voient les choses de plus haut. Ils établissent des échelles distinguées entre État et nation, légalité et légimité, unité et uniformité. L'intégrité de ces jeux intellectuels échappe à la population. Au-delà des mots, celle-ci jugera ses responsabilités sur les résultats. Il faudra alors répondre au fond de ces grands dossiers de l'heure. Ainsi, de l'organisation des transports maritimes et aériens entre l'île et le continent, de la répartition des terres des failles dans la plaine orientale, du démarrage d'une industrialisation « douce », adaptée au « climat » insulaire, de la mise en place d'une politique de l'emploi en faveur des jeunes.

« Ce sont là des mesures d'urgence qui peuvent, dans un premier temps, dissiper les tensions interne et extérieure ? L'élection au suffrage universel d'un conseil régional élargi qui comprenne aujourd'hui treize membres — ne semble plus effrayer personne. Au sein de la majorité présidentielle, le choix du mode de scrutin continue de faire problème ; seul M. José Rossi, candidat du P.R. dans l'arrondissement d'Ajaccio, a voté pour la proportionnalité qui permettrait la participation de tous les courants de pensée minoritaires. Quant à la créa-

tion d'un pouvoir régional, M. Pierre-Paul Giacomi, candidat du R.R.P. dans l'arrondissement de Bastia, n'en voit pas l'utilité.

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune portant décentralisation de l'Etat, qui prévoit, dans son article 15, un « statut à la Corse, dans la plaine orientale, pour faciliter la formation d'un état de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre. »

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Abbazia, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

veut entendre la voix de la Corse à durant la campagne et dénoncer en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ».

De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi

POLITIQUE**D'UNE RÉGION
A L'AUTRE****XVII. — RHÔNE-ALPES : une crise économique particulièrement ressentie**

par ALAIN GUICHARD

Une région de montagne, largement rurale, moins comprenant de très grands centres industriels autour de Lyon, Saint-Etienne et Grenoble (1). Une population particulièrement affectée par la crise de la métallurgie, du textile

et par le chômage, et inquiète pour son avenir. Une poussée de mécontentement qui ne sert évidemment pas l'actuelle majorité : « Ils en ont ras le bol de gagner trois fois rien, sans

être sûrs du lendemain », nous a dit un député qui n'était pas de l'opposition.

Tels sont les traits dominants de cette région Rhône-Alpes, la plus vaste de France, qui couvre huit départements, comprend quarante-deux

circonscriptions, et est représentée à l'Assemblée nationale par douze députés de l'opposition (dix P.S., deux communistes, MM. Maisonnat, Isère, et Houël, Rhône), et trente R.P.R., PR ou centristes.

RHÔNE : vers des changements au bénéfice de la gauche et du R.P.R.

Des cinq circonscriptions correspondant aux limites de la ville de Lyon, la première et la dernière sont celles où l'on peut envisager un changement de majorité si la poussée de la gauche entraîne dans ces deux dernières les conservateurs. Dans la première, le troisième canton a été enlevé en 1976 à M. Louis Rigal (majorité) et le huitième arrondissement, qui constitue la base de l'électorat de la circonscription, a envoyé à la majorité quatre communistes, trois socialistes et un radical de gauche aux dernières municipales. Ces dernières sont également considérées comme favorables pour les deux principaux candidats de gauche : MM. René Chevallier (P.C.) et Bernard Gaudinier (P.R.), conseillers municipaux du huitième.

Lequel des deux sera appelé à affronter au second tour le député sortant R.P.R. M. Calle. En 1973 — comme en 1967 et 1968 — ce fut M. Chevallier, distancé d'un peu plus de 1 500 voix. Il peut raisonnablement envisager d'être encore le challenger en 1978, mais une partie de M. Gaudinier (qui a été à l'origine contremaître des efforts importants faits par cet énarque qui donne du socialisme une image nouvelle)

Pour tenter de conserver dans la 2^e circonscription, le siège de M. Henri Guillermi, qui ne se représente pas, le R.P.R. a engagé son secrétaire départemental, M. Jean Gaudry, membre du comité central, conseiller municipal du septième arrondissement depuis mars dernier. Bien que gagné par un candidat du CNIP, M. René Boulanger, M. Gaudry devrait pouvoir déraciner le député sortant de l'UDF, M. Roger Fenech (C.D.), l'un des leaders nationaux des rapatriés d'Afrique du Nord.

Le vainqueur de cette primaire rencontrera vraisemblablement au second tour Mme Yvette Roudy, secrétaire nationale du P.S., chargée des problèmes féminins. Mme Roudy a été « parachutée », mais qui pourrait lui en faire

M. Barre

La volonté du premier ministre d'aller au charbon a fait sourire les Lyonnais, qui savent que M. Véron Gagnaire, député sortant pressé de 63 % des suffrages exprimés en 1974 dans la 4^e circonscription et que les pesanteurs sociologiques lui épargnent tout risque. Bénéficiant de moyens exceptionnels et soutenu par un patronat local qui espère beaucoup de son installation à Lyon, M. Raymond Barre n'a aucun soutien à sa faveur : il sera élu Reste à savoir si son programme tombera comme il se souhaitait. Le premier ministre ne devrait avoir pour rival que M. Yves Barrois, ex-UDF, candidat de l'URP, en 1973 dans la 10^e circonscription de l'Rhône, qui a reçu en même temps qu'un supplément l'appui de l'UDF.

Les candidats de l'opposition ne possèdent donc qu'un seul soutien : M. André Pottou, député sortant de l'UDF, qui a obtenu M. André Viante, trente ans, assistant d'économie à l'université de Lyon-II et à l'Institut d'étude politique, membre du comité directeur du P.S. et délégué régional, qu'il efforce par une campagne active qu'est venue soutenir Mme Edith Cresson, secrétaire nationale du P.S. Le parti communiste, de son côté, a « envoyé

la bataille de Villeurbanne

Toute l'attention se porte sur la 6^e circonscription. Le député sortant, réformateur (ex-S.FIO), M. Etienne Gagnaire, solitaire et sans amis, ne s'y représente pas et l'on s'interroge sur la chance du nouveau maire de Villeurbanne et candidat du P.S., M. Olivier Hervu (membre du comité directeur), qui a chassé de la mairie M. Gagnaire et dirige une municipalité sans communistes que le P.C. espérait pourtant bien conquérir en mars. M. Marchais avait alors proclamé : « Le maire de Villeurbanne sera M. René Desprès (P.C.) ou M. Gagnaire. » M. Hervu dont la liste a devancé l'an dernier celle du maire sortant de plus de 7 000 voix, se présente avec pour suppléant M. Jean-Jacques Quételat, adjoint et secrétaire de la section adjointe. M. Hervu a déjà derrière lui une action municipale et régionale active, qui lui vaut une popularité consacrée par un récent questionnaire adressé à quarante-six leaders de l'information régionale, directeurs et rédacteurs en chef de journaux. Il vient, en effet, en tête de ce sondage sur les personnalités ayant le mieux contribué à développer l'image de la région Rhône-Alpes dans le domaine politique. Derrière, par ordre décroissant : Mme Nicole Pasquier, MM. François Collomb, Raymond Barre. M. Hervu est en

bonne position pour l'emporter... à condition toutefois que le parti communiste ne cherche pas, au second tour, à venger son échec de mars 1977.

Les appuis que le nouveau maire de Villeurbanne obtient (M. François Collomb, maire de Lyon) a participé le 5 février à une manifestation que présidait M. Hervu, lequel l'a fait citoyen d'honneur de sa ville) donnent, certes des arguments au P.C., mais le socialiste reste fidèle à la politique unitaire de son parti et cherche les occasions de le proclamer. D'autre part le candidat du Front autogestionnaire a favour duquel le P.C. s'est efforcé même une campagne qui ne peut que désorienter les militants et les électeurs communistes. Non seulement M. Claude Bourdet, député communiste, a-t-il démissionné (mais il a été remplacé par M. Jean-Pierre Chauvel, adjoint et secrétaire de la section adjointe), mais il a entrepris de combattre la politique de ceux qui l'ont mandaté. Dans ses tractos, M. Claude Bourdet dénonce également le P.C. et le P.S. « qui ne remettent en cause que timidement le rôle dirigeant de l'Etat central ». « Regrettant sur leurs positions antérieures, affirme-t-il, le P.C. et le P.S. acceptent la force de frappe alors que nous nous pro-

nonssons contre l'arme nucléaire. Nous avons avec ces partis, souligne-t-il, des désaccords importants. »

Trois autres candidats se disputent les voix de gauche : M. Jean Bréde, Ecologie 78 ; Mme Odile Benhabib, Lutte ouvrière et un inconnu encore anonyme. L.C.R.

Du côté de la majorité, MM. Michel Richelmy, C.N.I.P., et Pierre Pontoux, M.D.B.P., figurent tous deux sur les listes du P.U.D.P. M. Jean Royaume, éditeur, a l'investiture du P.R.P. Il avait combattu M. Gagnaire en 1973 et obtenu 22,7 % des voix au premier tour. Le parti socialiste ayant obtenu 12,5 %, il est plus fort que le désir d'un règlement de comptes, pourtant souhaité il y a peu encore. Le retour de M. Béraudier a permis à M. Soustelle — dont le suppléant est le secrétaire fédéral du parti radical M. Marcel Ruby, — de bénéficier de l'étiquette du U.D.F.

La gauche se présente ici en ordre dispersé. Le principe d'une primaire entre le P.S. et le M.R.G. ayant été accepté par le P.C., fondé sur l'autonomie d'un organe de formation continue, avait pris pour supposé un giscardien. M. Jacques Cernia. La situation a été réglée le 13 février juste avant le dépôt des candidatures.

Le député sortant de la 8^e circonscription (Givors), M. Emmanuel Hamel (U.D.F.-P.R.), arrivé en tête au premier tour en 1973 et élu ensuite avec 7 000 voix d'avance sur M. Vallin P.C., malgré la présence d'un réformateur. Candidat unique de la majorité, il est soutenu par le P.R.P. M. Camille Vallin, député et maire de Givors, et son suppléant, M. Jean-Pierre Capitaine, député sortant de la 14^e circonscription de 1973 dans cette circonscription : Richard Catani, Ecologie 78 ; Daniel Vaugé, P.S.D.

A Tarare (4^e circonscription), le député sortant, M. Alain Maynard (U.D.F.-P.R.), seul candidat de la majorité et soutenu par le P.R.P., paraît assuré jusqu'en 1987 puis U.D.R. — se présente pour la cinquième fois dans des quartiers quelque peu secoués par des aménagements — ou des projets fonciers. Mais ce sont des problèmes qui ne devraient pas mettre en péril son siège.

En 1973, M. Coste avait été élu au second tour avec plus de 3 000 voix d'avance sur le candidat M.R.G., M. Françoise Longue. M. Dominique Saint-Pierre, secrétaire des fédérations Rhône et Rhône-Alpes du M.R.G., tentera de recouvrer l'écart entre la majorité et l'opposition, qui parviennent à dépasser au premier tour les deux candidats : M. Henri Papot, député sortant, et T. Ragot, M.R.G. déjà candidat en 1973 dans cette circonscription ; Richard Catani, Ecologie 78 ; Daniel Vaugé, P.S.D.

M. André Pottou, député sortant P.S., de la 10^e circonscription (Villefranche-sur-Saône), devrait conserver son siège. Il a été élu dans la 5^e circonscription de Lyon depuis 1967. M. Pierre-Bernard Cousté (R.P.R.) — non inscrit jusqu'en 1987 puis U.D.R. — se présente pour la cinquième fois dans des quartiers quelque peu secoués par des aménagements — ou des projets fonciers. Mais ce sont des problèmes qui ne devraient pas mettre en péril son siège.

En 1973, M. Coste avait été élu au second tour avec plus de 3 000 voix d'avance sur le candidat M.R.G., M. Françoise Longue.

M. Dominique Saint-Pierre, secrétaire des fédérations Rhône et Rhône-Alpes du M.R.G., tentera de recouvrer l'écart entre la majorité et l'opposition, qui parviennent à dépasser au premier tour les deux candidats : M. Henri Papot, député sortant, et T. Ragot, M.R.G. déjà candidat en 1973 dans cette circonscription ; Richard Catani, Ecologie 78 ; Daniel Vaugé, P.S.D.

M. André Pottou, député sortant P.S., de la 10^e circonscription (Villefranche-sur-Saône), devrait conserver son siège. Il a été élu dans la 5^e circonscription de Lyon depuis 1967. M. Pierre-Bernard Cousté (R.P.R.) — non inscrit jusqu'en 1987 puis U.D.R. — se présente pour la cinquième fois dans des quartiers quelque peu secoués par des aménagements — ou des projets fonciers. Mais ce sont des problèmes qui ne devraient pas mettre en péril son siège.

En 1973, M. Coste avait été élu au second tour avec plus de 3 000 voix d'avance sur le candidat M.R.G., M. Françoise Longue.

M. Dominique Saint-Pierre, secrétaire des fédérations Rhône et Rhône-Alpes du M.R.G., tentera de recouvrer l'écart entre la majorité et l'opposition, qui parviennent à dépasser au premier tour les deux candidats : M. Henri Papot, député sortant, et T. Ragot, M.R.G. déjà candidat en 1973 dans cette circonscription ; Richard Catani, Ecologie 78 ; Daniel Vaugé, P.S.D.

M. André Pottou, député sortant P.S., de la 10^e circonscription (Villefranche-sur-Saône), devrait conserver son siège. Il a été élu dans la 5^e circonscription de Lyon depuis 1967. M. Pierre-Bernard Cousté (R.P.R.) — non inscrit jusqu'en 1987 puis U.D.R. — se présente pour la cinquième fois dans des quartiers quelque peu secoués par des aménagements — ou des projets fonciers. Mais ce sont des problèmes qui ne devraient pas mettre en péril son siège.

En 1973, M. Coste avait été élu au second tour avec plus de 3 000 voix d'avance sur le candidat M.R.G., M. Françoise Longue.

M. Dominique Saint-Pierre, secrétaire des fédérations Rhône et Rhône-Alpes du M.R.G., tentera de recouvrer l'écart entre la majorité et l'opposition, qui parviennent à dépasser au premier tour les deux candidats : M. Henri Papot, député sortant, et T. Ragot, M.R.G. déjà candidat en 1973 dans cette circonscription ; Richard Catani, Ecologie 78 ; Daniel Vaugé, P.S.D.

M. André Pottou, député sortant P.S., de la 10^e circonscription (Villefranche-sur-Saône), devrait conserver son siège. Il a été élu dans la 5^e circonscription de Lyon depuis 1967. M. Pierre-Bernard Cousté (R.P.R.) — non inscrit jusqu'en 1987 puis U.D.R. — se présente pour la cinquième fois dans des quartiers quelque peu secoués par des aménagements — ou des projets fonciers. Mais ce sont des problèmes qui ne devraient pas mettre en péril son siège.

En 1973, M. Coste avait été élu au second tour avec plus de 3 000 voix d'avance sur le candidat M.R.G., M. Françoise Longue.

M. Dominique Saint-Pierre, secrétaire des fédérations Rhône et Rhône-Alpes du M.R.G., tentera de recouvrer l'écart entre la majorité et l'opposition, qui parviennent à dépasser au premier tour les deux candidats : M. Henri Papot, député sortant, et T. Ragot, M.R.G. déjà candidat en 1973 dans cette circonscription ; Richard Catani, Ecologie 78 ; Daniel Vaugé, P.S.D.

M. André Pottou, député sortant P.S., de la 10^e circonscription (Villefranche-sur-Saône), devrait conserver son siège. Il a été élu dans la 5^e circonscription de Lyon depuis 1967. M. Pierre-Bernard Cousté (R.P.R.) — non inscrit jusqu'en 1987 puis U.D.R. — se présente pour la cinquième fois dans des quartiers quelque peu secoués par des aménagements — ou des projets fonciers. Mais ce sont des problèmes qui ne devraient pas mettre en péril son siège.

En 1973, M. Coste avait été élu au second tour avec plus de 3 000 voix d'avance sur le candidat M.R.G., M. Françoise Longue.

M. Dominique Saint-Pierre, secrétaire des fédérations Rhône et Rhône-Alpes du M.R.G., tentera de recouvrer l'écart entre la majorité et l'opposition, qui parviennent à dépasser au premier tour les deux candidats : M. Henri Papot, député sortant, et T. Ragot, M.R.G. déjà candidat en 1973 dans cette circonscription ; Richard Catani, Ecologie 78 ; Daniel Vaugé, P.S.D.

M. André Pottou, député sortant P.S., de la 10^e circonscription (Villefranche-sur-Saône), devrait conserver son siège. Il a été élu dans la 5^e circonscription de Lyon depuis 1967. M. Pierre-Bernard Cousté (R.P.R.) — non inscrit jusqu'en 1987 puis U.D.R. — se présente pour la cinquième fois dans des quartiers quelque peu secoués par des aménagements — ou des projets fonciers. Mais ce sont des problèmes qui ne devraient pas mettre en péril son siège.

En 1973, M. Coste avait été élu au second tour avec plus de 3 000 voix d'avance sur le candidat M.R.G., M. Françoise Longue.

M. Dominique Saint-Pierre, secrétaire des fédérations Rhône et Rhône-Alpes du M.R.G., tentera de recouvrer l'écart entre la majorité et l'opposition, qui parviennent à dépasser au premier tour les deux candidats : M. Henri Papot, député sortant, et T. Ragot, M.R.G. déjà candidat en 1973 dans cette circonscription ; Richard Catani, Ecologie 78 ; Daniel Vaugé, P.S.D.

M. André Pottou, député sortant P.S., de la 10^e circonscription (Villefranche-sur-Saône), devrait conserver son siège. Il a été élu dans la 5^e circonscription de Lyon depuis 1967. M. Pierre-Bernard Cousté (R.P.R.) — non inscrit jusqu'en 1987 puis U.D.R. — se présente pour la cinquième fois dans des quartiers quelque peu secoués par des aménagements — ou des projets fonciers. Mais ce sont des problèmes qui ne devraient pas mettre en péril son siège.

En 1973, M. Coste avait été élu au second tour avec plus de 3 000 voix d'avance sur le candidat M.R.G., M. Françoise Longue.

M. Dominique Saint-Pierre, secrétaire des fédérations Rhône et Rhône-Alpes du M.R.G., tentera de recouvrer l'écart entre la majorité et l'opposition, qui parviennent à dépasser au premier tour les deux candidats : M. Henri Papot, député sortant, et T. Ragot, M.R.G. déjà candidat en 1973 dans cette circonscription ; Richard Catani, Ecologie 78 ; Daniel Vaugé, P.S.D.

M. André Pottou, député sortant P.S., de la 10^e circonscription (Villefranche-sur-Saône), devrait conserver son siège. Il a été élu dans la 5^e circonscription de Lyon depuis 1967. M. Pierre-Bernard Cousté (R.P.R.) — non inscrit jusqu'en 1987 puis U.D.R. — se présente pour la cinquième fois dans des quartiers quelque peu secoués par des aménagements — ou des projets fonciers. Mais ce sont des problèmes qui ne devraient pas mettre en péril son siège.

En 1973, M. Coste avait été élu au second tour avec plus de 3 000 voix d'avance sur le candidat M.R.G., M. Françoise Longue.

M. Dominique Saint-Pierre, secrétaire des fédérations Rhône et Rhône-Alpes du M.R.G., tentera de recouvrer l'écart entre la majorité et l'opposition, qui parviennent à dépasser au premier tour les deux candidats : M. Henri Papot, député sortant, et T. Ragot, M.R.G. déjà candidat en 1973 dans cette circonscription ; Richard Catani, Ecologie 78 ; Daniel Vaugé, P.S.D.

M. André Pottou, député sortant P.S., de la 10^e circonscription (Villefranche-sur-Saône), devrait conserver son siège. Il a été élu dans la 5^e circonscription de Lyon depuis 1967. M. Pierre-Bernard Cousté (R.P.R.) — non inscrit jusqu'en 1987 puis U.D.R. — se présente pour la cinquième fois dans des quartiers quelque peu secoués par des aménagements — ou des projets fonciers. Mais ce sont des problèmes qui ne devraient pas mettre en péril son siège.

En 1973, M. Coste avait été élu au second tour avec plus de 3 000 voix d'avance sur le candidat M.R.G., M. Françoise Longue.

M. Dominique Saint-Pierre, secrétaire des fédérations Rhône et Rhône-Alpes du M.R.G., tentera de recouvrer l'écart entre la majorité et l'opposition, qui parviennent à dépasser au premier tour les deux candidats : M. Henri Papot, député sortant, et T. Ragot, M.R.G. déjà candidat en 1973 dans cette circonscription ; Richard Catani, Ecologie 78 ; Daniel Vaugé, P.S.D.

M. André Pottou, député sortant P.S., de la 10^e circonscription (Villefranche-sur-Saône), devrait conserver son siège. Il a été élu dans la 5^e circonscription de Lyon depuis 1967. M. Pierre-Bernard Cousté (R.P.R.) — non inscrit jusqu'en 1987 puis U.D.R. — se présente pour la cinquième fois dans des quartiers quelque peu secoués par des aménagements — ou des projets fonciers. Mais ce sont des problèmes qui ne devraient pas mettre en péril son siège.

JUSTICE

ICATION DE LA LOI DU 5 JANVIER DE JEUNES FILLES QUI NE POUVOIR PASSEZ L'AGE

A LA COUR DE CASSATION

Pas de communication directe de son dossier à un prévenu

Une personne citée devant le tribunal correctionnel, pour y répondre d'un délit, ne peut obtenir elle-même, avant l'audience, communication des pièces du dossier la concernant sans l'assistance d'un avocat.

Tel est le sens de la décision prise, le 9 février, par la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui a rejeté le pourvoi formé par Mme Agnès Quin contre l'arrêt de la onzième chambre de la cour d'appel de Paris lui ayant infligé, le 21 décembre 1976, un mois de prison avec sursis pour outrage à agent sans lui avoir permis, comme elle l'avait sollicité par conclusions, d'avoir communication des pièces du dossier avant les débats au cours desquels elle entendait se défendre seule.

Pour rejeter sa demande, la cour d'appel confirmant la décision des premiers juges énonçait qu'aucun texte légal ne prévoit une telle communication au prévenu lui-même, lorsque celui-ci n'est pas assisté par un conseil.

A l'appui du pourvoi, M. Arnaud Lyon-Caen avait fait valoir que l'exercice des droits de la défense devant la juridiction de jugement implique nécessairement le droit, pour le prévenu, d'obtenir communication préalable du dossier, et que l'arrêt de la cour d'appel de Paris constituait une violation de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, selon lequel l'accusé a droit aux facilités nécessaires à l'exercice de ses droits.

Manifestation pour la suppression du centre d'Arenc

Un important dispositif policier avait été mis en place, samedi 11 février à Marseille, afin d'empêcher la manifestation dans le centre d'Arenc de se regrouper pour manifester dans le centre de la ville. Après une réunion d'environ un millier de personnes à la faculté des sciences de l'université d'Aix-Marseille - I (Saint-Charles), trois groupes ont tenté de se rassembler. La manifestation organisée par le collectif d'information sur le prison d'Arenc a

avait été interdite par le préfet de police. Le centre ville était « bouclé » par d'importantes forces de l'ordre. Il n'y a pas eu d'affrontement.

Seuls, quelques petits heurts se sont produits avec les policiers et deux cocktails molotov ont été lancés en direction du service d'ordre. Une centaine de personnes ont été interpellées. Elles ont toutes été libérées après avoir été entendues dans les locaux de la police.

POINT DE VUE

Des ministres courageux

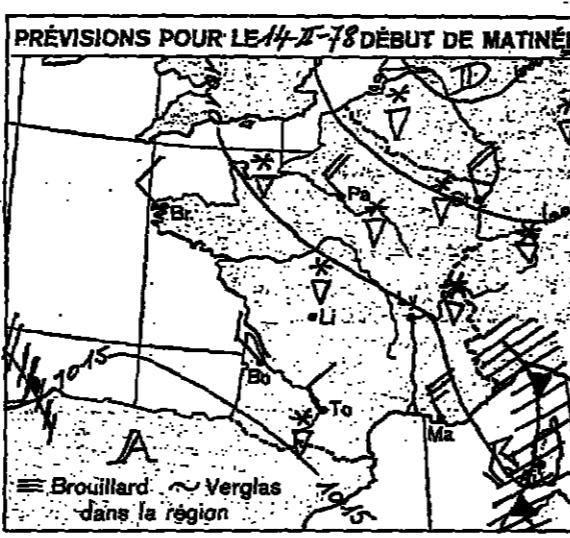
par ANDRÉ LEGOUY (*)

Le 15 janvier est entrée en vigueur l'« instruction » du gardien des sceaux et du ministre de l'intérieur prescrivant la détention en établissement pénitentiaire des étrangers frappés d'un arrêt d'expulsion qui seraient dans l'impossibilité de quitter immédiatement le territoire français. (Le Monde du 29 décembre et du 30 décembre 1977.)

En reconnaissant à tout prévenu le droit d'avoir connaissance de l'intégralité des pièces de la procédure pour l'entremise d'un avocat, au besoin comme d'office, et à l'assister duquel il peut d'ailleurs renoncer devant les juges, la loi garantit aussi prévenu la possibilité d'assurer sa défense de façon adéquate et sûre dès lors aux exigences de l'article 6 de la convention précitée. La demanderesse ne saurait se faire un grief du fait qu'elle a cru devoir ne pas user des facilités qui lui étaient ainsi offertes. —

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 3/4 de mm)

Zone de pluie ou neige ▽ averses ▷ orages ▶ sens de la marche des fronts

Front chaud ▲ Front froid △ Front occlus

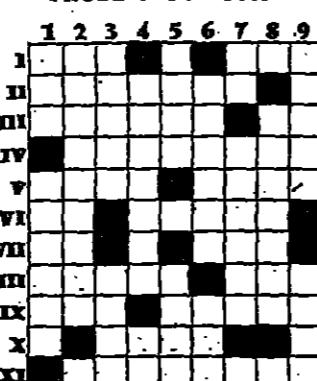
Evolution probable du temps en France entre le lundi 12 février à 24 heures et le mardi 13 février à 24 heures :

La zone dépressionnaire de l'Europe occidentale, qui se déplace vers l'est avec les perturbations neigeuses qui l'accompagnent. Un courant plus instable de secteur nord-ouest va traverser la France, mais il sera encore le siège d'averses de neige. Mardi, le temps sera encore assez froid sur la France, malgré des minima dans les régions assez bienfaisantes d'ailleurs, où les gelées atteindront environ -40°C dans l'intérieur. Le ciel sera variable, avec des déclinaisons alternant avec des passages nuageux. On notera encore des averses de neige dans l'intérieur, de plus ou moins surtout localisées de la Manche et des Vosges au Massif Central et au nord des Alpes, mais s'atténuant lentement par l'ouest.

Des dépressions plus belles se déplacent près du golfe de Lion. La matinée sera partie brumeuse sur le Bassin aquitain. Les vents du secteur nord-ouest sont très faibles, généralement assez forte près de la Méditerranée. Lundi 13 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite à 1002 millibars à Paris et 1002,5 millibars soit 752,2 millimètres de mercure. Températures relevées à l'étranger : Aigues, 9 et 7 degrés ; Amsterdam, 1 et -4 ; Athènes, 18 et 14 ; Barcelone, 2 et 5 ; Berlin, 1 et -6 ; Bruxelles, 1 et -5 ; Copenhague, 0 et -3 ; Genève, 0 et -2 ; Lisbonne, 11 et 8 ; Londres, 1 et -2 ; Madrid, 7 et -5 ; Mexico, 12 et -6 ; Paris, 1 et -6 ; Rome, 1 et -4 ; Stockholm, -1 et -1 ; Clermont-Ferrand, 4 et -4 ; Orléans, 1 et -3 ; Majorque, 13 et -3 ; Rome, 8 et 2 ; Stockholm, -4 et -5.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1986
1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

1. Oisan rare : Evoque une héroïque résistance. — 2. Volans de cours. — 3. Sa place est à l'office : Ne se laisse mourir de faim. — 4. Avec elle, on ignore les déséquilibres budgétaires. — 5. Trébâtre. — 6. Convoye : Tête couronnée. — 6. Engendreraient un état de Saint-Hilaire. — 7. Dans une biographie : Droits levantins. — 8. Palsaient corps avec leurs conquêtes. — 9. Produisait un certain effet : Sait dire seulement ou non. — 10. Retourne de terre : Sans bavures. — 11. Râtie : Evoque un ancien emprunt. — 12. Matière à réflexion. — 13. Put à coup sur un garçon réfugié.

VERTICIALEMENT

1. Oisan rare : Evoque une héroïque résistance. — 2. Volans de cours. — 3. Sa place est à l'office : Ne se laisse mourir de faim. — 4. Avec elle, on ignore les déséquilibres budgétaires. — 5. Trébâtre. — 6. Convoye : Tête couronnée. — 6. Engendreraient un état de Saint-Hilaire. — 7. Dans une biographie : Droits levantins. — 8. Palsaient corps avec leurs conquêtes. — 9. Produisait un certain effet : Sait dire seulement ou non. — 10. Retourne de terre : Sans bavures. — 11. Râtie : Evoque un ancien emprunt. — 12. Matière à réflexion. — 13. Put à coup sur un garçon réfugié.

Horizontalement

1. Embarrassé d'un seul coup d'œil : Il. — II. Sac à main. — III. Justifie, bâtit l'attaque de son don, un entretien préalable. — IV. Sur le Sund. — V. Provise qui avait de l'imagination : Prénom. — VI. Petit-fief : Figure biblique. — VII. Une mesure que les Européens sont obligés d'adopter à Shanghai : Expresses (inverse). — VIII. C'était sans doute un partisan convaincu du retour à la

GUY BROUTY.

LA CONFESSION D'UN PLASTIQUEUR

M. Jean Flot a cinquante ans. Il est père de neuf enfants et ramoneur de son état. Jeudi 9 février, il s'est confessé aux policiers marseillais qui venaient de l'arrêter.

L'atteinte du 22 décembre dernier (Le Monde du 22 novembre 1977) contre les polices de mœurs d'Arles et d'Avignon, et l'arrestation de 1 kilo d'explosif nitrate, c'est moi, a-t-il reconnu. L'explosion contre le bureau d'une agence immobilière marseillaise, le 29 janvier, c'est encore moi, a-t-il avoué, au tout au moins, c'est sur mes instructions que l'explosion a lieu.

M. Flot s'est présenté devant un comité pour la sauvegarde du patrimoine moral, familial et national. Il a indiqué aux policiers la « clé » du sigle énigmatique « GAJ DDH » qu'il avait bûché sur les murs de l'asile de justice d'Arles.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Il a également avoué la destruction d'un tableau de M. Flot, peintre à l'huile, et de deux autres œuvres de peintres contemporains.

Les sanctions contre Mlle Guénemann

Le Syndicat de la magistrature fait part de sa « stupéfaction »

Le conseil syndical du Syndicat de la magistrature, auquel s'étaient joints les délégués régionaux, déclarait, ce samedi 11 février, « avoir appris avec stupéfaction que la commission disciplinaire du parquet avait proposé la mutation de Mlle Muriel Guénemann, adjointe au procureur de la magistrature à Arles, dans un tribunal d'échelon inférieur ». Ces sanctions avaient été prononcées par les réunions précises contraires aux usages, et indiscernables. En effet, les réquisitions écrites soutenues par M. Henri Donzenwill, directeur des services judiciaires, demandaient la confirmation d'effets, assortie d'une rétrogradation (sanction plus importante que l'abaissement d'échelon).

Le Syndicat de la magistrature, réuni ce lundi au siège de son organisation, une conférence de presse. C'est, en principe, mardi que le ministre de la Justice doit prendre sa décision.

La Légion d'honneur de M. Braunschweig

Lors d'un colloque réuni les 28 et 29 novembre 1977 à Nancy, l'Union syndicale des magistrats, qui présidait à la Cour de cassation, a dévoilé une proposition de loi visant à proposer l'inscription sur la liste de la Légion d'honneur de M. André Braunschweig, conseiller à la Cour de cassation, et à l'ordre des avocats, qui présentait une demande de la magistrature (Le Monde du 29 novembre 1977).

L'U.S.M. avait alors été convoquée par le ministre de la Justice, le 29 novembre. Le 6 décembre suivant, le gardien des sceaux avait indiqué à la presse que l'union syndicale des magistrats qui proposait la législation de l'ancien régime. Mais l'U.S.M. avait fait valoir que la mesure n'était pas suffisamment soutenue par les deux ministres, mais que le ministre de l'intérieur devrait être autorisé uniquement à prononcer une assignation à résidence, mais non pas à incarcérer.

On a dit également la régression sur le terrain des libertés — une de plus — constituée par cette mesure, qui s'apparente aux lettres de cachet de l'ancien régime.

Mal à propos, mais sans doute manifesté par le ministre de la Justice, le 29 novembre, que l'U.S.M. avait fait valoir que l'ancien régime devrait être plus longtemps utilisé comme contres de hébergement d'étrangers en instance de départ. — S'agit-il seulement des étrangers frappés d'expulsion ? Pas du tout. Car l'instruction précise très explicitement les conditions légales qui déterminent les modalités de départ : des autres étrangers : la détention n'est en aucun cas applicable aux étrangers faisant l'objet d'une décision de refus de séjour, de retour ou de rapatriement. Dans les cas où les étrangers ainsi délogés de France ne pourraient partir immédiatement, il sera décreté un délai de 11 jours à partir du 11 décembre 1977 et dont on lira, pendant la durée des démarches nécessaires, une autorisation de séjour provisoire limitée territorialement, conformément à l'article 2, paragraphe 4, du décret du 15 mars 1946, à la circonscription du département où sera établie l'expulsion.

Nous voilà donc rassurés. En attendant que le Conseil d'Etat se prononce sur la légalité de l'instruction concernant les expulsés, plus aucun étranger en instance de départ ne sera décreté arbitrairement.

Honneur à nos courageux ministres, défenseurs des lois et des libertés !

(*) Jésuite.

Faits et jugements

Dix notaires et deux promoteurs, témoins d'un fauxfaiseur en documents administratifs à Clermont-Ferrand.

Un ancien ouvrier imprimeur, M. Alain Gibault, trente ans, a été appréhendé en fin de semaine dernière dans son atelier clandestin, 119, rue de Paris, sur l'île (Saint-Sauveur-Saint-Denis), où, depuis plusieurs années, il confectionnait des faux papiers.

Des malfaiteurs arrêtés par les différentes brigades territoriales étaient souvent trouvés porteurs de ces faux documents. Une enquête fut donc ouverte au mois de novembre 1977, et au terme de plusieurs semaines d'investigation, le commissaire divisionnaire Marcel Girard parvint à identifier M. Gibault et à répérer son atelier.

Le faussaire a été surpris en plein travail, son matériel était sur des tables : des masques, des riveuses, des matrices et aussi des faux timbres humides et des faux cachets de la préfecture de police, qu'il avait réceptionnés des acheteurs anonymes. Les policiers ont découvert, caché dans des placards, plus de trois mille faux permis de conduire, fausses cartes grises, cartes d'identité, et cartes de travail et de résident pour étrangers.

Les quatre prisonniers qui étaient éduqués de la maison d'arrêt de Toulouse, à Tahiti, au cours de l'année de la guerre mondiale, ont été arrêtés le 7 février par les forces de l'ordre. L'un d'eux, Joseph Wong Fo Koun, a été rattrapé le 7 février à Pirae, tandis que les trois autres réussirent à s'échapper, de justesse, abandonnant l'arme qu'ils possédaient. Mais Jean-Claude Simon, fils d'Orlano, a été arrêté le 10 février par les gendarmes.

Le faussaire, qui surveillait à la fraude et par radio les mouvements des policiers lancés à leur recherche depuis plus de trois semaines, se sont livrés à de nombreux vols et ont abusé de plusieurs jeunes filles sous la menace de leur arme. En signalant leurs déplacements, la population aiguillonna les forces de l'ordre à leur arrestation. (Covesp.)

Le tableau de la collection Corré, dérobé, le 25 janvier, dans la résidence de Mme Louis Carré à Bézons-sur-Guyonne (Yvelines), a été retrouvé, samedi 4 février, dans une voiture abandonnée sur un parking de Menilmontant (Val-d'Oise).

Le triple truque de Marseille — M. Maurice Sinibaldi, juge d'instruction à Marseille, a procédé, vendredi 10 février, à l'interrogatoire des témoins et l'application pour esquisses et infraktion à la loi sur les courses et les jeux du 2 juillet 1961 dans l'affaire du « triple truque » du prix de Nîmes, couru à Marseille le 10 septembre 197

CARNET

Décès

Saint-Jean-de-Luz
Roger et Yvan Duzer, ses fils.
Les familles Bacou, Duzer, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul DUZER,
chevalier de la Légion d'honneur,
medaille militaire,
croix de guerre 1914-1918.

surviven dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont été célébrées le vendredi 10 février 1978 à Saint-Jean-de-Luz (P.-A.)

— Chambéry, Grenoble.

Mme Jean Floersheim,
membre de la Résistance,
leur époux, père, grand-père, frère et oncle, le 4 février 1978.
Les obsèques ont été célébrées à Chambéry, dans l'intimité familiale le lundi 6 février 1978.

6, avenue du Général-de-Gaulle,
73130 Echolières.

Mme André Gibertton,
Mme Marcel Barroy,
Le docteur et Mme Roger Bargues,
Le docteur et Mme Jean-Luc
Loret et leurs enfants.

M. et Mme Pierre Huet et leur fils.
M. et Mme Chambrière et leurs enfants.

Mme Roger Arres-Lapouze,
M. et Mme Jacques Arres-Lapouze,
leurs parents et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès subit, à l'âge de cinquante ans de

M. Jean FLOERSHEIM,
chevalier de la Légion d'honneur,
leur époux, père, grand-père, frère et oncle, le 4 février 1978.
Les obsèques ont été célébrées à Chambéry, dans l'intimité familiale le lundi 6 février 1978.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

7, promenade des Anglais,
06200 Nice.

Dès 1965 au Blanc (Indre), M. Gibertton était devenu chef de cabinet de préfet en 1972 sous-préfet en 1974. Après avoir occupé de nombreux territoires, il était devenu en 1975 conseiller du tribunal administratif de Paris et nommé préfet honoraire. En 1976, il était devenu président de tribunal administratif et conseiller du gouvernement, près le tribunal administratif de Paris. Admis en 1964 au barreau du conseil spécial, il avait pris sa retraite en 1969.

(PubNette) —
Dès qu'ils sont chez vous les cambrioleurs préviennent la police.

Un cambrioleur qui connaît bien son métier, vous ne l'empêchez jamais d'entrer chez vous pendant votre absence. Mais vous pouvez l'en empêcher. Le cambrioleur n'entendra rien. Ni sirène. Ni alarme. Et pourtant la police sera bientôt là, pour le faire sortir. L'alarme a été donnée par Vigil 2001 Un système fiable et impérable de détection qui met à coup sûr vos biens en sécurité.

Pour en savoir plus écrivez ou téléphonez à Vigil 2001 SII Bureau de la Colline, 92210 Saint-Cloud. 6021398.

HERMÈS
24 Faubourg Saint-Honoré

COUTURE

Printemps-Eté

Présentation à 15 h
du 14 au 17 Février
et
du 21 au 24 Février

— On nous prie d'annoncer le décès du colonel Emile GOUMAIN, officier de la Légion d'honneur, survenu à Abidjan le 5 février 1978. Les obsèques auront lieu le 17 février, à 15 heures, en l'église de Saint-Michel, Abidjan.

— Mme Emile Goumain, son épouse, 12, rue Edmond-Roger, 75015 Paris.

— Mme Joseph-Henri Grunewald, Le docteur Dominique Grunewald et Mme, née Sophie Barolle, Alice et Céline.

M. Jean-Louis Baston et Mme, née Christiane Grunewald et Antoine M. Bertrand Grunewald, son épouse, ses enfants et petits-enfants.

Mme Jean Randoyer, sa belle-mère, M. et Mme Marcel Grunewald, son frère et sa belle-sœur, leurs enfants et petits-enfants.

Toutes les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès subit, à l'âge de cinquante ans de

M. Joseph-Henri GRUNEWALD, agrégé de l'Université, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur de l'ordre national de la République, membre de l'Académie des sciences, et l'ordre des Palmes académiques, cruellement enlevé à leur affection le 9 février 1978, à l'âge de soixante et un ans.

Le service religieux aura lieu en l'église protestante Saint-Pierre, 24, rue Franklin, à 15 h. 45.

— Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul SCHMIDT, ancien épouse de Daniel Schmidt, Sylvie Schmidt, Florence et Jean-Daniel Pariet, France Schmidt, ont la douleur de faire part du décès

io, à l'autre



Monde DE L'ÉCONOMIE

Le psychodrame du franc

NEN déplaît à ceux qui estiment que « tout est politique » — une proposition à caractère idéologique puisqu'on ne peut ni la prouver ni la refuter. — L'extrême politisation des problèmes économiques ou financiers est un obstacle à leur compréhension et, partant, une invitation à pratiquer une politique fondée sur un diagnostic erroné.

La chute du franc à l'automne

le premier ministre, lorsque celui-ci visiblement excédé par les imputations voisines de l'injure de ses adversaires (l'accusant quasiment d'attiser en sous-main la spéculation), commença à désigner nommément comme les coupables : les « projets et propositions qui conduisent à la désorganisation et au chaos ». La solidité d'une monnaie, a dit M. Raymond Barre renoue sur la « confiance »

La chute du franc à laquelle on a assisté depuis le début de ce mois a donné lieu non pas à un débat — les campagnes électorales donnent hélas ! rarement lieu à de vraies discussions — mais à un psychodrame. On n'a pas besoin de solliciter les déclarations qui ont été faites des deux côtés de la barrière pour recueillir un échantillon à l'état presque pur des idées-reflexes de la droite et de la gauche, qui relèvent les unes et les autres plus du fantasme que

les autres plus du fantasme que du raisonnement.

Du côté de la majorité, le maître-mot a été prononcé par a été dit, ou presque, lorsque M. François Mitterrand s'en est pris aux « spéculateurs » (*« s'appuyant sur la complicité poli-*

tique du gouvernement »), ce qui l'a tout naturellement amené à n'imaginer comme riposte qu'un « contrôle renforcé des changes ». Telle est en effet la forme, inchangée pourraient-on dire depuis la Révolution, de la politisation de gauche : l'inflation n'est pas tant due à la multiplication des assignats qu'à ceux qui en profitent. Pour ramener l'ordre, il faut d'abord que le gouvernement agisse comme un justicier.

Ces deux attitudes ont leurs adeptes. Elles correspondent chacune à une photographie de la réalité sous un angle de vue particulier. Il est bien vrai que le détenteur de francs ne conservera ces derniers que s'il a « confiance » dans l'avenir et il est vain de nier que les craintes inspirées par le programme commun ont joué leur rôle dans la fuite des capitaux en février 1978 comme à d'autres occasions. Il est tout aussi vrai que les « forces du marché » ne sont

1978 comme à d'autres occasions. Il est tout aussi vrai que les « forces du marché » ne sont pas des abstractions : ce sont

des hommes qui les actionnent, et ceux qui sont bien placés pour en tirer parti ne sont pas les hommes de la rue. Une fois cependant qu'on s'est fait plaisir en donnant de la réalité une image conforme à ses propres idées reçues, on n'est guère plus avancé dans l'analyse du phénomène et dans la recherche des solutions. Il est clair que le franc serait moins exposé aux sautes d'humeur de la confiance, variant avec les résultats successifs et changeants des sondages, s'il n'était resté dix-huit mois après le lancement du plan Barre une monnaie éminemment fragile. Il est clair encore que ce n'est pas en traduisant devant les tribunaux quelques spéculateurs qu'on rétablira la solidité du franc (voir ci-dessous l'article du professeur Bernard Dumas).

qu'il laissera dans l'évolution plus long terme de la monnaie française, déterminer quel est le degré de fragilité du franc. Un premier critère est la situation relative de la France en matière d'inflation, en tenant bien compte du fait que, dans ce domaine, tendance est plus importante que le résultat brut. Par exemple, l'amélioration de livre sterling a commencé alors que la hausse des prix — six douze mois — dépassait encore 14 % en Grande-Bretagne, mais que le rythme de hausse ralentissait de mois en mois. C'est pourquoi il nous semble que dans les circonstances actuelles, c'est le taux de change avec le deutschemark et non avec le franc suisse qui est le plus significatif. Non parce que cause d'en ne sait quelle va

Encore fallait-il hier, pour ne pas se laisser surprendre par l'événement, et faut-il aujourd'hui, pour supputer les traces à cause d'un ne pas savoir quelle valeur magique attribuée à la monnaie helvétique, mais parce que Suisse est le seul pays du monde qui — au prix d'une très sévère récession il est vrai — ait rétabli sa monnaie dans l'ordre.

FEU LE DÉFICIT PÉTROLIER (pour la R.F.A.)

S'il est une idée communément admise depuis quatre ans, c'est la fatalité du « déficit pétrolier ». Comment douter que les acheteurs ne subissent pas durablement une détérioration de leur balance commerciale après le quintuplement du coût d'un des principaux éléments de leurs importations ? Ce raisonnement un peu trop simple conduisait à prévoir que, parmi les pays industrialisés, ceux qui n'avaient pas de pétrole dans leur sous-sol (pays européens et Japon), seraient désavantagés par rapport à ceux qui en produisaient

(Etats-Unis). Or le pays le plus dépendant de l'OPEP pour ses approvisionnements en énergie, le Japon, a rétabli en deux ans l'équilibre de ses échanges. Et, à consulter les chiffres (encore provisoires) qui viennent d'être rendus publics outre-Rhin, la République fédérale d'Allemagne (qui, dès 1974, enregistrait un excédent de sa balance commerciale) a fait l'année dernière encore mieux : elle a dégagé un surplus dans ses échanges avec les membres de l'OPEP. La faiblesse de la conjoncture, mais aussi, il faut le souligner, le considérable effort accompli par l'industrie (sans ciseautage officiel) pour économiser l'énergie ont permis de maintenir les importations à leur niveau de 1978. Mais la raison principale de l'enviable résultat obtenu est à rechercher ailleurs : en l'espace de quatre ans, l'industrie allemande a su reconvertir ses exportations en fonction des nouvelles données. Les ventes aux membres de l'OPEP ont augmenté de 59 % en 1975, de 24 % en 1976 et encore de 20 %

24 % en 1970 et donc de 20 % en 1977 ; si bien que pendant cette dernière année elles ont représenté 8,1 % du total des exportations ouest-allemandes, contre 4,5 % en 1974.

commerce extérieur d'un pays de façon statique. Constantement, les prix relatifs des biens et des services échangés subissent des modifications (en général moins brutales, il est vrai). On mesure le dynamisme d'une économie non seulement à ses capacités de croissance, mais plus encore peut-être à ses aptitudes d'adaptation. Quant aux pays Industriels qui continuent à connaître un déficit, ils le doivent d'abord

PAUL FABRA

LES RISQUES DE PROTECTIONNISME A L'INTÉRIEUR DE LA C.E.E.

Controverse à Bruxelles sur les subventions britanniques à l'emploi

Un conflit sérieux risque d'éclater au cours des semaines à venir entre la Commission européenne et le gouvernement de Londres à propos du système britannique d'aide temporaire à l'emploi (Temporary Employment Subsidy, la T.E.S.). Le gouvernement Callaghan entend proroger le régime actuel au-delà du 31 mars 1978, sa date normale d'expiration. Les services de M. Vouel, le commissaire chargé de la politique de la concurrence, lui ont fait savoir qu'ils pourraient l'y autoriser, mais à condition que le régime en soit sensiblement aménagé.

duction à la demande. Toutefois, comme le soulignait la Commission dans sa lettre de décembre, la préoccupation la plus grande suscitée par le système britannique d'aide temporaire à l'emploi tient à sa concentration sur trois secteurs — le textile, la confection et la chaussure, — lesquels connaissent de grandes difficultés dans l'ensemble de la CEE. Alors que ces trois branches ne représentent que 11 % des emplois industriels au Royaume-Uni, elles ont reçu presque 50 % des sommes affectées à la T.E.S. Environ 50 % des emplois britanniques envoiés à la T.E.S. relèvent de ces secteurs ou il est évident qu'elle permet de conserver en vie bon nombre d'entreprises qui, sans elle, auraient dû disparaître. Dans l'industrie textile, l'aide octroyée pour un nombre de travailleurs correspondant en moyenne à 8,5 % des effectifs totaux. Ce pourcentage est de 12,8 % dans la confection et de 6 % dans la chaussure. Pour chacun des travailleurs concernés l'aide représente entre 3 et 40 % des coûts salariaux. Elle équivaut au moins à 6 % du chiffre d'affaires des entreprises bénéficiant.

Le conformisme généralisé

Le premier obstacle à franchir sur la voie de l'interdiction serait de trouver une définition du spéculateur, ou de l'acte de spéculation, qui soit juridiquement applicable. Nous avons défini un spéculateur comme une personne ayant des anticipations divergentes par rapport à la moyenne de la population. Mais, selon cette définition, nous serions tous des spéculateurs, à des degrés divers. Il faudrait donc restreindre la définition pour inclure les personnes ayant des anticipations

des spéculateurs, à des degrés divers. Il faudrait donc restreindre la définition pour inclure les personnes ayant des anticipations par trop divergentes ; mais alors où fixer la limite et comment la stipuler ? Du point de vue juridique, les anticipations, comme les intentions, n'étant pas mesurables, ne peuvent servir de chef d'accusation. Certes, des anticipations divergentes se traduiront par des comportements financiers divergents. Cependant, les sources de divergences dans ces comportements sont multiples, de sorte qu'il serait extrêmement difficile d'isoler un spéulateur de façon concluante. Finalement, il faudrait trancher la question de savoir si tous les types de spéculation feront l'objet de poursuites. Le programme commun ne mentionne

(*) Professeur de finances à l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSSC).

Bruxelles, Communautés européennes. — En maintenant ainsi, grâce à des subventions, la production des secteurs en déclin, les Anglais faussent la concurrence au sein de la Communauté. Pour cette raison deux Etats membres, l'Irlande et le Danemark, viennent de se plaindre officiellement auprès de la Commission européenne. Les aménagements demandés par Bruxelles permettraient d'éliminer les effets les plus néfastes de la T.E.S. actuelle. La réponse que viennent de don- ner les Anglais porte qu'en dépôt d'une apparence plausible, ils ne sont pas déplacés sur l'essentiel. Une position discrète s'est engagée à Bruxelles et Londres échoue, la Commission, qui quitte fin mars pour se prononcer, pourraient décider, en application de l'article 93, paragraphe 3 du traité de Rome, que la T.E.S. est incompatible avec le fonctionnement commun, déclenchant ainsi un frontement ouvert avec Londres.

431 millions de livres au lieu de 8...

Les griefs de la Commission à l'égard de la T.E.S. sont exposés dans une lettre qu'elle a adressée au gouvernement britannique en décembre 1977. La T.E.S. a été instaurée en août 1975 en tant que mesure anti-cyclique de courte durée pour faire face à la détérioration de l'emploi. Elle est payée aux employeurs qui recourent à licencier leurs travailleurs en excédent. Son objectif exclusif est de préserver l'emploi. Sa portée, depuis que la Commission l'a autorisée en 1976, a été considérablement étendue au point qu'elle donne aujourd'hui des résultats, jugés néfastes, auxquels la Commission n'avait à l'origine pas pensé. Les versements peuvent atteindre 20 livres par travailleur et par semaine pendant douze mois, avec une prolongation éventuelle de six mois à un taux de 10 livres par travailleur et par semaine. Le montant baî inscrit au budget de la T.E.S. depuis sa mise en œuvre en 1975 s'est élevé à 431 millions de livres (alors que le budget original prévu était de 6 à 8 millions de livres...). Selon les statistiques fournies par Londres, la T.E.S. depuis son entrée en vigueur au 31 juin 1977, a été attribuée pour un total de 273 000 travailleurs dont 185 000 continuaient à bénéficier à cette date. Quatre mille quatre-vingt-onze bénéficiaires figurent sur la liste des bénéficiaires.

La Commission estime que la T.E.S. est accordée pour une période trop longue. Elle déplore le caractère purement consulaire, les entreprises peuvent bénéficier dix-huit mois et être astreintes à aucun effort pour mieux adapter leur

Expectation du chômage

impossible) mais d'en limiter l'application dans les secteurs où elle risque d'entraîner des perturbations à l'échelle de la C.E.E. Faute d'un tel effort de modération, la Communauté risquerait de devoir faire face bientôt une « guerre des aides », c'est-à-dire en réalité à un retour au protectionnisme sous une forme déguisée. Ainsi le gouvernement irlandais a-t-il déjà proposé son Parlement d'adopter un régime d'aide à l'emploi dans les cas où Londres n'amenderait pas la T.E.S. de manière à en éliminer les effets les plus pervers.

● Dans l'immédiat, il était suggéré au gouvernement britannique de ne donner suite à aucune nouvelle demande d'aide émanant de l'industrie du textile, de la confection et de la chaussure. Les Britanniques ont répondu qu'il n'était pas possible de changer le dispositif à quelques semaines de sa date d'expérimentation (la période d'application de la T.E.S. se termine, répétent-ils, le 31 mars 1978, mais les paiements effectués au titre de ce régime continueront jusqu'au 31 mars 1979). Depuis, la Commission s'est résignée à

PHILIPPE LEMAITRE

Economie, emploi et mathématiques

par PASCAL SALIN (*)

L UTILISATION des mathématiques en économie est l'objet d'un éternel débat entre économistes et même entre économistes et non-economistes. Il importe peu, en fait, que l'on utilise des mathématiques, de la prose ou des vers que l'on écrit en français, en anglais ou en turc. Il importe par contre que l'on sache poser les bonnes questions. La réponse n'est pas toujours aisée de toute évidence et les mathématiques, de ce point de vue, peuvent être un instrument utile en permettant de garantir un raisonnement rigoureux et rapide. Un exemple datant de l'automne dernier nous donne une bonne illustration de ces propositions : d'après des informations publiées dans *Le Monde* (1), un rapport du commissariat au Plan démontre qu'une réduction des cotisations de sécurité sociale permettrait d'accroître l'emploi, de diminuer l'inflation et d'améliorer la balance commerciale. Tous les gouvernements du monde étant à la recherche de la formule magique qui permettrait d'atteindre ces trois objectifs, il devraient immédiatement appliquer la mesure ainsi préconisée. Une caution « scientifique » ne lui est d'ailleurs pas apportée puisque les auteurs du rapport en question ont effectué des travaux de simulation « sur la base d'un modèle mathématique ».

Nous ne connaissons pas, pour notre part, les relations exactes qui constituent ce modèle, mais nous pensons pouvoir affirmer sans hésitation que ses bases sont contestables. Ce modèle traduit l'idée, assez souvent exprimée, qu'il « suffit » de favoriser les entreprises fortement utilisatrices de main-d'œuvre, pour réduire le chômage. Comment les favoriser ? En diminuant le coût de la main-d'œuvre, par exemple par une réduction des cotisations de sécurité sociale. Or cette diminution du prix de la main-d'œuvre par rapport au prix du capital est parfaitement artificielle ; elle n'est qu'un exemple de plus des manipulations de prix de la puissance publique et elle ne peut donc aboutir qu'à une seule conséquence, à savoir une moindre efficacité de l'économie.

Deux hypothèses

En effet, le coût effectif de la main-d'œuvre est constitué par la somme des salaires et des cotisations sociales que le coût qui est chargé d'effectuer effectivement le versement des cotisations sociales. Cela est si vrai que l'on peut fort bien imaginer un système où le travailleur recevrait la totalité de ces sommes, mais où il supporterait intégralement le paiement des cotisations de sécurité sociale. Pour l'entreprise, c'est à dire la main-d'œuvre, ce serait une victoire pour la société. Par contre, si les cotisations sociales sont supportées au moins en partie, par le budget public et ne sont plus liées à l'utilisation de la main-d'œuvre, il y a là une incitation à utiliser des techniques à plus fort contenu de travail, c'est-à-dire que l'on introduit une dimension technique à ce que la technologie et la rareté du travail et du capital exigent.

Quelle en est la conséquence ? Une diminution sans doute considérable de l'efficacité du système productif, qui serait dramatique dans le contexte actuel de l'économie française comme d'ailleurs.

(1) J.-P. Dumont. « Un rapport du plan concit en faveur d'un abaissement des cotisations de sécurité sociale », *Le Monde*, 27 septembre 1977.

(*) Professeur à l'université Paris-IX Dauphine.

Croisières en Méditerranée.

A bord du "Daphné", véritable palace de la mer, découvrez la Méditerranée comme jamais vous ne l'avez vue, avec l'itinéraire de 14 jours le plus intéressant qui puisse être proposé cette année : Gênes, Naples, Alexandrie, Port-Saïd, Haïfa, Kusadasi, Istanbul, Le Pirée, Capri. Tout à bord est prévu pour votre confort : cabines spacieuses, gastronomie, piscines, sports, spectacles, danse.

Départs du 25 mars au 4 novembre.
Prix de 3920 F à 12460 F.

flotta lauro

5, bd des Capucines 75002 Paris
tél. 266.46.50
ou toutes agences de voyages

Je désire recevoir votre documentation "Flotta Lauro".
Nom : _____
Adresse : _____

Le psychodrame du franc

(Suite de la page 17.)

Cela dit, ce n'est que sur une période suffisamment longue que le taux de change reflète l'évolution des prix intérieurs comparée avec celles des autres pays. Bien d'autres facteurs interviennent, propres à brouiller, sinon même à fausser cette relation pendant une durée de temps indéterminée. Par exemple, une monnaie peut être artificiellement soutenue par des emprunts à l'étranger.

De la même manière, pour apprécier les effets qu'aurait une mesure comme celle dont nous discutons ici sur la balance commerciale, il est important de prendre en compte cette balance. Parce que, une fois de plus, toutes les variables économiques sont interdépendantes, on ne peut pas « améliorer » le solde de la balance commerciale simplement en favorisant certaines exportations, par exemple celles de la métallurgie et de l'industrie. Le solde de la balance commerciale est la contrepartie des balances des capitaux et de la monnaie et est déterminé par celles-ci. La fiscalisation des cotisations sociales n'aboutirait qu'à créer une distorsion favorisant les industries de main-d'œuvre avec des départs d'entreprises industrielles vers l'étranger, le loyer moyen intérieur est en-dessous de celui de l'eurodollar, cela signifie (puisque le dollar est une monnaie faible) qu'on est, en présence d'une devise orientée à la hausse ou en tout cas sur laquelle ne s'exerce aucune pression à la baisse. Le taux se trouve-t-il au contraire régulièrement au-dessous de celui de l'eurodollar, cela est le signe qu'on se trouve dans une monnaie forte sur la défense. C'est pourquoi, lorsqu'en quatrième trimestre de l'année dernière, on a vu le dollar baisser légèrement à Paris (il est descendu jusqu'à 4,60 francs), cela ne dénotait pas une amélioration en profondeur du franc, puisque cette amélioration n'était acquise qu'au prix du maintien d'un loyer de l'argent relativement élevé. Aujourd'hui, le franc est très faible et très volatil, avec un taux dépassant de trois points et demi le niveau de l'eurodollar. Un écarts beaucoup plus grand se révélera sans doute nécessaire pour résister tant bien que mal aux coups de la spéculation.

Le système économique est un tout : on ne résoudra jamais le problème du chômage en dégagent des postes disponibles ou en augmentant de celles-ci par n'importe quelle méthode. On ne peut résoudre le problème du chômage qu'en possédant une théorie du chômage, que cette théorie soit exprimée sous forme mathématique ou non. On ne peut résoudre le problème de l'inflation qu'en ayant une théorie de l'inflation. On ne peut résoudre le problème de l'équilibre extérieur qu'en ayant une théorie de la balance des paiements. On oppose donc à la théorie, qui vit dans les nuages, et la pratique, qui seul connaît les réalités. On oublie en fait qu'il n'y a rien de plus concret que la théorie, à condition, bien sûr, que la théorie soit construite à l'épreuve des faits, sinon elle n'est qu'un jeu de salon, moins amusant que d'autres peut-être, mais surtout plus dangereux puisqu'il peut aboutir à des décisions erronées. Et en fait, la « mauvaise » théorie n'a pas de commun avec la théorie « bonne » qui l'accepte formellement, mais non la soumission aux règles de la méthodologie scientifique — rejoignant l'empirisme pur, qui n'est que jeu de hasard. Dans la décision économique, à tous les niveaux, nous sommes menacés par ces deux écueils : l'empirisme « grossier » et le « crypto-empirisme », celui qui se cache sous un appareil théorique d'impressionnant ou l'épaisseur des mots choisis avec talent.

Quelle en est la conséquence ? Une diminution sans doute considérable de l'efficacité du système productif, qui serait dramatique dans le contexte actuel de l'économie française comme d'ailleurs.

(1) J.-P. Dumont. « Un rapport du plan concit en faveur d'un abaissement des cotisations de sécurité sociale », *Le Monde*, 27 septembre 1977.

(*) Professeur à l'université Paris-IX Dauphine.

monde entier, c'est-à-dire en 1973 (on le confondait alors avec le boom économique). Cela se traduit sur le graphique par une brûlante montée des taux allemands au premier semestre de cette année-là, reflétant la politique très restrictive en matière de crédit de la Bundesbank (qui a été jusqu'à porter à 16 % le taux auquel elle reprenait, pour des jours seulement, les effets du marché). Cette politique était d'autant plus morte — et difficile à mener — qu'en cours de cette même période le deutschemark était en pleine ascension (à cause de l'inflation américaine). Le programme énergétique mis alors en œuvre à Bonn et à Francfort ayant porté ses fruits, la République fédérale a pu commencer la désescalade dès le printemps de 1974, alors que les autorités américaines et françaises

avaient à 15 %. Fante d'offrir une rémunération aussi élevée, qu'on aurait jugée en d'autres termes quasi usiaria, les émissions massives du Trésor britannique, rendues nécessaires pour financer l'énorme déficit public (et pour gérer la dette déjà accumulée), n'auraient pu être couvertes ! A la suite de quoi, le gouvernement britannique ayant alors par sa traduction par une baisse de la valeur... des promesses de remboursement, c'est-à-dire des créances, il en résulte automatiquement une hausse du loyer de l'argent. Il n'existe, pour contrer ce mouvement « naturel », qu'une solution : quelques mois sont rachetés les hauts taux atteints en octobre 1973 à un niveau très bas (5 %), pour le relever ensuite dans des proportions raisonnables quand le besoin s'en est fait sentir.

Si le plan Bara avait remporté des succès décisifs contre l'inflation

et

contre l'inflation reste forte

est si dangereux.

Pour éviter les inconvénients sur l'activité économique d'une politique d'argent cher destinée à défendre la monnaie, certains préconisent de « déconnecter » le marché intérieur du marché international. Cela signifie que les succès comptes en francs des « non résidents » — une rémunération

offrir spontanément une compensation, sous forme de rémunération plus élevée, aux préteurs victimes de la dépréciation monétaire, mais pour une cause mécanique : le taux d'intérêt varie en raison inverse du cours des créances. Une trop forte expansion du crédit finissant tous jours par se traduire par une baisse de la valeur... des promesses de remboursement, c'est-à-dire des créances, il en résulte automatiquement une hausse du loyer de l'argent. Il n'existe, pour contrer ce mouvement « naturel », qu'une solution : quelques mois sont rachetés les hauts taux atteints en octobre 1973 à un niveau très bas (5 %), pour le relever ensuite dans des proportions raisonnables quand le besoin s'en est fait sentir.

Si le plan Bara avait remporté des succès décisifs contre l'inflation

et

contre l'inflation reste forte

est si dangereux.

Mais le marché international n'est pas une abstraction : il est le lieu où l'on apprécie la valeur des différentes devises — le mot devise signifie créance — libellées dans les différentes monnaies existantes : franc, dollar, deutschemark, etc. On peut se refuser de se soumettre à ce verdict. Cependant, l'artificier semble toujours. Pour ce faire, il faut faire flamber le taux d'intérêt à l'intérieur de la France, la Banque de France, comme on vient de le voir, serait obligée d'allonger encore son portefeuille de créances (émisses par l'Etat ou les sociétés), l'exigence d'un taux différent pour les détenteurs étrangers d'avoir accès au marché de l'eurodollar, etc. Mais il existe des moyens de faire flamber le taux d'intérêt à l'intérieur du marché des changes. Pourquoi ? Parce que le seul moyen d'assurer sur le marché un taux d'intérêt plus élevé pour le franc extérieur serait une baisse de la valeur de la créance (devise) correspondante.

Il n'existe qu'un seul exemple historique d'une politique de loyer de l'argent très bas (taux inférieur à 3 %) menée pendant plusieurs années durant dans l'Angleterre. C'est à ce moment que la Banque d'Angleterre, qui tant aux Etats-Unis et en Angleterre qu'en Allemagne, a été financée au moyen de bons du Trésor et d'obligations d'Etat émis à des taux très bas. Les banques centrales rachetaient la plus grande partie de ces différents titres, ce qui permettait d'en soutenir le cours. Mais à l'époque, les échanges étaient alors contrôlés et totalement commandités par la puissance publique et fonctionnait également du monde extérieur.

Il faut bien prendre conscience de la double nature du loyer de l'argent pour comprendre ses mouvements de va-et-vient : à la fois résultante et fruit d'une décision des autorités monétaires. Si l'on n'avait pris de telles mesures, le taux aurait été très bas, mais très vite déclenché si la grande partie de la monnaie émise par la Banque d'Angleterre se vit obligée de porter son taux minimum à 12 %.

Si notre graphique comportait une courbe relative au marché monétaire britannique, on pourrait aussi immanquablement le taux du marché de l'eurodollar, dans le courant de l'année 1977, au-dessous de celui de l'eurodollar. Avec un taux de, mettons, 6 % au moment de l'ouverture de la campagne électorale, la Banque de France aurait alors été obligée d'abaisser son taux d'intérêt au niveau du marché des changes. Pourquoi ? Parce que le seul moyen d'assurer sur le marché un taux d'intérêt plus élevé pour le franc extérieur serait une baisse de la valeur de la créance (devise) correspondante.

Il existe qu'un seul exemple historique d'une politique de loyer de l'argent très bas (taux inférieur à 3 %) menée pendant plusieurs années durant dans l'Angleterre. C'est à ce moment que la Banque d'Angleterre, qui tant aux Etats-Unis et en Angleterre qu'en Allemagne, a été financée au moyen de bons du Trésor et d'obligations d'Etat émis à des taux très bas. Les banques centrales rachetaient la plus grande partie de ces différents titres, ce qui permettait d'en soutenir le cours. Mais à l'époque, les échanges étaient alors contrôlés et totalement commandités par la puissance publique et fonctionnait également du monde extérieur.

Il faut bien prendre conscience de la double nature du loyer de l'argent pour comprendre ses mouvements de va-et-vient : à la fois résultante et fruit d'une décision des autorités monétaires.

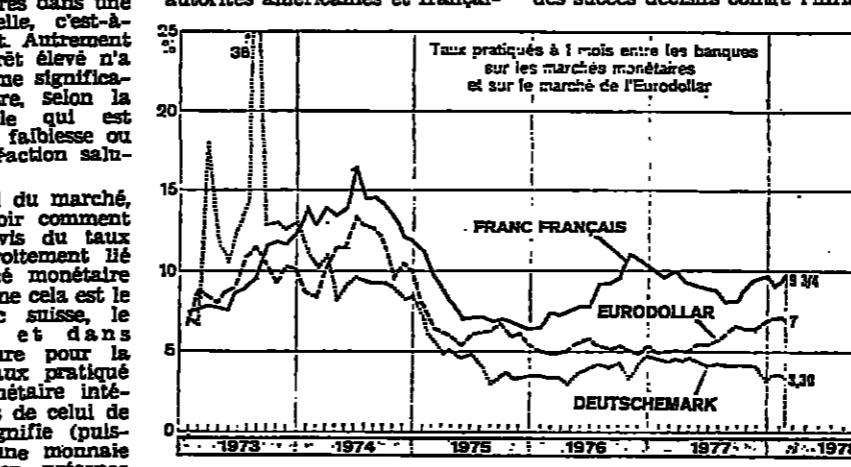
Si l'on n'avait pris de telles mesures, le taux aurait été très bas, mais très vite déclenché si la grande partie de la monnaie émise par la Banque d'Angleterre se vit obligée de porter son taux minimum à 12 %.

Si notre graphique comportait une courbe relative au marché monétaire britannique, on pourrait aussi immanquablement le taux du marché de l'eurodollar, dans le courant de l'année 1977, au-dessous de celui de l'eurodollar. Avec un taux de, mettons, 6 % au moment de l'ouverture de la campagne électorale, la Banque de France aurait alors été obligée d'abaisser son taux d'intérêt au niveau du marché des changes. Pourquoi ? Parce que le seul moyen d'assurer sur le marché un taux d'intérêt plus élevé pour le franc extérieur serait une baisse de la valeur de la créance (devise) correspondante.

Il existe qu'un seul exemple historique d'une politique de loyer de l'argent très bas (taux inférieur à 3 %) menée pendant plusieurs années durant dans l'Angleterre. C'est à ce moment que la Banque d'Angleterre, qui tant aux Etats-Unis et en Angleterre qu'en Allemagne, a été financée au moyen de bons du Trésor et d'obligations d'Etat émis à des taux très bas. Les banques centrales rachetaient la plus grande partie de ces différents titres, ce qui permettait d'en soutenir le cours. Mais à l'époque, les échanges étaient alors contrôlés et totalement commandités par la puissance publique et fonctionnait également du monde extérieur.

Il faut bien prendre conscience de la double nature du loyer de l'argent pour comprendre ses mouvements de va-et-vient : à la fois résultante et fruit d'une décision des autorités monétaires.

Si l'on n'avait pris de telles mesures, le taux aurait été très bas, mais très vite déclenché si la grande partie de la monnaie émise par la Banque d'Angleterre se vit obligée de porter son taux minimum à 12 %.



Sources : Banque de France.

Le spéculateur et l'Etat

(Suite de la page 17.)

la marche à terme prend la forme d'achats à terme suivant l'échéance de ventes au comptant ou vice versa. Nous suggérons de laisser le libre accès de ce marché à toute personne spéculatrice y compris. Imaginons alors que se développe une spéculation à la baisse du franc. Pour la combattre, l'Etat peut spéculer à la hausse du franc, c'est-à-dire dans le sens de la vente au comptant à court terme. Il peut également prendre des mesures de contrôle des échanges, à savoir empêcher les échanges de capitaux. Naturellement, pour que le système soit complet, il faudrait que le Trésor ou la Banque de France accepte de prendre la contrepartie de ces contrats en intervenant sur le marché.

Le marché à terme prend la forme d'achats à terme suivant l'échéance de ventes au comptant ou vice versa. Nous suggérons de laisser le libre accès de ce marché à toute personne spéculatrice y compris.

Imaginez alors que se développe une spéculation à la baisse du franc. Pour la combattre, l'Etat peut spéculer à la hausse du franc, c'est-à-dire dans le sens de la vente au comptant à court terme.

Il peut également prendre des mesures de contrôle des échanges, à savoir empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.

Le système à terme peut également être utilisé pour empêcher les échanges de capitaux.</p

du frank

L'Inde, un partenaire économique d'un poids croissant

L'INDE va-t-elle, comme on dit, s'en sortir ? L'Association France - Union indienne a repris, l'autre jour, le débat dans son « comité roue » présidé par M. Jean Darcier, ambassadeur de France en Inde. Son-Gupta, conseiller économique de la haute commission indienne à Londres, et prépare avec la collaboration de Mme Charles Morazé.

Faut révéler : les deux communautés, les valeurs, les idéaux de la société, ne sont pas apparus un seul instant, ce qui ne vient pas dire que les deux aient présenté l'Inde au royaume. Il a, au contraire, été beaucoup question des facteurs

sociaux les plus préoccupants, des options politiques et économiques du nouveau gouvernement, de la position de l'Inde dans le complexe Nord-Sud, du choix des techniques, des problèmes d'énergie posés à ce

l'image dominante est celle d'Inde singulièrement plus dynamique que beaucoup de gens ne l'ont pensé pendant longtemps. Les tentations impériales se révèlent au sein de la société comme dans l'économie, les techniques de pointe font face aux modes ancestraux de production. L'Inde des bazaars coexiste avec celle des gros contrats d'une vingtaine de millions sur le marché mondial.

Le bilan agricole

Entre 1950 et 1975-76, la production alimentaire de base (céréales et légumineuses) a doublé pour atteindre 121 millions de tonnes, soit une croissance démographique de 70 %. Après une première période d'expansion due principalement à la mise en valeur de nouvelles terres, l'agriculture accorde à un palier de semi-modernisation. Dans les districts avancés, le paysan dépasse les 2 000 kg/ha de riz (soit souvent

plus que l'Américain du Middle-West), avec son vieux araire renforcé d'une tige métallique et ses autres anciens outils, complétés aujourd'hui par des machines pour les engrangements, les nouvelles semences. Selon les cas et les régions, les pesticides et, beaucoup plus rarement, le tracteur complètent l'éventail.

Ces progrès sont très inégalement répartis : spectaculaires dans le nord-ouest (entre le

Gange et la frontière pakistanaise), appréciables pour le riz dans les déeltas (Coromandel et cetera). Plus compliquée, mais aussi plus rentable, la culture de la pluvioculture est mal portée en Inde. Quant au riz, qui est de loin la principale céréale, son avance demeure ralentie par des difficultés d'ordre technique, telle que de variété, maladie, bactéries, parasites, aux conditions locales, manque de l'eau nécessaire.

Moins vulnérable aux calamités naturelles, l'agriculture indienne l'est toujours plus aux erreurs de calcul, aux faiblesses de planification et de gestion. Dans les régions avancées où l'on évite ces défauts, on constate que la croissance a assez peu aidé aux populations humaines éteintes aux salaires agricoles, élargissement du marché du travail dans l'agriculture et en dehors de celle-ci, essor des petites industries, du commerce, des transports. En revanche, dans bien des districts, la condition des plus pauvres s'est peu améliorée, elle a même pu dégrader.

Concernant ces problèmes, le nouveau gouvernement du Janata entend renforcer le développement rural, mais, comme le remarquaient le professeur Sacha (Hautes Etudes en sciences sociales à Paris), il reste à voir si sa politique sera très différente de celle du Congrès. L'effort sera mis sur la modernisation et judiciaire, mais faut-il attendre beaucoup des conseils locaux (*panchayat*), des coopératives et autres institutions rurales ? Leur valeur sociale est mince, car ils favorisent paysans moyens ou supérieurs, et leur efficacité économique laisse fort à désirer.

Le gouvernement du Janata veut renforcer cette tendance, notamment en milieu rural. Du même coup, la liste des biens réservés au petit secteur industriel augmente. D'autres mesures visent à restreindre la grande industrie privée lorsque l'on considère que certains secteurs sont monopolisés. On n'est pas possible d'éviter cette sorte d'opposition, surtout au moment où l'industrie indienne est touchée par la récession ?

La reprise, à partir de 1975, s'explique avant tout par la bonification du ciel, car l'économie n'a rien de stationnaire, tandis que la production de semences sélectionnées ne fait guère de progrès pour le blé. Quant au riz, qui est de loin la principale céréale, son avance ralentie par des difficultés d'ordre technique, telle que de variété, maladie, bactéries, parasites, aux conditions locales, manque de l'eau nécessaire.

Moins vulnérable aux calamités naturelles, l'agriculture indienne l'est toujours plus aux erreurs de calcul, aux faiblesses de planification et de gestion. Dans les régions avancées où l'on évite ces défauts, on constate que la croissance a assez peu aidé aux populations humaines éteintes aux salaires agricoles, élargissement du marché du travail dans l'agriculture et en dehors de celle-ci, essor des petites industries, du commerce, des transports. En revanche, dans bien des districts, la condition des plus pauvres s'est peu améliorée, elle a même pu dégrader.

Concernant ces problèmes, le nouveau gouvernement du Janata entend renforcer le développement rural, mais, comme le remarquaient le professeur Sacha (Hautes Etudes en sciences sociales à Paris), il reste à voir si sa politique sera très différente de celle du Congrès. L'effort sera mis sur la modernisation et judiciaire, mais faut-il attendre beaucoup des conseils locaux (*panchayat*), des coopératives et autres institutions rurales ? Leur valeur sociale est mince, car ils favorisent paysans moyens ou supérieurs, et leur efficacité économique laisse fort à désirer.

Le gouvernement du Janata veut renforcer cette tendance, notamment en milieu rural. Du même coup, la liste des biens réservés au petit secteur industriel augmente. D'autres mesures visent à restreindre la grande industrie privée lorsque l'on considère que certains secteurs sont monopolisés. On n'est pas possible d'éviter cette sorte d'opposition, surtout au moment où l'industrie indienne est touchée par la récession ?

Le niveau technique et la gestion ont, par contre, fait de gros progrès, surtout dans le secteur public. La Heavy Machine Works, plus ou moins stationnaire, tant que la production de semences sélectionnées ne fait guère de progrès pour le blé. Quant au riz, qui est de loin la principale céréale, son avance ralentie par des difficultés d'ordre technique, telle que de variété, maladie, bactéries, parasites, aux conditions locales, manque de l'eau nécessaire.

Moins vulnérable aux calamités naturelles, l'agriculture indienne l'est toujours plus aux erreurs de calcul, aux faiblesses de planification et de gestion. Dans les régions avancées où l'on évite ces défauts, on constate que la croissance a assez peu aidé aux populations humaines éteintes aux salaires agricoles, élargissement du marché du travail dans l'agriculture et en dehors de celle-ci, essor des petites industries, du commerce, des transports. En revanche, dans bien des districts, la condition des plus pauvres s'est peu améliorée, elle a même pu dégrader.

Concernant ces problèmes, le nouveau gouvernement du Janata entend renforcer le développement rural, mais, comme le remarquaient le professeur Sacha (Hautes Etudes en sciences sociales à Paris), il reste à voir si sa politique sera très différente de celle du Congrès. L'effort sera mis sur la modernisation et judiciaire, mais faut-il attendre beaucoup des conseils locaux (*panchayat*), des coopératives et autres institutions rurales ? Leur valeur sociale est mince, car ils favorisent paysans moyens ou supérieurs, et leur efficacité économique laisse fort à désirer.

Le gouvernement du Janata veut renforcer cette tendance, notamment en milieu rural. Du même coup, la liste des biens réservés au petit secteur industriel augmente. D'autres mesures visent à restreindre la grande industrie privée lorsque l'on considère que certains secteurs sont monopolisés. On n'est pas possible d'éviter cette sorte d'opposition, surtout au moment où l'industrie indienne est touchée par la récession ?

Controverse à Bruxelles

(Suite de la page 17.)

En ce qui concerne l'avenir, le dispositif d'aide à l'emploi que le gouvernement Callaghan entend appliquer à partir du 1^{er} avril devrait pour recevoir l'autorisation de la Commission. Il est conçu de telle manière que les excès actuels puissent être évités. Les services de M. Voué entendent sortir d'abord que la partie sociale de l'accord — contrat d'ordre technique — et la partie technique — accords commerciaux — seront considérablement réduites. C'est le point clé sur lequel les pourparlers en cours risquent le plus d'échapper.

De façon plus générale, le système devrait inclure, soulignons-nous, un mécanisme de contrôle destiné à éviter la concentration trop importante de l'aide au secteur quelconque. Il est estimé aussi qu'elle devrait être limitée à doute mois et à l'intérieur de cette période, comporter une certaine dégressivité. Quand à la date de six mois, son octroi devrait être obligatoire, mais non automatique. Cela faciliterait la présentation d'un plan de restructuration par l'entreprise, soit à l'engagement pris par les autorités compétentes que les travailleurs pour lesquels la prorogation de l'aide est demandée seront ensuite réembauchés. Il devrait également être notifié préalablement à la Commission les demandes d'aide qui pourraient entraîner une diminution de 50 % du total du personnel.

C'est la première fois, faut-il le souligner, que la Commission, après avoir avalé tant de couleuvres, affronte les Britanniques sur ce terrain difficile des aides publiques. Comment est-elle déterminée ? En vérité, elle n'est pas, même si elle le tentait, semble difficile : dans le cas où elle s'inclinerait devant les exigences britanniques, plusieurs autres Etats membres, elle ne l'ignore pas, prendraient des contre-mesures probablement redoutables pour la cohésion du Marché commun. Le gouvernement britannique, de son côté, face à ses syndicats, dispose d'une marge de manœuvre étroite. Réfréner le champ d'application de la T.R.S., se résigner ouvertement à la fermeture d'usines au nom de l'intérêt commun, auquel cas le conflit paraît difficile à éviter.

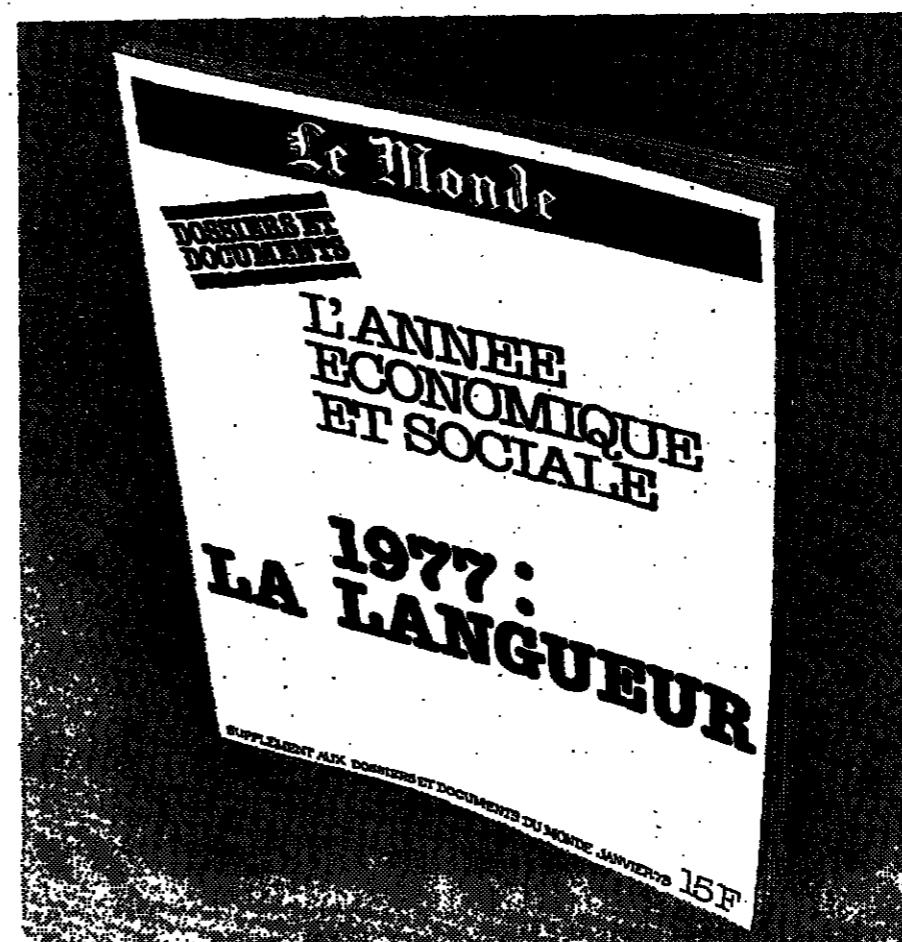
PHILIPPE LEMAITRE.

VIENT DE PARAITRE

deux cent mille exemplaires vendus en 1976

Le Monde publie la troisième édition de

L'année économique et sociale



un bilan complet, économique, social, financier et boursier, en France et à l'étranger.

168 pages / 109 pays / en vente partout 15F

Pour la 1ère fois en France :

un outil de prévision indispensable

LE MARCHÉ DES BIENS D'ÉQUIPEMENT

PRÉVISION 1978

Qui investira en 1978 ?

30 branches : Le dossier analyse de façon détaillée les perspectives d'investissement de 30 branches d'activité.

100 firmes industrielles

8 entreprises nationales

Le dossier recense les programmes d'investissement de ces différentes entreprises pour l'année 1978. Les 8 entreprises principales en compte sont : EDF, GDF, Cof, Pcf, T, SNCF, RATP, Air France, Air Inter (prévisions d'investissements et principaux projets).

21 régions

Le dossier présente les programmes d'équipement des 21 régions de France.

400 contrats

Il offre un résumé des 400 principaux contrats d'investissement négocié avec les pays en voie de développement.

9 pays étrangers

Le dossier décrit les perspectives d'investissement de 9 pays industriels, toujours pour l'année 1978. Les 9 pays pris en compte sont : Allemagne fédérale, Belgique, Espagne, USA, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Japon, Suisse.

Ce document indispensable à vos prévisions 1978 est en vente dès maintenant au prix de 350 francs. Il vous suffit d'envoyer votre commande aux éditions de l'Usine Nouvelle-BIPE 15, rue Bleue, 75009 PARIS, Tél. 246-72-37 accompagnée de votre règlement.

Dès les années 90, le monde occidental pourra manquer d'uranium

Si les partisans de l'énergie nucléaire s'empressent de dénoncer les risques de tensions futures dans l'approvisionnement pétrolier du monde occidental, ils sont plus discrets sur l'avenir de l'uranium. Or le rapport établi conjointement par l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire et l'Agence internationale de l'énergie atomique, intitulé « Uranium, ressources, production et demande », comme le résultat des travaux de la conférence mondiale de l'énergie, l'un et l'autre récemment publiés, ne laissent pas d'inquiéter.

EN 1977, la production d'uranium du monde non communiste s'est élevée à 30 000 tonnes pour une capacité de 33 000 tonnes. Cela représente un assez net accroissement puisque cette production était demeurée à un niveau constant : de 19 000 à 22 000 tonnes par an entre 1972 et 1975. Selon l'O.C.D.E., « il résulte des données actuelles relatives aux ressources en uranium qu'il existe une possibilité de porter cette production à 90 000 tonnes par an d'ici à 1985, à condition que des incitations et une stabilité économique suffisantes

puissent servir de base à une expansion régulière ».

Mais c'est surtout l'après 1985 qui semble craindre. En 1977, les ressources et réserves ont été réévaluées (le précédent rapport de l'O.C.D.E. date de 1975). Sans doute, certaines découvertes ont-elles été réalisées. Le rapport ne tient pas compte du très important travail mené dans le sud du monde — mis au jour au mois de février au nord de l'Australie dans la région d'Alligator-Rivers. Mais la progression est liée principalement au relèvement par les experts de l'O.C.D.E. du coût maximal d'extraction. Un tel re-

lèvement est sans doute justifié par l'évolution du marché. Les prix mondiaux dans les cas de livraison à court terme sont passés de près de 39 dollars le kilogramme d'uranium (U) en 1974 à 54 dollars en 1978 avant de se stabiliser finalement aux alentours de 104 dollars le kilo en 1979. Precisons que les contrats à long terme sont conclus avec conditions financières plus avantageuses et qu'en 1-8 la moyenne des livraisons aux Etats-Unis a été de 41,86 dollars par kilo.

L'O.C.D.E. qui avait déterminé les ressources raisonnablement assurées à moins de 40 dollars le kilo d'une part, de 40 à 80 dollars d'autre part, a élevé ces dernières à 80 dollars dans le premier cas et de 80 à 130 dollars dans le second. Les ressources raisonnablement assurées sont comprises dans des gisements de minerais connus, dont l'étendue, la teneur et la configuration sont telles qu'on peut estimer qu'il existe dans ces gisements des conditions préalables à leur exploitation. La récupération grâce aux techniques d'extraction et de traitement actuellement éprouvées.

Les ressources raisonnablement assurées atteignent maintenant

2,2 millions de tonnes contre 1,8 million de tonnes en 1975. Quant aux « ressources supplémentaires estimées » (1), elles s'établissent en 1977 à 21 millions de tonnes contre 1,68 précédemment. Ainsi, malgré l'élargissement de la chaînette des cours de production, les progrès sont bien modestes.

Quant à la répartition géographique de ces réserves, elle est bien inégale. Cinq pays, les Etats-Unis (523 mille tonnes), l'Afrique du Sud (306), l'Australie (289), le Canada (167) et le Niger (160) disposent de 87,5 % des ressources raisonnablement assurées, mais inférieures à 80 dollars le kilo. Et deux d'entre eux, les Etats-Unis et le Canada, détiennent 81,4 % des ressources supplémentaires estimées à un même coût. Et mal n'ignore que les pays exportateurs multiplient les conditions préalables à leurs ventes (question du non-pratiquage des garanties, limitation des ressources naturelles préalablement à leurs exportations, etc.). Dès les premières tensions sur le marché il est vraisemblable que ces conditions seraient encore renforcées.

Vingt années de consommation

Mais une telle crise est-elle possible ? Les travaux de l'O.C.D.E. comme ceux de la conférence mondiale de l'énergie sur la contribution du nucléaire aux besoins mondiaux de 1975 à 2020 convergent quant à la demande. L'O.C.D.E. a formellement relevé en 1985 ses prévisions d'expansion de l'énergie nucléaire. Pour 1985, la puissance nucléaire installée dans le monde occidental a été ramenée de 479-530 gigawatts à 377-388 gigawatts. Et pour l'an 2000 les chiffres ont été réduits de moitié (et sont désormais compris entre 1 000 et 1 890 GW). Pour hypothétiquer ce que soient ces estimations elles n'ont pas pris en compte les tendances. « Bien que ces révisions en baisse tendent à accroître le caractère suffisant des réserves existantes (...) écrit l'O.C.D.E., il n'est pas moins urgent de découvrir d'importantes réserves supplémentaires. »

En effet, selon ces prévisions de demande, les réserves actuelles correspondent à une vingtaine d'années de consommation. Et encore l'Organisation internationale tient-elle à souligner que « pour des raisons économiques, politiques et technologiques, la disponibilité de ces réserves ne sera probablement pas exploitée ». Et elle ajoute quel extraordinaire effort il sera demandé à l'industrie extractive, qui devra multiplier sa production par dix en quinze ans.

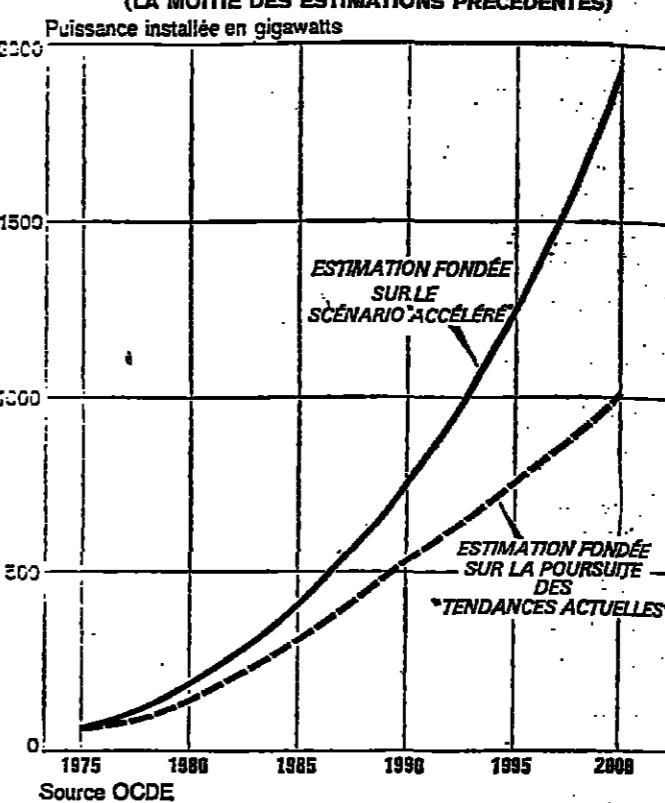
Il n'est guère étonnant que les deux rapports convergent aussi dans leurs conclusions. « Etant donné les aspects prudentes des prévisions de la demande d'uranium et les difficultés que l'on rencontrera probablement à y faire face », écrit M. Foster dans le rapport de la conférence mondiale de l'énergie, « il semblera évident que l'énergie nucléaire ne pourra même pas fournir 50 % de la demande mondiale en électricité d'ici à l'an 2020, sans employer certains des cycles de combustible avancé ». Et l'O.C.D.E. de remarquer : « Il est manifeste que les convertisseurs thermiques doivent être remplacés en temps voulu par des filières de réacteurs à neutrons, qui permettent de réaliser des économies en matière de ressources en uranium. Si l'on veut que l'électro-nucléaire joue un rôle important dans la satisfaction des besoins du monde à plus long terme. »

Aux experts atomistes qui prétendent ainsi le recours aux sur-générateurs, il ne manquera pas d'opposants pour répondre que, face à un avenir aussi incertain et limité, le pari nucléaire ne s'impose pas.

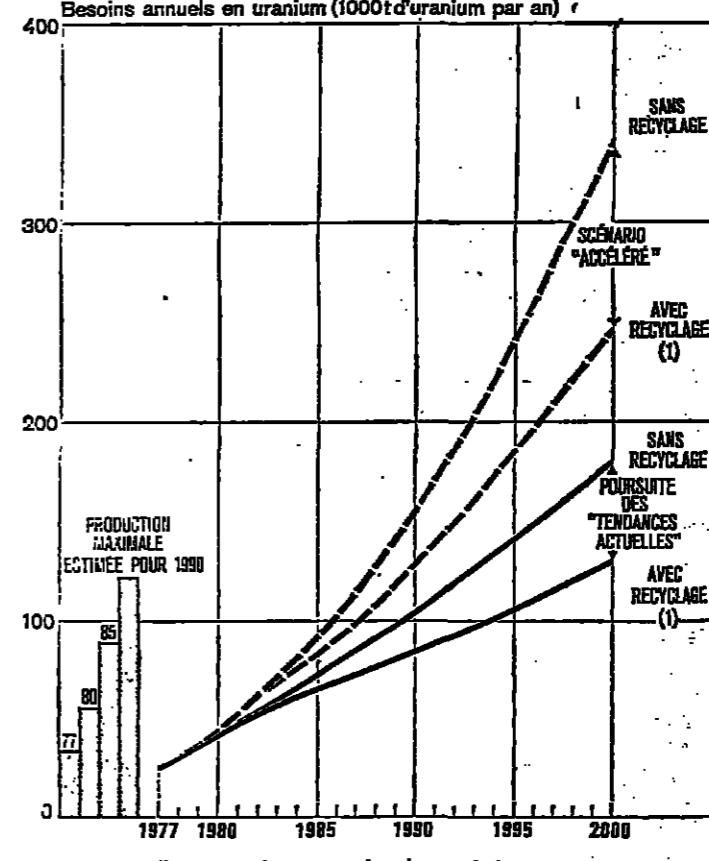
BRUNO DETHOMAS.

(1) Les ressources supplémentaires estimées sont celles dont on suppose la présence en se fondant surtout sur des données géologiques directes dans des prolongements de gisements bien exploités, mais également sur des gisements non découverts mais supposés exister dans des formations ayant des caractéristiques géologiques bien définies.

PUISANCE NUCLÉAIRE INSTALLÉE DANS LE MONDE : LES PRÉVISIONS OSCILLENT DÉSORMAIS ENTRE 1000 ET 1890 GIGAWATTS (LA MOITIÉ DES ESTIMATIONS PRÉCÉDENTES)



BESOINS ANNUELS EN URANIUM : LES EXPERTS DE L'O.C.D.E. ESTIMENT AUJOURD'HUI PLUS PROBABLES LEURS HYPOTHÈSES BASEES SUR LES "TENDANCES ACTUELLES" QUE L'ADOPCTION DE PROGRAMMES ACCELERÉS



(1) C'est-à-dire avec mise en service de sur-générateurs.

Source OCDE

Bienvenue à Brême, Cologne, Bonn, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Munich, Nuremberg, Sarrebruck et Stuttgart.



Pour les horaires, consultez notre Petit Livre Jaune.

Chaque jour, 12 vols directs ou 34 correspondances via Francfort, vous relient à toutes ces villes d'Allemagne. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes seulement.



Lufthansa

ESCP

FORMATION CONTINUE

M	Adress	Fonction	Entreprise	est intéressé par
	désire recevoir le programme complet et détaillé Formation Permanente		Télé	MARS AVRIL
MARKETING DISTRIBUTION	GESTION DES PRODUITS	6 - 10		
	ANIMATION DES VENTES	20 - 24		
	DISTRIBUTION DES BIENS ET SERVICES	3 - 7		
COMPTABILITE CONTROLE	INTRODUCTION A LA GESTION	24 - 28		
	GESTION COMPTABLE DES SOCIETES	13 - 17		
FINANCE	ANALYSE ET PREVISION FINANCIERES	24 - 28		
	MARCHE DES CAPITAUX	6 - 10		
	TECHNIQUES DE PLANIF, D'EVALUAT, ET DE CONTR. FIN.	3 - 7		
PERSONNEL	GESTION DES EMPLOIS ET CONDITIONS DE TRAVAIL	13 - 17		
	NEGOCIATIONS SOCIALES	3 - 7		
AFF. INTERNAT.	IMPLANTATION A L'ETRANGER	6 - 10		
	EXPORT. DU SAVOIR FAIRE ET DE L'ASSIST. TECHNIQUE	20 - 24		
	ANALYSE DE SYSTEME	13 - 17		

Ces différents stages constituent des modules indépendants, qui peuvent être capitalisés pour l'obtention d'un *Certificat d'Etudes Spécialisées*.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS - FORMATION CONTINUE
79 Av de la République 75011 Paris - Tel : 355.39.08
Chambre de commerce et d'Industrie de Paris
(Centre Parisien de Management)

Depuis 34 ans, la...
"Les Années Pour la vente des boutiques, locaux, centres commerciaux...
En vente Partout 2 F et 36 re...

Wall Street: une profession sur le déclin

Alors que sous l'influence de la baisse du dollar et de la hausse des taux d'intérêt la Bourse de New York continue de baisser, des changements structuraux sont en train d'affecter Wall Street. Depuis plusieurs années, une succession de fusions ont entraîné une réduction notable du nombre des « Investment Banks ». Pas moins de treize fusions ont eu lieu en 1977.

LES Investment Banks sont des institutions spécifiquement américaines dont l'origine remonte à la fin du siècle dernier. C'est à la suite de la grande crise financière. Cette loi, le Glass-Steagall Act, interdit aux banques de dépôts (Commercial Banks) de souscrire et de distribuer les actions et obligations des sociétés anonymes. Certes, avant 1933, des syndicats aussi prestigieux que le Chase National Bank, Kuhn Loeb, Kidder Peabody, Lazard Frères avaient joué un rôle significatif, permettant en particulier le financement des chemins de fer. Toutefois, c'est le Glass-Steagall Act qui confère aux Investment Banks leur spécificité juridique. Ce fut à partir de sa promulgation que des banques

comme Morgan Stanley ou The First Boston Corporation prirent l'importance qu'elles connaissent aujourd'hui.

Dans les années qui ont suivi la guerre, l'Investment banking a connu un développement sans précédent. La croissance continue de l'économie mondiale stimulant les besoins de financement à long terme des entreprises américaines, le marché des capitaux a rapidement grandi. L'intérêt croissant porté à la Bourse de New-York est souligné par la publication de l'indice Dow Jones, multiplié par de 1950 à 1972, et l'augmentation du nombre des porteurs de parts, qui passèrent de 6 à 30 millions pendant la même période.

La fine fleur

Les Investment Banks ont des activités variées. Elles forment des syndicats qui souscrivent les émissions publiques d'actions et d'obligations. Elles jouent un rôle majeur dans le placement de certaines émissions auprès des

institutions financières (compagnies d'assurances, caisses de retraite, fonds publics, etc.). Les opérations de fusions et d'acquisitions sont pratiquées avec une intensité croissante. Les Investment Banks sont également actives dans le financement

des Etats et des municipalités, dans le leasing ainsi que dans les opérations relatives au marché monétaire. Elles jouent aussi un rôle majeur sur le marché boursier grâce à leurs services d'analyse financière, à leur capacité de réaliser les émissions d'actions ainsi que des actions non inscrites à la cote des principales Bourses américaines. Certaines d'entre elles offrent des services encore plus spécialisés d'arbitrage sur les marchés internationaux, les obligations et actions de préférence convertibles, ainsi que le déroulement des offres publiques d'achat.

Les hommes qui gèrent ces ser-

vices extrêmement spécialisés représentent la fine fleur de la finance américaine, sinon mondiale. Ils sont aussi bien le produit de la Harvard Business School que des financiers formés à la barre. La sélection des meilleurs hommes est importante pour les quelques élus qui dirigent ces institutions, la chancellerie ayant souvent plus de 500 000 dollars à la fin de l'année.

Devant une telle prospérité et de telles ressources humaines, le jeu semble devoir se poursuivre indéfiniment. Or depuis quelques années Wall Street a connu des changements pro-

gressifs de dépôts suisses et allemandes.

Devant cette concurrence accrue, une protection juridique remise en question et une certaine désaffection pour le marché financier, il serait tentant de conclure au déclin des Investment Banks. Ce serait sans compter que les dernières années ont apporté des modifications considérables que même Wall Street, ni avec l'ingénierie et la flexibilité qui caractérisent l'Investment banking. Le président d'une grande Investment Bank, déclarait récemment : « Les banques de dépôts peuvent compter sur leur dépôts. Nous, nous pouvons seulement compter sur notre clientèle. » Il est difficile d'imager que la prospérité d'antan puisse se poursuivre sans d'autres changements.

Récemment Reynolds Securities, la 10^e Investment Bank en termes de capitalisation, fusionne avec Drexel, Weill et Co.

Il y a quelques semaines Kuhn Loeb, une banque plus que centenaire, fusionnait avec Lehman Brothers.

Cette concentration sonnait le glas de l'Investment banking ? Si l'on considère que

les quasi-totales des firmes ont

un capital inférieur à 100 mil-

lions de dollars, on peut se demander combien de temps

ce nécessitera aux grandes

banques de dépôts pour égaler

les Investment Banks. Le débat

sur la suppression du Glass-

Steagall Act est devenu d'autan-

tôt depuis quelques années.

Les grandes banques de dépôts,

depuis les Investment Banks dans

certaines émissions de municipalités, dans les placements

immobiliers, dans l'industrie, où le

Glass-Steagall Act ne protège pas

les Investment Banks de façon

absolue. Par ailleurs, les Investi-

ment Banks américaines ont été

partiellement éliminées du mar-

ché des émissions en euro-

monnaie par les grandes ban-

ques de dépôts suisses et allemandes.

Devant cette concurrence accrue, une protection juridique remise en question et une certaine désaffection pour le marché financier, il serait tentant de conclure au déclin des Investment Banks. Ce serait sans compter que les dernières années ont apporté des modifications considérables que même Wall Street, ni avec l'ingénierie et la flexibilité qui caractérisent l'Investment banking. Le président d'une grande Investment Bank, déclarait récemment : « Les banques de dépôts peuvent compter sur leur dépôts. Nous, nous pouvons seulement compter sur notre clientèle. » Il est difficile d'imager que la prospérité d'antan puisse se poursuivre sans d'autres changements.

Récemment Reynolds Securities, la 10^e Investment Bank en termes de capitalisation, fusionne avec Drexel, Weill et Co.

Il y a quelques semaines Kuhn

Loeb, une banque plus que centenaire, fusionnait avec Lehman Brothers.

Cette concentration sonnait le glas de l'Investment banking ? Si l'on considère que

les quasi-totales des firmes ont

un capital inférieur à 100 mil-

lions de dollars, on peut se demander combien de temps

ce nécessitera aux grandes

banques de dépôts pour égaler

les Investment Banks. Le débat

sur la suppression du Glass-

Steagall Act est devenu d'autan-

tôt depuis quelques années.

Les grandes banques de dépôts,

depuis les Investment Banks dans

certaines émissions de municipalités, dans les placements

immobiliers, dans l'industrie, où le

Glass-Steagall Act ne protège pas

les Investment Banks de façon

absolue. Par ailleurs, les Investi-

ment Banks américaines ont été

partiellement éliminées du mar-

ché des émissions en euro-

monnaie par les grandes ban-

ques de dépôts suisses et allemandes.

ANTOINE BERNHEIM.

ancien élève

de l'Ecole polytechnique,

diplômé

de la Harvard Business School.

la Sécurité Routière vous informe

20 000 VIES SAUVEES EN CINQ ANS

De 1972 à 1977, le nombre annuel des tués sur les routes françaises a été ramené de 17 000 à 13 000 environ. De nombreuses vies ont donc été épargnées.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas engagé une politique vigoureuse de sécurité routière, l'hécatombe aurait sans doute continué. En cinq ans, 20 000 vies humaines ont été sauves et 30 milliards de francs économisés pour le pays.

Ces résultats sont largement dus à deux mesures qui ont demandé la coopération des usagers de la route et qui ont fait preuve de leur efficacité :

- les limitations de vitesse
- l'utilisation de la ceinture de sécurité.

LA VITESSE C'EST DEPASSE

Depuis novembre 1974, les vitesses autorisées sont de 130 km/h sur les autoroutes de rase campagne, 110 km/h sur les routes à deux fois deux voies et les autoroutes urbaines, 90 km/h sur le reste du réseau.

Aujourd'hui l'essence coûte cher. La densité de la circulation augmente sans cesse. La voiture est de plus en plus considérée comme un simple moyen de transport. Rouler vite est devenu très dangereux. Pour toutes ces raisons, la vitesse c'est dépassé.

POURQUOI LES LIMITATIONS DE VITESSE?

Dans tous les pays où une limitation de vitesse a été mise en œuvre et respectée, on a enregistré une réduction du nombre des tués et des blessés. Pourquoi ?

— parce que les risques d'accident sont moindres quand tous les véhicules circulent à des vitesses voisines,

— parce que réduire sa vitesse c'est réduire sa distance d'arrêt ce qui peut permettre d'éviter l'accident.

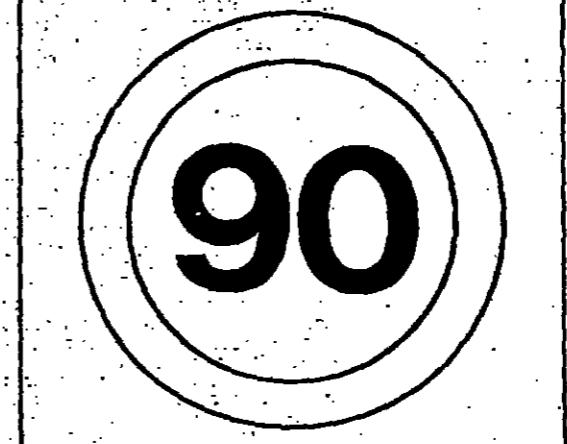
LES FRANÇAIS ET LA VITESSE

La majorité des automobilistes se déclarent satisfaits du niveau actuel des limitations de vitesse mais ces limitations ne sont pas toujours parfaitement respectées.

Ainsi en 1976, 945 000 infractions à la vitesse étaient été relevées. Or, excès de vitesse signifie aggravation des accidents avec davantage de victimes. Respecter les limitations de vitesse c'est diminuer le nombre des accidents et éviter de nombreux drames familiaux.

De 1972 à 1977, alors que le trafic augmentait de 28 %, le nombre des tués a diminué de 20 % et celui des blessés de 15 %. Devant ces résultats, la progression des accidents de la route ne peut plus être considérée comme une fatalité.

En 1978, les conducteurs français ne se comportent plus comme en 1972. En effet, un nouvel état d'esprit commence à apparaître sur nos routes. C'est grâce à lui et à l'effort de tous que nous pourrons atteindre le prochain objectif que se sont fixés les pouvoirs publics : ramener à moins de 10 000 morts par an le lourd bilan des accidents de la route.



20 000 VIES SAUVEES EN 5 ANS. CONTINUONS

Notre prochain communiqué : la ceinture de sécurité

● MESURE ET STRUCTURE DE LA POPULATION INACTIVE.

Jean-Paul Courtheoux

L'inactif, autrefois appelé volontiers ouïf, non sans intention péjorative, occupe aujourd'hui, dans la société, un rang important et généralement considéré. Remarquable est la description, par le si estimé institut de recherche du C.N.R.S. de cette population si diverse, qui comprend maintenant trois Français sur cinq et même davantage, si on ne se réfère qu'aux nationaux. Incertitudes et en partie subjectives (ce « marginal » n'est-il pas partout, dans la faune moderne ?), les frontières de l'inactivité sont celles de sa nature avec celles de caractère profond. Une observation pertinente est formulée, à ce propos, contre l'abstraction théorique, l'ugé et plus dangereuse encore que l'effet Parkinson. La société éprouvera de plus en plus de mal à établir ces distinctions, de sorte que ceux qui se préoccupent à définir la population active, et celle son opposée, risqueront fort pour sa réputation, sinon pour sa personne, étant à lui-même jugé « inutile ».

Tout est à lire, dans cette mise au point, qui dépasse largement le cadre statistique, non mis en garde contre les pieges de l'interprétation trop simpliste des chômeurs et pourvoir d'emplois, et décrit sans peur et avec pénétration diverses classes sociales, même actives. Cette partie sociologique complète agréablement l'exposé, sans détails, des nomenclatures et des classements.

Un regret seulement : l'emploi de l'expression « faire évoluer », qui prévaut dans le rapport, aujourd'hui.

Un ouvrage clair de lecture facile, bien assis, enrichissant, à conserver et à consulter.

* Centre de recherche d'urbanisme. Paris 1977, 21 cm, 148 p., 30 F.

● COUT SOCIAL DES TRANSPORTS PARISIENS.

Jean-Marie Beauvois

Un grand livre, par les révélations qu'il apporte, la conscience continue dans la recherche, l'absence d'esprit polémique, dans un sujet délicat parmi les délicats.

Il y a déjà quelques années qu'a reparti, dans notre langue, avec une signification précise, le vieux et joli mot « nomenclature », un mot souvent venu des sources de l'environnement et les préoccupations écologiques, plus affichées, tout au moins, que scientifiques. Les recherches n'ont, de ce fait, pas toujours été orientées vers le plus désirable et le plus efficace.

Avec l'ouvrage, si attendu, du jeune chercheur, nous avons, au contraire, un document du premier ordre : il y a longtemps déjà que sont démontrées dans les grandes villes françaises l'efficacité d'une circulation qui, paradoxalement, ne mérite pas toujours son appellation. Mais les chercheurs, dans les plus éprouvés, avaient reculé devant les évaluations, ce qui nous obligeait à nous contenter d'épithètes plus ou moins expressives, plus ou moins décalées.

La lumière est faite aujourd'hui, alors que tout homme peut accepter d'aller au charbon. Après une première partie descriptive, qui touche les diverses données : demande de transport, moyens de l'offre, infrastructure, véhicules, nous arrivons, non sans curiosité, sur le terrain de la vérité, comme on dit à Séville : l'évaluation du coût social, c'est-à-dire des familles nuisances. Le résultat dépasse toutes les suppositions faites jusqu'ici : même si on néglige le bruit, la pollution, les accidents, pour ne conser-

ver que le corps principal, l'encombrement (« temps » et « congestion »), le coût dépasse 3 francs par véhicule/kilomètre. Quant au coût total pour la région parisienne, du transport individuel, il est supérieur, et de très loin, au déficit financier de la R.A.T.P., plus visible, parce que comptable et compréhensible.

Devant les résultats sensationnels d'une telle étude, on va venir à s'interroger sur les raisons qui ont pu tant retarder leur publication. Heureusement que le C.I.E.T.M. et la professeur André Platier ont veillé à assurer cette précieuse nalassance, qui devrait bouleverser l'organisation des transports, si attendue et qui s'annonce, désormais, si bénéfique.

* Éditions Economica, Paris 1978, 24 cm, 151, 48 F.

● HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE.

Pierre Léon et collaborateurs

Bien que la spécialité ne soit qu'à peine centenaire, il serait déjà possible d'écrire une histoire de l'histoire économique, comme aussi une vue sur les diverses conceptions en ce domaine. Après l'échec d'uniformisation de l'Unesco, M. Pierre Chaunu va jusqu'à écrire ici qu'il s'agit d'une « histoire française du monde ».

Ce monument, qui doit comprendre six volumes, a été conçu et en grande partie écrit, par le regretté Pierre Léon, de Paris IV (dont la

● VINGT ET UNE QUESTIONS SUR LE CAPITALISME.

Guillaume Guindey

Sous forme de questions claires, qui, par leur élément, évoquent déjà la réponse qui sera donnée, est présentée par l'ancien directeur de la Banque des règlements internationaux une théorie de défense du régime, en quelques sortes à contrario : d'une part, en effet, aucune autre formule de rechange n'est acceptable, d'autre part, le capitalisme est empêché de fonctionner normalement : avantages excessifs accordés à l'agriculture, poussée salariale, faveurs accordées au système de dis-

● L'ÉCONOMIE RETROUVÉE.

Jean-Jacques Rosa et Florin Aftalion

Quelque peu ambigu, pour celui qui n'est pas en plein dans l'affaire, ce titre est occupé par « l'Anti-économique » de J. Attali et M. Gefland, mais il y a quatre ans non sans quelque bruit. Ce jeu de mots, qui, sur les mots, pourrait sembler léger au moment même où les questions économiques tiennent une place essentielle dans les préoccupations des François. Ne faudrait-il pas plutôt parler d'une « bonne » économie et d'une « mauvaise », de deux conceptions qui s'opposent encore que l'« antiéconomique » soit loin de rassembler tous ceux qui s'opposent aux vues relativement classiques.

Onze auteurs, pour la plupart en pleine jeunesse, de l'âge adulte, ont également aussi fourni une réponse qui évite avec soin le terme « libéral ». Perdus entre les brouillards abstraits de l'enseignement qu'ils ont reçu et les critiques marxistes, insuffisamment assises, plusieurs de ces jeunes professeurs ont eu une sorte de révélation, dans le courant de l'appréciation des auteurs anglo-saxons ou des adversaires français. De fortes lacunes résultent de ce qu'il faut bien appeler un isolement.

Tout est à lire, bien sûr, dans ce livre de poids qui survient en un moment, lui-même d'une intense gravité dans les deux sens du mot. Il faut cependant reconnaître, une fois pour toutes, une attention accordée à l'observation des faits. Certes, des exemples sont cités, ici ou là, mais les questions d'information, de plus en plus vitales, et de plus en plus tragiques, ne tiennent qu'une faible place. Il est bien question qu'avec protestations, rencontrent une adhésion partielle, rendant plus nécessaire encore une adaptation des mentalités.

Mais ne manque-t-il pas, à cet ensemble logique, une vingt-deuxième question qui pourrait s'exprimer ainsi : le monde capitaliste a-t-il bien fait tout ce qu'il fallait, du moins en France, pour donner la lumière nécessaire sur ses erreurs et, en particulier, sur les comptes ? Et même si l'état innocent, par essence n'a-t-il pas agi de façon à faire apparaître sa culpabilité ?

* Presses Universitaires de France, Paris 1978, 18 cm, 94 p., 22 F.

● L'EUROPE ET LES RESOURCES DE LA MER.

Orio Giarini, Henri Loubergé et Henri Schwamm

Ces richesses immenses de la mer, qu'elles soient continentales ou marines, sont, au contraire, un véritable dépaysement initial du lecteur. L'article de G. Morrison sur les inégalités de revenus reste trop dans l'abstrait (il est peu probable que M. Marchal connaisse l'opérabilité de Pareto) et omets le point essentiel : les changements de consommations, qui résultent des transferts de revenus.

Aucun des auteurs n'a osé se hasarder sur l'emploi, sujet où, semble-t-il, il existe un consensus.

Déplorons une fois encore, les difficultés de lecture résultant du report des notes en fin de chapitre, pratique utile au seul éditeur et non au consommateur, si souvent en vue dans cet ouvrage.

* Éditions George, Saint-Symphorin (Suisse) 1977. Diffuseurs en Suisse, France, Belgique et Canada, 24 cm, 172 p., 32 p., 50 F.

Les notes de lecture d'Alfred Sauvy

● LES RACINES DU FUTUR. DEMAIN LA FRANCE.

Club de l'Horloge

Composé de jeunes gens âgés de vingt-cinq à trente-cinq ans, et de haute culture, le club de l'Horloge, cercle d'analyse politique, a entrepris une description critique de notre ensemble national. Quatorze personnes ont contribué à cette œuvre.

Première surprise, encore que s'agisse du futur : la question de la population vient en premier plan et seconde surprise, elle est étudiée en profondeur, au lieu d'être écartée, comme le plus souvent, par quelques pionniers. Sans doute, les auteurs, un peu moins humains, risquent d'écarter plus que d'attirer, mais il est réconfortant de voir des hommes jeunes regarder en face le problème du vieillissement.

Les divers secteurs sont étudiés dans le même esprit critique, disons même très critique. L'emploi de termes apparemment sans nuances s'appuie, en général, sur une vue pénétrante, ainsi que sur des consultations qui vont de Marcuse ou Gramsci à Myrdal ou Monod, en passant par l'inattendu Wagemann.

De la masse d'observations, relevées, par exemple, le fait que la facilité inflationniste des diplômes joue contre l'ascension sociale, en donnant aux relations familiales une force encore accrue et dans la masse des suggestions, citons l'idée d'un SMIC propre aux travailleurs manuels, plus élevé évidemment.

On pariera, sans doute, de conservatisme, voire de technocratie. Le premier terme peut-il convenir à ceux qui proposent de changer bien des choses ? Il n'est pas moins évident de croire que les grandes entreprises et de dire comment peuvent s'accommoder liberté et dimension. Quant au reproche de technocratie, il couvre trop souvent, chez celui qui l'émet, un refus de voir et une préférence donnée à la spontanéité sur la réflexion ou l'efficacité.

Des questions posées, détachons celle-ci, certes à interprétations multiples, mais troublante : « A bord du Monde », lors de la parution des six volumes, attendue pour la fin de 1978.

Une analyse plus complète de l'ensemble sera faite dans « le Monde », lors de la parution des six volumes, attendue pour la fin de 1978.

Illustrations de qualité, mais absence d'un index des noms cités.

* Armand Colin, Paris 1977, 24 cm, 606 et 607 p., 150 F le volume (trois t. 1-2-3).

disparition fait, de cette œuvre, un ouvrage posthume), aidé et continué par ses collaborateurs, en particulier Pierre Chaunu (Paris IV), Jean-Louis Beaufort (Chambord le Mirail), Pierre Desno (Lille), Jean Jacquot (Paris II), Louis Bergeron (Hautes Etudes), Gilbert Garrier (Bordeaux) et Georges Dupeux (Bordeaux).

A l'idée, souvent exploitée, de présenter l'ensemble du monde en suivant le fil du temps a été préférée la présentation successive de deux périodes, qui sont le pouvoir lui-même et l'administration. L'auteur a précisé, un changement des structures établies. Une véritable affaire. Bien des doctrines ou idéologies émettent ce même vœu, tout en se séparant sur la nature des changements à souhaiter. Sans être formellement acceptée, la thèse de Weber, selon laquelle le capitalisme ne convient qu'avec protestations, rencontre une adhésion partielle, rendant plus nécessaire encore une adaptation des mentalités.

Dans le premier volume, rédigé sous la direction de Pierre Chaunu avec trois maîtres d'universités régionales, nous trouvons, après quelques introductions du même, l'Afrique noire jusqu'à la traite, l'Amérique pré-colombienne (avec les controverses sur la population et une critique modeste de l'anthropologie), puis l'empire d'Asie, l'empire d'Europe (un complexe de renouvellement rétrospectif), l'Asie (qui a déjà, en ce temps, la moitié des hommes du monde) jusqu'au début des temps modernes, le monde musulman, de l'Afrique du Nord aux Mongols, la chrétienté latine précapitaliste, immense fresque de Guy Pouquin, nous transportes des techniques à la population, en passant par les terres et les mythes de l'âge d'or, l'explosion planétaire et scientifique, accompagnée d'accumulation matérielle et culturelle.

Avec le tome VI, dirigé par Pierre Léon, assisté de onze collaborateurs, dont M. Jacques Magaud, de Lyon, nous sommes plongés dans notre bain contemporain ; ce sont la révolution ou l'éminente keynésienne, la notion moderne de croissance, l'explosion démographique dans le monde peu développé et finalement les difficultés de l'Occident, longuement exposées sans mention de l'effondrement de lanatalité, lacune de l'âge d'or, l'explosion planéaire et scientifique, accompagnée d'accumulation matérielle et culturelle.

Avec le tome VII, dirigé par Pierre Chaunu, nous sommes plongés dans notre bain contemporain ; ce sont la révolution ou l'éminente keynésienne, la notion moderne de croissance, l'explosion démographique dans le monde peu développé et finalement les difficultés de l'Occident, longuement exposées sans mention de l'effondrement de la natalité, lacune de l'âge d'or, l'explosion planéaire et scientifique, accompagnée d'accumulation matérielle et culturelle.

Une analyse plus complète de l'ensemble sera faite dans « le Monde », lors de la parution des six volumes, attendue pour la fin de 1978.

Illustrations de qualité, mais absence d'un index des noms cités.

* Armand Colin, Paris 1977, 24 cm, 606 et 607 p., 150 F le volume (trois t. 1-2-3).

CORRESPONDANCE

Des précisions de CII - Honeywell - Bull

En réponse à l'article de Jean-Marie Quartepoint paru dans « Le Monde de l'économie » du 31 janvier 1978 sous le titre « Informatique, la course à la puissance rebondit », M. F. Salie, directeur général adjoint de la compagnie CII - Honeywell - Bull, nous écrit :

● Tableau de puissance.

Dans le graphique publié au bas de l'article, la colonne Honeywell fait apparaître une zone blanche entourée de pointillés que le lecteur associera plus tard au trou qui se creuse. Cette colonne comporte deux lignes :

● Compatibilité IBM, compétitivité et fidélité de la clientèle.

Le paragraphe sur l'incompatibilité avec IBM, la colonne Honeywell fait apparaître une zone blanche entourée de pointillés que le lecteur associera plus tard au trou qui se creuse. Cette colonne comporte deux lignes :

● Les modèles 68 doivent être mis dans une colonne à part. Ils n'ont en aucun cas pour objet de compléter la série 68.

Il s'agit d'une technique qui a largement fait ses preuves. On pourra même plutôt s'attendre qu'IBM, après les modestes expériences des 168 et 168 MP, se rapproche d'une compatibilité parallèle à celle des modèles 68.

● Architecture des grands et très grands systèmes.

J.-M. Quartepoint présente la technique des multiprocesseurs comme un pis-aller provisoire. Il s'agit en fait d'une approche généralement reconnue comme supérieure à celle des monoprocesseurs.

A performance et performance-prix égales, la puissance obtenue en multiprocesseurs offre un

meilleur service à l'utilisateur sur le plan de la souplesse et de la fiabilité. Cela est prépondérant dans les systèmes interactifs qui concernent la construction de logiciels et la gestion de bases de données.

On peut assurer que ni Honeywell, ni CII-IB, ni Burroughs, ni Univac, n'ont l'intention d'escarter ce moyen de développer les capacités de l'ordinateur.

J.-M. Quartepoint semble craindre qu'une partie de la clientèle des systèmes 68 ne se détourne de l'entreprise. Cela est absolument normal, mais il n'y a rien de tel que l'abandon de l'ordre pour faire une autre chose.

Nous pouvons indiquer, comme nous avions pu le faire auprès de J.-M. Quartepoint le 26 janvier dernier — que l'année 1977 a été une année record de prises de commandes des systèmes 68 et 60 et particulièrement de la série 68.

Le fait que ces prises de commandes soient particulièrément élevées témoigne de l'importance de l'industrie informatique dans l'économie mondiale.

Il est difficile de donner des chiffres précis, mais il est certain que les systèmes 68 sont utilisés dans de nombreux domaines.

Quant au « départ d'une partie de la clientèle passant à la concurrence sans gêne d'espoir de retour », il suffit de mentionner que le taux de fidélité des utilisateurs de systèmes 68 est pratiquement de 100 %.

● L'avenir de la série 68.

Après l'avoir fait l'année dernière à propos de la continuité de la série Iris, J.-M. Quartepoint exprime maintenant des doutes.

Il est difficile de donner des chiffres précis, mais il est certain que les systèmes 68 sont utilisés dans de nombreux domaines.

Il est vrai cependant que le prix moyen des nouveautés a tendance à augmenter, mais cet aspect du problème ne doit pas cacher que les prix de collection dites de poche sont régulièrement

Le prix des livres

A la suite de l'article « L'Industrie du livre malade de la distribution » (*Le Monde de l'économie*, 1er février), nous avons reçu du directeur du Syndicat national de l'édition des précisions sur l'évolution des prix des livres.

L'article expose objectivement les problèmes actuels de l'industrie du livre. Toutefois, nous nous permettons de compléter l'analyse du lecteur en soulignant que le prix des livres reste très stable.

Il ressort en effet des statistiques de l'INSEE que la progression de l'indice livres est toujours inférieure à la progression de l'indice général depuis 1970 (base 100 année 1970).

Pour le plus long terme, J.-M. Quartepoint croit pouvoir nommer sous le nom de gamme 68 les projets de l'industrie de l'édition, et ces derniers sont assez proches de ceux de l'éditeur. Nous devons donc nous demander si l'industrie a vraiment changé.

Le Monde

LE JOUR DES MUSIQUES

L'Opéra d'Quat'Sous

On l'avait pris pour un rhume saisonnier : une quinte de toux, deux éternuements ; « cela va passer », disaient les uns, « surtout si on ne s'en empêche pas trop », répondraient les autres. Mais le théâtre musical n'est pas né seulement d'une idée, d'une critique de l'opéra traditionnel, plutôt de la nécessité de trouver une forme de spectacle moins coûteuse, mobile si possible et susceptible de se remettre en cause d'elle-même.

Sans définition possible, sans port d'attache, au bon cœur des uns et des autres, le théâtre musical fait surface ici et là. Sous forme de festival, ce n'est qu'un mot : « La Maison de la culture de Neuilly présente : Histoire de tout d'Aperrakis (créé à Avignon en 1976 avec un grand succès) les 22, 25 et 26 février. Projet du jeune chien de Henri Poussier, également par l'auteur lyrique du Rhin, les 7, 9 et 11 mars : la Dame en bleu, spectacle électro-acoustique, le 15 mars, une autre Kägel, le 16, et, entre-temps, des concerts, des conférences, des colloques et bien sûr, des ateliers d'enfants !

* Théâtre des Amandiers, 7, avenue P-Picasso, Neuilly-sur-Seine. Tél. : 93-87-13.

Lors du Ring

Les vingt-huitièmes rencontres internationales de Bayreuth proposent, pour les musiciens du dix-huit à vingt-cinq ans, toute une série de cours — orchestre, chorale, quatuor à cordes contemporain, orgue, musique de chambre, danses indiennes, — d'ateliers et d'éducation, pour tromper leur faim en attendant de voir, en se penchant un peu, mais à prix réduits, les derniers jours du ring de Chœrou-Boules (1).

(1) Du 7 au 29 août : Internationales Jugendfestspiele Bayreuth 880 — Bayreuth.

Le studio du G.M.E.M.

Le Groupe de musique expérimentale de Marseille (G.M.E.M.) dispose désormais d'un studio spécialement aménagé et équipé pour « fabriquer » de la musique électro-acoustique, dans un local mis à la disposition de ce groupe de six compositeurs, tous issus de la classe de musique électro-acoustique du conservatoire régional de Marseille, par la municipalité. Instrument de travail et de recherche pour ces jeunes compositeurs, ce studio, dans leur esprit, devrait pouvoir accueillir des créateurs issus ou issus d'autres disciplines, à la disposition desquels ils pourront mettre notamment leur nouveau synthétiseur digital. Il s'agit d'un ensemble de générateurs de son commandé par ordinateur, couplé avec un clavier, donc d'un véritable instrument de musique électro-nique, capable de synthétiser les sons en direct. Les Marseilleis feront la connaissance les 21, 22 et 23 février, au nouveau Théâtre national.

* G.M.E.M. : 44, rue des Dominicains, Marseille. Tél. : 91-10-15

Schubert

à quatre mains

Trois mois déjà, peut-être même un peu plus... Il y a des disques qu'on n'a jamais fini d'écouter, vers lesquels on revient régulièrement. On croit les connaître et on les entend chaque fois autrement.

Écrite le plus souvent pour le plaisir de jouer et, surtout, de rejouer, l'œuvre pour piano à quatre mains de Schubert vit de complicité plus que d'effets. Et pour que les interprètes sachent communiquer le plaisir qu'ils y prennent, c'est une musique qui tient compagnie.

L'habitude de se retrouver devant le même clavier, certaines affinités de touché — une façon de sentir sans s'appesantir, — l'art de faire rebondir chaque note vers la suivante, Christian Izquierdo et Noëll Lee se confirment excellents duettistes tout au long de ces trois disques (une partie seulement de l'intégrale à venir) et, dociles aux entraînements paresseux des pick-up automatiques, ils représentent sans se lasser la Fantaisie en Variations sur la bémol ou le Divertissement sur des motifs français, c'est selon...

* ARION n° 336011 (trois disques), prix souscription : 127,50 F.

culture

Musique

Le clavecin « moderne » de Rafael Puyana

baroques eussent-ils mieux fait ressortir le clavecin.

Mais le style de Marriner dans la Troisième suite en ré de Bach reflétait également une conception « moderne » assez déconcertante, voire un peu rétrograde et sans rapport avec l'écriture attenante. Je pensais alors que l'ancien et le moderne étaient dans un état d'opposition, mais le résultat fut au contraire de l'apprécier comme une réussite, une réussite dans la mesure où il réussit à faire émerger la majesté du phrasé et atténuer le contraste avec l'Alleluia jugé alors volontiers curieux et un peu enjoué, lourde après des trumpettes sur le temps dans la gavotte. En tout cas, j'aurais pu passer pour démodé, le fin du fil, de l'ancien-pardie étant de préférer les instruments anciens !

Tout cela à cause du Concerto en sol mineur de Bach. Le menuet, tel que l'entendait Marriner, était un peu en retard, mais encore aussi fallu l'entendre avec ce clavecin de type ancien. Quelques notes émergentent comme un continuum et la partie principale semblait être une sonate en quatre-accords monotonie, celle des deesses d'accompagnement des cordes. Quant à moi, je trouvais l'interprétation sonore d'Edwin Fischer dans ce concerto, comment sa satisfaction de ce fil d'eau sourdant du clavecin et menant à une interprétation fortement étiquetée ? Comment ne pas préférer la liberté à coupable de Fischer, son élégance, la puissante envergure dans cette partie de « Concerto pour la nuit de Noël » ? Peut-être des instruments à corde

étaient possibles, sans doute guère familiarisé avec ce style.

Dans le Concerto de Falla, le clavecin moderne de Puyana a

chantait un peu plus haut et l'écriture solistique très hachée des six mouvements rendait difficile l'interprétation.

Ensuite, dans l'interprétation de Carolyn Carlson, avec ses gestes précis, ses notes disloquées du saxophone de John Surman, Emparnequin, chaplinnesque, elle prend la mesure de sa partition, retient les pieds dans des chaussures trop grandes qui claquent terriblement. Maintenant elle se balance sur place dans le halo blanc d'un projecteur, les mains éparpillées, le corps traversé par la musique, et se consume soudain comme une torche, la bouche ouverte dans une sphère tragique. Autant de changements à vue qu'elle enchaîne avec une maîtrise imperturbable. Cette fois, elle n'a pu bénéficier des同情的éclairages dont sait le parer John Davis. Mais, dans cette lutte rare, elle n'en rayonne que mieux.

On ne peut considérer la performance difficile, bouleversante,

Danse

Lu performance de Carolyn Carlson

Après le succès de ses spectacles multidimensionnels à l'Opéra, Carolyn Carlson a choisi de danser seule dans un des lieux les plus difficiles de Paris, le studio du Centre culturel du Marais. Cette fosse profonde, sortie tout droit d'un conte d'Edgar Poe, a rebû plus d'un conte. Il a, semble, au contraire, à Carolyn qu'il serait intéressé d'y risquer une « performance », exercice périlleux dont elle relatait.

Entre deux miroirs d'angle qui servent de coulisse, la voici entièrement offerte aux regards des spectateurs-voyeurs, penchés avidement sur ce trou d'ombre. Pas de recul, d'échappatoire.

Impossible, concentrée, Carolyn commence à lisser à coup de gestes précis, un espace magique où peu à peu elle va nous retenir prisonniers de ses métamorphoses : robe de satin et plumes d'autruche, d'abord elle se cambre, s'irradie, tache l'air, puis prache de la morte. Échassier suprême, elle se déploie sous les notes disloquées du saxophone de John Surman. Emparnequin, chaplinnesque, elle prend la mesure de sa partition, retient les pieds dans des chaussures trop grandes qui claquent terriblement. Maintenant elle se balance sur place dans le halo blanc d'un projecteur, les mains éparpillées, le corps traversé par la musique, et se consume soudain comme une torche, la bouche ouverte dans une sphère tragique. Autant de changements à vue qu'elle enchaîne avec une maîtrise imperturbable. Cette fois, elle n'a pu bénéficier des同情的éclairages dont sait le parer John Davis. Mais, dans cette lutte rare, elle n'en rayonne que mieux.

On ne peut considérer la performance difficile, bouleversante,

de Carolyn Carlson sans, aussi, la rapprocher d'exercices semblables exécutés par Lucinda Child ou Meredith Monk. Lucinda, apparemment désoisée, mais brûlée de l'intérieur, qui prend la mesure de cette même scène du Marais, avec des gestes d'arpenteur : Meredith, telle une attentive à capturer cette médium, les pulsions originales de l'être. Toutes trois sont Américaines, parties de la modernisation pour déborrer, chacune à sa manière, de nouvelles formes chorégraphiques.

« L'essentiel pour moi, explique Carolyn Carlson, est de revenir à un état de pré-disposition qui contient en lui tous les germes de l'expression théâtrale. Impossible, concentrée, Carolyn commence à lisser à coup de gestes précis, un espace magique où peu à peu elle va nous retenir prisonniers de ses métamorphoses : robe de satin et plumes d'autruche, d'abord elle se cambre, s'irradie, tache l'air, puis prache de la morte. Échassier suprême, elle se déploie sous les notes disloquées du saxophone de John Surman. Emparnequin, chaplinnesque, elle prend la mesure de sa partition, retient les pieds dans des chaussures trop grandes qui claquent terriblement. Maintenant elle se balance sur place dans le halo blanc d'un projecteur, les mains éparpillées, le corps traversé par la musique, et se consume soudain comme une torche, la bouche ouverte dans une sphère tragique. Autant de changements à vue qu'elle enchaîne avec une maîtrise imperturbable. Cette fois, elle n'a pu bénéficier des同情的éclairages dont sait le parer John Davis. Mais, dans cette lutte rare, elle n'en rayonne que mieux.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

Le décor est beau et malcommode. Les costumes sont vraiment portés par des Folies-Bergères, trébuchent sur les marches et couruent après les éclairages. Le Petit Mahagonny vaut par sa violence, que donnent la sécheresse des ruptures, la tension, le rythme. La pièce est difficilement transformable en comédie musicale ou chanson, et action sociale. Elle apparaît comme vraiment schématique. Pourtant les acteurs ont visiblement transmis la violence, Jean-Paul Farré angoisse un personnage intéressant de gavroche encore un peu paysan. Mais l'ensemble manque de rigueur. Le grand plaisir de la soirée, c'est Christine Combès, qui chante et joue très bien, qui a le charme orisé d'une héroïne de John Huston.

**UN triomphe... Une presse unanime
PROLONGATION
jusqu'au samedi 25 février**

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Centre Georges-Pompidou, 20 h. 30 :
Fantastique Miss Madona.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Soirée
littéraire Paul Valéry.

Les salles municipales

Nouveau Carré, salle Papin, 20 h. 30 :
Arts et techniques du cinéma et
de la télévision.
Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 :
Doris Jean.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 :
Boeing-Boeing.

Danton, 20 h. 30 : Les Concerts
Cardinal, 20 h. 30 : Cripure.
Fontaine, 21 h. 10 : Coluche.

Guchette, 20 h. 30 : La Cantatrice

Fantastique, 21 h. 10 : Le Roi des cons.

Fantine, 21 h. 10 : Gisèle.

Gouffre, 20 h. 30 : Les Petites annonces.

Honneur, 20 h. 30 : Les Amours d'un

écrivain.

Le Tastevin, 20 h. 30 : Louise la

Pétroleuse.

Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.

Mariage, 21 h. 10 : Mimi-Miam.

Mercure, 20 h. 30 : le Fou et la

Nonne.

Nouveautés, 21 h. 10 : Apprends-moi.

Opéra, 20 h. 30 : Gisèle.

Palais des arts, 20 h. 45 : Bernard

Haller.

Plaisance, 20 h. 45 : Adieu Super-

mac.

Président, 20 h. 30 : Topaze.

Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Sylvie

Joly.

Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Théâtre

du Marais.

Théâtre du Studio, 20 h. 30 : Doby

Gotochi ; 22 h. 30 : Just Hamlet.

Les cafés-théâtres

Au Bac fin, 20 h. 45 : F. Bruneau.

Bal des amoureux rompus, 20 h. 30 :
Duceppe Story.

Blanc-Manteau, 20 h. 30 : Alex

Métayer ; 21 h. 45 : Au niveau du

choix ; 22 h. 15 : les Autriches.

Cour d'amour, 20 h. 30 : Promesse.

Création, 20 h. 30 : P. Sentier.

L'Espresso, 20 h. 30 : J.-P. Sentier.

Petit Bain-Novotel, 21 h. : En atten-

dant la prochaine Innu ; 22 h. 30 :

Denis Wetterwald.

18 h 30

une heure sans entracte 14 F

du 14 au 18 février

le compositeur auteur interprète

pascal Auberson

du sang neuf dans la chanson "

un homme de scène surprise"

la critique

du 21 février au 4 mars

le groupe chien

inti-illimani

2, place du Châtelet

tél. 274.11.24

THEATRE D'ORSAY

CE RENAUD-BARRAULT

en alternance

5 dernières

L'EDEN-CINÉMA

de Marguerite Duras

mise en scène Claude Régy

HAROLD ET MAUDE

4^e année

RHINOCÉROS

de Eugène Ionesco

mise en scène

Jean-Louis Barrault

PETIT ORSAY

création

LES PORTES DU SOLEIL

argument Alejo Carpentier

musique Michel Puig

mise en scène

Michael Lonsdale

en alternance

la vie singulière d'

ALBERT NOBBS

adaptation et mise en scène

Simone Benmussa

location 548.38.53 et agences

cinémas

(*) Films interdits aux moins de
treize ans.

(**) Films interdits aux moins de
dix-huit ans.

La Cinémathèque

Challot, relâche.

Les exclusivités

L'AMI AMERICAIN (A.R. V.O.) (**):

Studio-Ciné, 20 h. 30-22.

L'AMOUR VIOLE (P.C.) (*): Blanche-

lier, 20 h. 30-41-18) : Quintette, 5

(033-35-40) ; 14 Juillet-Parcours,

20 h. 30-41-18) : Grandes-Au-

tures, 20 h. 30-41-18) : Sainte-

Geneviève, 20 h. 30-41-18) : UGC-*

(387-35-43) ; 14 Juillet-Bastille, 11-

(337-90-61) ; P.L.M. - Saint-Jacques,

15- (388-35-42) : Cambronne, 15-

(374-35-42).

ANGELA DAVIS, L'ENCHAINEMENT

(P.R.) : Quintette, 5 (* (033-35-40))

en Cléf, 5 (* (337-90-60))

DUUX SUPER - FLICS (A. V.I.): Capri, 20 h. 30-11-18) : Meurthe, 5

(033-25-40) ; Quintette, 5 (* (033-35-40))

LA CHÈvre (A.R. V.O.): Régis, 20 h.

30-41-18) : Grandes-Autres, 20 h.

30-41-18) : Sainte-Geneviève, 20 h.

30-41-18) : UGC-*

(387-35-42) ; 14 Juillet-Bastille, 11-

(337-90-61) ; P.L.M. - Saint-Jacques,

15- (388-35-42) : Cambronne, 15-

(374-35-42) ; 14 Juillet-Bastille, 11-

(337-90-61) : UGC-*

(387-35-42) ; 14 Juillet-Bastille, 11-

(337-90-61) :

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCLAVES	La min cal.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPENNES Bruxelles

organise un concours général pour le recrutement du

responsable du service entretien et aménagements

qui sera chargé d'assurer la responsabilité de : tâches d'entretien préventif et correctif, élaboration des budgets d'entretien et d'aménagements, étude et organisation des travaux et ce, dans une administration groupant environ 1.500 personnes.

Principales conditions requises

- études complètes du niveau de l'enseignement secondaire, de préférence complétées par une formation technique supérieure d'au moins 3 ans, ou expérience professionnelle de niveau équivalent;
- aptitudes techniques souhaitées : électromécanique + électricité + chauffage, ventilation, conditionnement d'air + bâtiment;
- expérience professionnelle dans le domaine technique d'au moins 10 ans, dont 5 ans en qualité de responsable de travaux techniques importants;
- âge maximum : être né après le 31 décembre 1932.

Conditions offertes

- traitement mensuel net compris entre 56.200 FB et 61.800 FB (y compris une indemnité de déplacement); le cas échéant, allocations familiales; exonération de tout impôt national sur la rémunération.

Pour toute aviso de concours et formulaire d'acte de candidature obligatoire, écrire (de préférence par carte postale) au Service du Personnel - Secrétariat Général du Conseil - rue de la Loi 170 - B-1048 Bruxelles, avant le 4 MARS 1978. (Il ne sera pas donné suite aux demandes postées après cette date).

Date limite d'envoi des formulaires officiels d'acte de candidature : 15 MARS 1978.

IMPORTANT LABORATOIRE
PHARMASTIC
INTERNATIONAL
recherche pour

Algérie DEUX VISITEURS MÉDICAUX

Secteur ALGER ET ORAN

Conditions impératives pour exercer au laboratoire pharmaceutique algérien : posséder culture en excellent état et avoir déjà l'expérience de la profession ; être en possession de la carte médicale officiel en cours de validité.

Recrutement prévu : 2e quinzaine Février 1978

Adresser C.V. à photo et 45.676, CONTESSA Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^e, qui transmettra.

SOCIETE D'ETUDES
ECONOMIQUES
RECHERCHE
pour missions longues dans
différents pays
auprès gouvernement
Africain notre francophone

UN ECONOMISTE
spécialiste de la Monnaie
et des Finances publiques
ENSEIGNANT DE DES ECO
7-5 ans expérience

Adresser C.V. avec manuscrit,
photo et présentation, sans réf.
OSI (mentionnée/enclosed), à
EMPLOIS ET CARRIERES,
30, rue Vaneau, 75016 PARIS.

Booz, Allen & Hamilton INTERNATIONAL

recherche (pour postes à l'étranger) des

CONSULTANTS

ayant acquis une expérience pratique de la MAINTENANCE :

- planification et organisation
- contrôle
- gestion de la logistique (équipement, outillage et pièces de rechange)

ayant acquis une expérience de systèmes de :

- gestion des activités Engineering, Procurement, et Construction
- préparation, négociation et conclusion de contrat
- préparation des budgets et comptabilité analytique
- préparation et interprétation des rapports de contrôle.

Les candidats retenus devront :

- avoir une expérience d'au moins 8 ans dans une grande entreprise ou cabinet de conseil de renom
- être diplômé d'une grande école.

Les rémunérations seront fonction des expériences acquises et seront accompagnées de nombreux avantages.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser curriculum vitae détaillé et présentes à

Anne Marie CHOMTON
Directrice des Ressources Humaines
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL,
58, avenue Kléber 75016 PARIS

N NECKERMANN

Acheteurs V.P.C.

Parce que nous sommes au départ des spécialistes allemands de la V.P.C. et que nous voulons poursuivre notre expansion, nous sommes décidés à engager plusieurs acheteurs français qui achèteront français pour le marché français : prêt-à-porter hommes, prêt-à-porter femmes, lingerie, accessoires femmes et enfants, chemise, pull-over, articles pour la maison, textiles, vaisselle, verrerie...

Ces acheteurs seront basés à Francfort, afin de pouvoir bénéficier de l'appui du solide bureau d'achat dont nous disposons là. Si, pour des raisons personnelles, il ne leur est pas possible de s'y installer, ils pourront à la rigueur habiter près du siège de notre société française (C.A. 160 millions, 250 pers.), à Strasbourg.

Nous avons confié aux consultants du cabinet de recrutement SIRCA le soin de nous présenter les candidatures, vous pourrez compter sur leur discréption. Écrivez leur rapidement sous référence 78177 M en précisant les domaines de votre compétence et vos connaissances linguistiques (anglais, allemand).

S Sirca

64, rue La Boétie 75008 Paris

COMPLEXE MINIER

en Afrique francophone (zone franc), filiale d'un important groupe français, recherche un

RESPONSABLE ZONE URBAINE

accompagnant 150 familles d'expatriés et envoi-
rant au moins d'ouvriers locaux et leur famille.

Disposant de personnel d'entretien, il veillera au bon état des locaux et des installations et au fonctionnement des magasins d'approvisionnement, distribuant les denrées, assurera les installations de tolérance, restaurera les logements aux nouveaux arrivants.

Le candidat retenu aura au moins 32 ans et une expérience confirmée de gestion.

Écrire avec C.V. explicité sous référence CO/2U à

CETAGEP

30, AVENUE AMIRAL LEMINONNIER 75016 PARIS

ENTREPRISE T.P.

A VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale au

NIGÉRIA

CHEF COMPTABLE

35 ANS MINIMUM

FORMATION B.T.S. - D.E.C.S.

Très bonne connaissance de l'anglais. Expérience professionnelle minimum 5 ans, si possible à l'étranger et dans la branche T.P.

Notions de comptabilité anglo-saxonne appréciables.

Écrire avec C.V. daté à n° 47451, CONTESSA

Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01

Pour saloir en Algérie, Immeuble
Société Française recherche un

INGÉNIEUR URBANISTE

intéressé par les problèmes
urbains et les projets de

développement. Ce spécialiste sera
à mener à un organisme officiel
local dans le secteur de

la réalisation des zones urbaines
dans les villes d'Afrique du Nord.

Salaires : 100.000 dinars algériens,

le poste conviendrait à un collège-

naire. Il sera nécessaire d'avoir

ayant acquis une bonne expé-

rience dans les plans d'aména-

gement et de la mise en œuvre

d'infrastructures et de services sociaux.

Il sera nécessaire d'avoir une

bonne connaissance de l'anglais et

de l'arabe et être capable de

communiquer en arabe et en

anglais sans difficulté à l'audition.

INGÉNIEUR V.P.D.

poste bénéficie d'un contrat

d'exploitation et convient à

un candidat ayant au moins

minimum, ayant une expé-

rience dans l'exploitation et la

administration d'entreprises

et ayant une bonne connaissance

de l'anglais et de l'arabe.

Le poste conviendrait à un collège-

naire. Il sera nécessaire d'avoir

ayant acquis une bonne expé-

rience dans les plans d'aména-

gement et de la mise en œuvre

d'infrastructures et de services sociaux.

Il sera nécessaire d'avoir une

bonne connaissance de l'anglais et

de l'arabe et être capable de

communiquer en arabe et en

anglais sans difficulté à l'audition.

Directeur General

Pièces pour voitures Suisse/frontière française

Notre client est la filiale à succès d'un important groupe industriel britannique. Il fabrique et commercialise des pièces destinées à l'industrie automobile en Europe et en Grande Bretagne où ce groupe figure comme premier producteur.

L'unité française de fabrication du groupe emploie environ 350 personnes et doit être agrandie. La filiale a donc besoin d'un directeur général qui sera chargé de la direction actuelle ainsi que de toutes les affaires techniques et financières et du contrôle de la fabrication dans son ensemble. Le directeur sera responsable vis-à-vis du Conseil Divisionnaire d'Administration de Grande Bretagne.

Le candidat doit posséder une solide expérience professionnelle dans le domaine de la production de grand volume - de

préférence en rapport avec l'industrie automobile. Il doit posséder un bon esprit d'entreprise et avoir toutes les compétences requises en matière de gestion et direction d'entreprise et être bien équilibré d'affaires. La personnalité et qualité de chef du candidat devraient lui permettre d'exercer un contrôle général et équilibré de l'équipe de direction et une grande capacité d'adaptation.

Le candidat doit parler couramment l'anglais et être, de préférence, âgé de moins de 45 ans. Le salaire et autres bénéfices qui emploient une valeur de prestige devraient plaire au cadre de caractère ambitieux qui devra aller jusqu'à un conseil d'administration.

Veuillez envoyer vos réponses en anglais avec C.V. résumé à :

T. L. Roberts, Directeur, Ref. (895)

Whites Recruitment Limited
72 Fleet Street
London EC4Y 1JS
Angleterre

INTERPRETES STAGIAIRES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

cherche

des Interpretes stagiaires connaissant français, russe et anglais pour occuper des postes au siège de l'Organisation à New York.

Les candidats doivent être de langue maternelle ou avoir le français comme langue principale et avoir fait des études universitaires dans cette langue. Ils doivent également être capables de l'anglais maternelle à la langue dans laquelle le candidat se considère le mieux apte à travailler. Outre une culture générale et un bon style en français, les candidats doivent avoir une solide connaissance du russe et de l'anglais et comprendre ces langues sans difficulté à l'audition.

Le traitement des Interpretes stagiaires va de 11.200 dollars U.S. brut à 22.440 dollars U.S. brut par an, plus prestations diverses, celui d'un Interprete qualifié commençant à 13.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.G.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	20,00	34,32
	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.G.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,68
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENDA	20,00	22,68

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Mess-and Prélégardé

TEUR TECHNIQUE

relations publiques

qui prendra contact avec les entreprises de la région, pour mieux les connaître, mieux connaître leurs difficultés, leurs besoins et les informer sur les services et l'assistance que peut leur apporter la CCI. Ce poste, qui peut être évolutif, nécessite une formation supérieure économique, juridique ou commerciale et une bonne connaissance des milieux industriels, acquise par quelques années d'expérience.

Les candidatures, précisant la rémunération souhaitée, seront étudiées avec la plus grande discréetion par

josette vanden borre

Recherche et sélection de personnel
28, rue Saint-Georges, 59400 CAMBRAI.

Sud-Ouest

TRES IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE FRANCAISE

recherche

Analyste d'applications

chargé des divers projets de mécanisation des différents secteurs de la société. Il mènera les études, rédigera le cahier des charges, assurera la réception des programmes, leur documentation et mise en œuvre.

INGENIEUR ayant en plus une FORMATION COMPLEMENTAIRE DE GESTION, il aura 28 ans minimum, une expérience de quelques années des problèmes de gestion, une ouverture à l'informatique et à la communication.

Perspectives d'avenir, en particulier dans la production, si réussite confirmée dans cet emploi.

Adresser CV manuscrit détaillé, photo et présentations sous référence 9035 à :

Up, 34 Bd BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

SOPAD (NESTLÉ)

recherche

UN INGÉNIEUR E.N.S.I. E.E.M.I. ou équivalent

pour lui confier, au sein du Service Technique de son usine de Saint-Quentin, le rôle de :

SPÉCIALISTE EN AUTOMATISME

sur machines de conditionnement et d'emballage.

(réf. CDT)

Il sera chargé notamment de concevoir, construire, adapter ou améliorer des chaînes cinétiques de conditionnement.

Il lui faut pour cela de bonnes connaissances de mécanique, d'électricité et particulièrement des différents systèmes d'asservissement.

Adresser, selon les références, C.V. et présentations à la Direction du Personnel, 17-19, quai P.-Doumer, 22600 COURBEVOIE.

GROUPE SPÉCIALISÉ D'HABITAT ET D'AMÉNAGEMENT RURAL EN DÉVELOPPEMENT (50 SALARIES)

recherche

Jeune Collaborateur (trice)

2 à 3 ans études supérieures (indifféremment ingénierie, architecture, marketing). Dégradé Q.M., disposant voiture. LIBRE RAPIDES. Aptitudes au contact humain, amabilité et disponibilité pour : ANIMATION (réunions, séances en mairies), INFORMATION puis RECRUTEMENT de contacts à domicile avec des partenaires.

CAPACITÉ après période expérimentale sur le terrain D'ORGANISER notre service commercial.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à : OSCAR NORMANDIE - B.P. 142
76002 ROUEN CEDEX

RESPONSES ET DISCRETION ASSURÉES

METRIX

DIVISION INSTRUMENTATION
DE LA SOCIÉTÉ DES PRODUITS INDUSTRIELS ITT

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Reattaché au Directeur Général, il a pour mission d'organiser et d'animer l'ensemble des activités du département recherche et développement dans le but d'assurer :

- le développement des produits nouveaux électroniques définis en collaboration avec le département marketing,
- la maintenance et l'évolution des produits existants.

Membre de l'équipe de Direction, il participe à la définition des politiques de la division et assure les relations avec les services techniques du groupe.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur électronicien SUPELEC, ISEN... de 34 ans minimum ayant une expérience pratique d'au moins 5 ans dans un département de recherche industrielle et la maîtrise d'une ou plusieurs technologies de pointe applicables dans l'instrumentation de mesure (microprocesseurs, couches épaisse...).

Il devra également avoir une première expérience de commandement pour lui permettre d'animer une équipe de près de 50 ingénieurs et techniciens.

Bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Adresser C.V. manuscrit avec photo et présentations à la Direction du Personnel, B.P. 30 - 74010 ANNECY.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS

Si vous êtes à la recherche d'un métier passionnant,

si vous voulez travailler pour une multinationale dont la croissance s'est toujours confirmée et diversifiée,

si vous êtes Ingénieur électronicien et que la technique est pour vous un support indispensable et non une fin,

si vous voulez valoriser vos connaissances en les approfondissant et en les diversifiant,

vous répondrez alors au profil que nous cherchons à PARIS ou à LYON, pour la fonction d'

INGENIEUR COMMERCIAL

Veuillez écrire avec C.V., photo et présentation et date de disponibilité sous la réf. SCM 278-231 à Madame LE GUET
T.I.F. - Boîte Postale No 5
06270 VILLENEUVE-LOUBET

Etablissement Public recrute

UN CONSEILLER

en formation permanente

chargé particulièrement de la prospection auprès des entreprises et de la mise en place des actions de recrutement.

NIVEAU EXIGE :

- Formation supérieure ;
- Expérience professionnelle très vivement recommandée ;
- Lieu de travail : CHERBOURG.

Adresser candidature manuscrite accompagnée d'une photographie, en présentant les présentations en matière de recrutement, à :

M. le Secrétaire Général
de la Chambre de Commerce et d'Industrie
de CHERBOURG, 26, rue NORD COUVERTIN,
B.P. 106, 50110 CHERBOURG.

ENTREPRISE DE MÉCANIQUE (110 PERSONNES) IMPLANTÉE EN ZONE RURALE

100 KM NORD DE PARIS

recherche pour sa

DIVISION HORLOGERIE INDUSTRIELLE

RESPONSABLE COMMERCIAL

POURTEMENT MOTIVÉ PAR LE
DÉVELOPPEMENT DE LA DIVISION

ENTREPRISE :

- solide, équipe dirigeante jeune.

LE CANDIDAT :

- qualité d'esprit d'équipe à la fois homme de terrain et de réflexion
- son expérience : structuration et animation de réseau indispensable.

Loyer possible dans petite ville voisine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et présentation à M. J. GAUSSIN, 104 rue de Michelange, 75016 Paris.

Discretions et réponse assurées à tous les candidats.

BANQUE REGIONALE SUD DE LA FRANCE

recherche

CHEF DE PRODUIT "PLACEMENT FINANCIER"

Reattaché à la direction commerciale et chargé d'un poste fonctionnel important responsabilisé.

- Pilotage des ventes
- Etude des marchés
- Assistance au réseau d'Agences et formation de spéciations

Ce poste nécessite une importante expérience dans un environnement financier et une solide qualité d'animation, d'organisation et de pédagogie.

Envoyer CV et PRESENTATIONS à Agence BNP,
40, av. de la Défense, n° 63222 Neuilly-sur-Seine Cedex

SUD-OUEST TRES IMPORTANTE USINE, recherche ADJOINT CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

chargé de superviser en second, plus de 150 personnes et un budget de l'ordre de 30 Millions de Francs.

Nous demandons :

- 28 ans minimum
- Une formation type ESE, ESPCP ou AM option électronique-mécanique (de préférence un électricien d'expérience mécanique) ayant une expérience pratique en usine à feu continu de quelques années, en priorité dans la chimie ou la papeterie.
- Anglais nécessaire, Allemand apprécié.

Adresser CV photo et présentations sous réf 9027 à LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra.

offres d'emploi

chef de département
Industrie Agro-Alimentaire
140 000F

ISSU D'UNE GRANDE ÉCOLE (française ou américaine), votre expérience professionnelle et les responsabilités que vous avez déjà assumées, vous situent davantage comme un généraliste plutôt qu'un spécialiste de la production ou du marketing. Vous êtes capable de prendre en charge un Département réalisant un C.A. d'environ 200 millions, sur le plan du marketing/vente, que du contrôle de la production (2 usines + un centre de ramassage) gestion, recrutement et échange des hommes (environ 400 personnes). En liaison avec le Directeur d'une de nos Divisions vous définirez vos objectifs et votre stratégie puis vous mettrez en œuvre tous les moyens qui sont à votre disposition dans l'entreprise pour les atteindre. Nous sommes une société française importante (C.A. 900 millions) rattachée à un puissant groupe multinationnal. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à Mme LIPSYC sous la référence 801102 M

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

medecin

Un laboratoire franco-américain (250 millions de chiffre d'affaires, 200 personnes) recherche un médecin chargé des expérimentations. Il assurera les relations avec les experts, l'élaboration des protocoles et le suivi des expertises sur plusieurs gammes thérapeutiques. Ce poste nécessite une grande méthodologie et une double compétence d'expertise de la fonction : sein d'un laboratoire pharmaceutique, et de travailler dans une petite équipe et d'avoir une progression de carrière rapide. Une bonne maîtrise de l'anglais constitue un atout. La rémunération sera fonction des compétences actuelles du candidat. Envoyer C.V., photo récente, rémunération actuelle sous la référence 802117 M. (à mentionner sur l'enveloppe). Le secretabsolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

ingénieur chimiste paris

Nous sommes une entreprise française de grande renommée dans sa branche et nous développons un département de produits de process et de maintenance destinés à l'industrie. Nous recherchons un ingénieur chimiste ayant environ dix ans d'expérience de préférence dans l'industrie alimentaire. Rattaché au Directeur du département, il participera étroitement au développement de la branche en prenant en charge la partie technique de formulation et la mise en œuvre des produits adaptés aux besoins de la clientèle. Anglais parlé et écrit indispensable. M. PERCHE vous remercie d'envoyer votre C.V., une photo récente et rémunération actuelle sous la référence 802106 M. (à mentionner sur l'enveloppe). Le secretabsolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTING FIRM

recherche pour ses activités de CONSEIL EN INFORMATIQUE :

DIPLOMES GRANDES ECOLES 2 à 3 ans d'expérience

Les candidats retenus devront être de formation : Centrale, ESSEC, HEC, Mines, Polytechnique ou équivalent et disposer d'une expérience en conception et installation de systèmes mécaniques et en software grands et petits ordinateurs.

Ils posséderont les qualités humaines requises pour des activités de conseil. Ils recevront une formation permanente sous forme de cours et de séminaires organisés en France et aux Etats-Unis. Ils auront rapidement de larges responsabilités dans le cadre d'un travail en équipe. Adresser C.V. détaillé sous référence 1922 à :

INTER.P.A. 19, rue Saint Marc 75002 Paris - qui transmettra.

SLIGOS

une des premières sociétés de conseil et services en informatique

désire intégrer dans son agence « Grand Diffusion »

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

Leur mission : Elle consiste à commercialiser les activités de traitement informatique de SLIGOS (35% d'expansion par an) auprès des entreprises et des cabinets d'Experts Comptables au moyen de toute une gamme de programmes généraux (facturation, stocks, comptabilité, paie, etc...) en Service Bureau et en Télégénération (domaine dans lequel SLIGOS est leader)

Leur profil : Leur formation est de type Ecole Commerciale DECS ou BTS comptable. Ils sont autonome et ils ont le goût des relations humaines, conditions indispensables dans l'activité de service de notre Société. Une première expérience professionnelle sera appréciée.

Leur rémunération : De niveau élevé et effectif essentiellement composée d'une partie fixe (pour 3/4) et d'une partie prime (pour 1/4). Le prime est calculé pour une part sur les commandes individuelles et pour l'autre part sur le résultat de l'équipe.

Leur formation : Elle sera assurée dans le cadre du prochain cycle de formation SLIGOS qui commencera début Avril. Cette formation portera sur le plan technique (les produits, le Service Bureau, la Télégénération) et sur le plan commercial (relations humaines, techniques de vente, expression orale ...)

Postes à pourvoir à Paris, Lyon et Clermont Ferrand.

Adresser lettre de candidature CV, photo et présentations à SLIGOS Direction Commerciale 91, rue Jean-Jaurès 92900 PUTEAUX.

UNE TRES IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE créée au Nord de PARIS

une unité de formation indépendante destinée à supporter ses actions de

Formation à l'exportation

Si vous aimez transmettre votre savoir

Si vous êtes tenté(e) par l'étranger

Si vous avez envie de participer à la création d'une unité nouvelle

Des postes de formation sont offerts à des

TECHNICIENS (niveau BT F2 minimum)

et à des

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

La connaissance des langues étrangères et des notions d'informatique temps réel seraient appréciées.

LES CANDIDATS INTERESSÉS SONT INVITÉS A TELEPHONER AU 946.96.20 POSTE 45.33 ENTRE 8 H 30 ET 11 H.

offres d'emploi

directeur des ventes
140 000F

Un groupe alimentaire de premier plan recherche dans le cadre de son expansion, un jeune responsable commercial ayant une formation préalable sur le terrain, le candidat est destiné à prendre progressivement en charge l'animation, la gestion et le contrôle d'une force de vente de plusieurs centaines de représentants exclusifs. Le salaire de début évoluera en fonction des résultats et de la valeur du candidat. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à Mme LIPSYC sous la référence 71261 M. (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secretabsolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

offres d'emploi

LE CREDIT LYONNAIS

recherche pour sa :

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DE L'ORGANISATION

des

ingénieurs débutants

(X, CENTRALE, MINES, SUP.ELEC, A.M.)

IL LEUR PROPOSE :

- une double formation informatique et bancaire
- un poste de responsabilités au sein de cette Direction

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services du Groupe, tant en France qu'à l'étranger. Outre un sens certain des responsabilités, les candidats manifesteront une grande capacité d'adaptation.

Adressez C.V. et photo à :

CREDIT LYONNAIS - Recrutement Cadres
5, rue Alfred de Vigny - 75008 PARIS

DÉPARTEMENT VENTE PAR CORRESPONDANCE IMPORTANT GROUPE D'ÉDITION

recherche

JEUNE RESPONSABLE MARKETING

H.E.C., E.S.C.P. DÉBUTANT

ou cadre 2 à 3 ans expérience fonction similaire,

au sein d'une équipe dynamique, il prendra progressivement

en charge :

- l'analyse des campagnes de prospection antérieures ;
- la préparation des nouvelles campagnes impliquant des négociations à un niveau élevé.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à :

N. SICART, 20, rue Noël-Seyssen
95120 ERMONT

Poste à créer

PARIS

Jeune Cadre Financier

- ayant acquis une première expérience -

Gestion de Budget Control

En vue de renforcer son Département Finances-Gestion, MALLORY DURACELL - deuxième fabricant mondial de piles - crée le poste de Budget analyst.

Rattaché au Directeur financier il sera responsable :

- de nos procédures budgétaires dont il devra assurer la mise en place, le contrôle et le suivi,
- de l'analyse de nos coûts de distribution et de tous postes de dépenses,
- du reporting mensuel,
- et de l'établissement de statistiques financières diverses.

Il assistera nos responsables de départements dans l'établissement de leurs budgets.

Ces fonctions impliquent :

- un diplôme d'études supérieures, HEC, ESSEC, MBA, ...
- une expérience d'au moins 2 ans dans les services contrôle budgétaire d'une société multinationale distribuant, de préférence, des produits Grand Public,
- la pratique courante de l'anglais.

Possibilités d'évolution dans notre société ou dans d'autres filiales du Groupe.

Nous souhaitons engager une personnalité communicative, capable d'initiatives.

séle CEGOS

Adresser lettre man. + C.V. détaillé, photo, sous réf. 71450M à R. VERDET - Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

BANQUE DE RENOM PARIS

recherche

ÉCONOMISTE DÉBUTANTE

pour études préparation documents économiques, tenue statistiques, édition de publications.

Maitrise de l'anglais, connaissances statistiques, capable rédiger et commander publication. ANGLAIS exigé. Salaire départ : 30.000 F.

STÉNODACTYLO

éventuellement débutante

Excellent frappe, en vue formation à l'utilisation machine à composer électronique. Bac économique. ANGLAIS exigé. Excellent français. Connaissances secrétariat. Salaire départ : 37.000 F.

Adresser curriculum vitae à n° 132, INTERGRAPHE 25, rue d'Argenteuil, 75010 PARIS.

DARTY

Pour prendre en charge la fonction administrative, financière et comptable de la principale Société de notre Groupe, nous recherchons un

Formation souhaitée : Grande Ecole Commerciale ou expertise comptable

une expérience d'au moins 5 années dans une fonction financière est demandée.

Ecrire au Directeur du Personnel et des Relations Sociales, 123/155, av. Gallieni 93140 BONDY.

directeur administratif et financier

offres d'emploi

le téléphone

YREL

COMPUTER AUTOMATION

RECRUTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ADAPTATEUR SUPPORT LOGICIEL

TRES GRANDE ENTREPRISE ALIMENTAIRE

en forte progression

recrute ses principales équipes

poste de PARIS

SON CHEF

des FABRICATIONS

Recrute de l'ensemble des métiers de fabrication (500 personnes) dans une forte évolution technologique.

TIINGENIER AGILE

CENTRALE PARIS

rgie de 35 ans maintenant

compte à l'industrie alimentaire

Recrute également

poste de PARIS

TIINGENIER AGILE

CENTRALE PARIS

rgie de 35 ans maintenant

compte à l'industrie alimentaire

Recrute également

poste de PARIS

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

RECRUTE

INGÉNIEURS

Spécialistes informatiques

Poste à pourvoir à Paris

GRANDE BANQUE

cherche pour sa direction des SERVICES JURIDIQUES

DOCUMENTALISTE-BIBLIOTHECAIRE

HOMME ou FEMME

Le candidat doit être formé ou être formé et posséder une certaine

de la spécialité recherchée.

Lecture courante de l'anglais

et de l'allemand souhaitée.

Adresser dossier, avec C.V. à présentation à

52-55 PUBLICITE ROGER BIEZ
101, rue Récamier, 75018 PARIS

C'est transmettre !

offres d'emploi
REPRODUCTION INTERDITE

LE CREDIT LYONNAIS
DE L'INFORMATIQUE ET DE
des ingénieurs
ébutants
LALE MINES, SUP.ELEC.

offres d'emploi

le téléphone

... pour les objets, les amitiés ou les
contempler...
... pour la communication élémentaire
fonctionnelle ou impersonnelle.
... pour l'implacable... pour les affaires,
vis. articulée comme l'instrument du destin.
... facile... dans tous les cas de figure.

Intégration facile
que vous pourrez oublier de vous en servir pour l'essentiel : le choix d'un "JOB", d'un métier, d'une activité, d'une carrière.

Etes-vous vraiment certain ou certains que nous ne puissions d'aucune façon répondre à votre attente, à votre recherche ou à vos motivations conscientes ou inconscientes ?

Mais, si nous le pouvons, ce le sera d'autant mieux que vous aurez 21 ans minimum et une très bonne formation de base.

280.28.18 878.39.48
demain 14 février de 8 heures à 18 heures

POUR FAIRE FACE A SA FORTE EXPANSION

YREL

recherche pour commercialiser la nouvelle gamme des mini-ordinateurs LSI 4 de

COMPUTER AUTOMATION

1) INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

AVANTAGE :
une réelle compétence technique sur les mini-ordinateurs ;
une connaissance dans le domaine des automatisations et des applications industrielles ;
une bonne connaissance de l'anglais.

2) INGÉNIEUR SUPPORT LOGICIEL

AVANTAGE :
connaissance sur moniteur temps réel et langages évolués BASIC, FORTRAN IV, PASCAL, CORAL 68.
NOS OFFRENTS :
des produits d'excellentes qualités et très largement diffusés (C.A.L est le 3^e producteur mondial) ;
la possibilité d'intégration dans une équipe dynamique ;
des revenus motivants.

Envier avec C.V. à YREL, 64 à 70, rue des Chantiers, B.P. 149, 78000 VERSAILLES CEDEX.

**TRES GRANDE
ENTREPRISE ALIMENTAIRE**

en forte progression,
recrute pour sa principale usine
proche de PARIS

**SON CHEF
des FABRICATIONS**

responsable de l'ensemble des ateliers de production (500 personnes) dans une usine en rapide évolution technologique.

Pour ce poste nous recherchons

**1 INGENIER AGRO, ENSEA,
CENTRALE PARIS ou LYON**

âge de 35 ans minimum,
connaissant l'industrie alimentaire

Notre choix sera orienté principalement sur les qualités humaines et l'expérience de la direction des hommes.

Envier CV, photo, présentations à S.G.P.
Monsieur CAMPAGNE, B.P. 88,
75840 PARIS CEDEX 17, qui transmettra.

SOSI
SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche
INGENIEURS
spécialistes mini-ordinateurs temps réel
pour réaliser des applications industrielles.

Envier avec C.V. + présentations à :
S.O.S.I., 8, rue Juliette-Dodu, 75010 PARIS.

GRANDE BANQUE
cherche pour sa direction des
SERVICES JURIDIQUES

DOCUMENTALISTE-BIBLIOTHECAIRE
HOMME ou FEMME

Le candidat doit être licencié ou Docteur en Droit Privé et posséder une certaine pratique de la spécialité recherchée.

Lecture courante de l'anglais
et de l'allemand souhaitée.
Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo récente
n° 52-915 PUBLICITE ROGER BLEY,
101, rue Réservoir, 75002 PARIS.
(qui transmettra)

offres d'emploi

**ATTACHÉ COMMERCIALS
DYNAMIQUES**

possédant D.U.T. technique de commercialisation ou équivalent, expérience Paris

DIVISION ADMINISTRATIVE ET DIVISION COMMERCIALE

Cet emploi comprend la recherche de clientèle, son suivi et l'assistance au personnel.

Salaire fixe + remboursement de frais de déplacement. Voitures indispensables.

Env. C.V. avec photo n° 51-388,
20, av. de l'Opéra, PARIS-1^e,
Cabinet International d'avocats à Paris recherche

**CONSEIL EN JURIDIQUE
Qualité et prix**

Bonne expérience du droit des

contrats et de l'immobilier ;

Pratique de la rédaction des

contrats.

Poste à pourvoir de suite.

Env. C.V. avec photo à : Cabinet D.M. DEN HERTOG,
R.F.M. BULLETON,
22, place de la Contesse, 75017 PARIS.

FILIALE GROUPE IMPORTANT

située P.T.E. DE MONTREUIL

cherche

**COMPTABLE
QUALIFIÉ**

Expérience 5 ans minimum

Adresser lettre manuscrite à C.V. n°

20, av. Opéra, PARIS-1^e qui transmettra.

CELOS

Adresser lettre manuscrite, + C.V., détaillé, photo, sous réf.

71462-M à R. VERDET - S.H.-CELOS, 33 quai Gallieni

92132 SURESNES.

offres d'emploi

Proche région parisienne sud

Directeur des Achats

— un bon négociateur : produits industriels au niveau international —

Société industrielle, équipements automobiles - 12 usines dont 4 à l'étranger - nous sommes leader en Europe sur notre marché. Nous faisons partie d'un groupe français C.A. 1 milliard.

Attaché à la Direction Générale, le Directeur des Achats assume la responsabilité d'un volume d'achat de 330 millions - produits sidérurgiques et chimiques - pour l'ensemble des activités européennes de la société. Il dispose d'un service bien structuré avec l'appui de méthodes de gestion modernes, utilisant largement l'informatique.

Sa mission : définir et mettre en œuvre une politique d'achats au niveau européen, ce qui implique :

- l'étude et la négociation - à niveau élevé - de marchés de matières stratégiques,

- la recherche et le choix de produits et fournisseurs assurant nos progrès techniques et l'amélioration de notre rentabilité,

- la gestion financière des stocks,

- des contacts permanents avec nos différentes directions, des liaisons fonctionnelles avec les services achats-provisionnements des usines.

Le niveau de cette fonction requiert :

- un diplôme d'études supérieures (Grande Ecole d'Ingénieurs apprécié),

- une expérience - 5 ans minimum - de la direction d'un service achats dans une industrie de production de grande série,

- la connaissance effective du mécanisme des marchés internationaux.

La pratique de plusieurs langues étrangères est souhaitée.

Prévoir des déplacements en France et à l'étranger.

offres d'emploi

**GD
CONTROL
DATA**

pour le Département
CONSEIL ET APPLICATIONS
recherche

**INGÉNIEURS
SYSTÈME**

possédant une connaissance approfondie et une expérience pratique de 2 à 3 années en système OS 370 pour s'intégrer à l'équipe de support logiciel de nos produits compatibles et en particulier de notre nouvel équipement de mémoire de masse à cartouches.

Une bonne connaissance de l'anglais et le goût des contacts humains sont nécessaires.

Des déplacements aux États-Unis et en Europe sont prévus pour perfectionner vos connaissances techniques.

Envoyer C.V. à Melle BAUDIN,
CONTROL DATA, 193, rue de Bercy,
75382 Paris Cedex 12.

Pré-Demande

**CHEF DE SERVICE
ORDONNEMENT**

de formation supérieure grande école; Sup. Aéro., Centrale ou Arts et Métiers,

justifiant d'une expérience professionnelle d'environ 10 ans dans la production dont au moins 5 en ordonnancement.

Il se verra confier la responsabilité d'un ensemble comprenant traitement des commandes et ordonnancement au sein d'une usine employant 850 personnes et spécialisée dans la production de matériel sophistiqué de petite série.

Adresser dossier de candidature à n° 1048

EMPLOI ET ENTREPRISES
15, rue Volney 75002 PARIS

Pré-Demande

amri

amri
Société Industrielle Française de biens d'équipement en constante et rapide expansion recherche

UN CHEF DE PROJETS

Informatiche de formation Ingénieur 25 ans minimum

pour le développement de sa

gestion de production :

- maintenance des nomenclatures,

- calcul des besoins bruts,

- tenue du stock,

- calcul des besoins nets,

- implantation d'un terminal à l'usine principale

Poste à pourvoir quartier gare de Lyon

Écrire avec C.V., photo et présentations à A.M.R.I. - Service du Personnel

50, av. Daumesnil - 75012 PARIS

banque
BANQUE INTERNATIONALE recherche pour ses Filiales et Agences à l'Etranger des

**CADRES
CLASSE V OU VI**

Diplômés d'Etudes Supérieures avec une expérience de 5 années en Agence ou succursale de Province.

Ils devront :

avoir une bonne connaissance d'un ou plusieurs des secteurs ci-après : portefeuille, caisse, change, administration, organisation et contrôle,

avoir un goût marqué pour l'animation et la formation des hommes.

L'affectation ne sera réalisée qu'après passage dans les services parisiens de 6 mois à 2 ans. Pendant ce temps, ils seront amenés à participer à des missions sur l'étranger.

Envoyer avec C.V., photo et présentations sous réf. 2333-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE CHAUVILLE - 75010 PARIS

VARIAN S.A.

recherche pour sa

DIVISION VIDÉO

INGÉNIEUR DES VENTES

CONFIRMÉ

LIBRE RAPIDEMENT

CANDIDAT RETENU DEVEA :

Justifier d'une expérience de plusieurs années dans les techniques de vente en général. Une connaissance de l'équipement d'évacuation serait souhaitable :

pratiquer la langue anglaise couramment ; être âgé de 30 ans minimum.

Le candidat sera basé à ORSAY et s'intégrera dans l'équipe de vente de la division Vidéo. Il sera responsable d'un secteur spécifique en France et sera appelé à voyager. Des possibilités de perfectionnement du produit lui seront offertes au sein du groupe européen.

NOUS OFFRONS :

un poste de vente de sociétés ;

un salaire attractif ;

de nombreux avantages sociaux.

Veuillez adresser C.V. détaillé et présentations à : VARIAN S.A., quartier de Courtabœuf, B.P. 12, 91461 ORSAY CEDEX.

Importants Sociétés Industrielles
OUEST-PARIS recherche

**INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS**

(SUP-ELEC - SUP-AÉRO - TÉLÉCOMM.)

— pour études de sous-systèmes électroniques d'équipements aéronautiques.

— pour développement et mise au point de systèmes digitaux embarqués.

Adresser CV, rémunération souhaitée en précisant la référence choisie à Michel TECHENE

53, rue Jeanne d'Arc 75013 PARIS

qui transmettra

**CENTRE DE GESTION AGREGATE
INTERENTREPRISE WAGRAM**

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Demandes d'emploi	45,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La min. col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
Demandes d'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

une ingénieur
dans la fabrication
MATERIELS INDUSTRIELLES

offres d'emploi



INFORMATIQUE

AUGMENTATION MINIMALE ANNUELLE
DU CHIFFRE D'AFFAIRES : 30 %
INTERTECHNIQUE SOIT UN GÉNÉFICIAIRE
DU PLAN DE GROWTHANCE DU MINISTÈRE
DE L'INDUSTRIE

recherche

Pour la Direction des Etudes
du département Informatique :

INGÉNIEUR LOGICIEL

Grande Ecole

(Réf. 674)

Débutant ou ayant une ou deux années d'expé-
rience. Connaissances en transmission de données
et en logiciel indispensables.

PROGRAMMEURS

(Réf. 675)

Titulaires du DUT, débutants ou ayant une ou
deux années d'expérience en logiciel.
Ces postes nécessitent des connaissances soit en
transmission de données et en logiciel, soit en
systèmes de gestion temps réel.



Nombreux avantages sociaux par accords d'entre-
prise, dont priorité de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec présentions en précisant
référence annonce à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

UN IMPORTANT
LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
INTERNATIONAL
disposant

d'une RECHERCHE DE HAUT NIVEAU
recrute

pour son usine - 70 km N.-O. de Paris

PHARMACIEN

pour diriger ses services de fabrication
(comprimés, injectables, conditionnement)
- 30 ans minimum.

- Minimum 5 ans expérience industrielle.

- Excellentes connaissances de l'anglais (lu, parlé,
écrit).

IL S'AGIT D'UN POSTE COMPORTEANT
D'IMPORTANTES POSSIBILITÉS D'AVENIR.

Adr. Lettre manuscrite, C.V., photo, présentions,
sous référence au service des P.A.
OURANOS
12 bis, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux

NOUS SOMMES LEADER EUROPÉEN
DE NOTRE SPÉCIALITÉ

Notre produit est un bien d'équipement
de grande qualité.

Notre expansion est constante

Nous recherchons

**UN JEUNE INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**

qui sera responsable de notre future filiale
allemande en FRANCE.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur méca-
nicien, ayant une expérience dans le domaine élec-
trique, une inverse.

Age : 30 ans minimum.
La langue allemande est souhaitée mais non indispensable, l'anglais suffira.

Stage prévu de trois mois en Allemagne, puis posse
dans la Région parisienne, avec dépla-
gements en province.

Écrire avec photo récente
sous n° 23294 B 8 :

bleu
41 Avenue du Château
94500 VINCENNES (Seine)

FILIALE INGENIERIE
D'UN GROUPE CHIMIQUE
recherche pour PARIS (250 personnes)

UN CHEF DU PERSONNEL

De formation supérieure, il sera chargé de la
gestion et de l'administration du personnel dans
le cadre de la politique du groupe.

Une expérience de gestion de personnel expatrié
serait particulièrement appréciée.

Adr. C.V. avec prot. N° 48 784 CONTESSSE Publicité,
20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

offres d'emploi

Importante Société Paris-I^e
recherche
ADJOINT
à **DIRECTEUR COMPTAB.**

D.E.C.S. exigé.
Adressez votre candidature et prot. à
Mme ROBIN, 18 bis av. de
Villiers, 92200 LEVALLOIS.

INGÉNIEURS
en chauffage climatisation.
SOPRAS - 277-81-01

Société de recherche
à Paris, recherche

J.H.M. DYNAMIQUE
dip. en génie et techn. civile,
possible, intéressante de salaire
Tel. 535-05-05 pour rendez-vous.

BUREAU D'ETUDES

GÉOMÈTRE
PAYSAGISTE
même débutant.
Tel. 584-00-23.

PME Internationale
cherche

INGÉNIEUR-ELECTRICIEN

BILINGUE
Français - Anglais

pour diriger Société de services Franco-arabe
à Paris, 92200 Rueil-Malmaison

Voyages Internationaux
Arabiques

Ecrire avec C.V. et prot. à
n° 49286 CONTESSSE Publicité,
25, av. de l'Opéra, Paris (1^e).

Importante Société Paris-I^e
recherche

ADJOINT
à **DIRECTEUR COMPTAB.**

D.E.C.S. exigé.
Adressez votre candidature et prot. à
Mme ROBIN, 18 bis av. de
Villiers, 92200 LEVALLOIS.

INGÉNIEURS
en chauffage climatisation.
SOPRAS - 277-81-01

Société de recherche
à Paris, recherche

J.H.M. DYNAMIQUE
dip. en génie et techn. civile,
possible, intéressante de salaire
Tel. 535-05-05 pour rendez-vous.

BUREAU D'ETUDES

GÉOMÈTRE
PAYSAGISTE
même débutant.
Tel. 584-00-23.

PME Internationale
cherche

INGÉNIEUR-ELECTRICIEN

BILINGUE
Français - Anglais

pour diriger Société de services Franco-arabe
à Paris, 92200 Rueil-Malmaison

Voyages Internationaux
Arabiques

Ecrire avec C.V. et prot. à
n° 49286 CONTESSSE Publicité,
25, av. de l'Opéra, Paris (1^e).

Importante Société Paris-I^e
recherche

ADJOINT
à **DIRECTEUR COMPTAB.**

D.E.C.S. exigé.
Adressez votre candidature et prot. à
Mme ROBIN, 18 bis av. de
Villiers, 92200 LEVALLOIS.

INGÉNIEURS
en chauffage climatisation.
SOPRAS - 277-81-01

Société de recherche
à Paris, recherche

J.H.M. DYNAMIQUE
dip. en génie et techn. civile,
possible, intéressante de salaire
Tel. 535-05-05 pour rendez-vous.

BUREAU D'ETUDES

GÉOMÈTRE
PAYSAGISTE
même débutant.
Tel. 584-00-23.

PME Internationale
cherche

INGÉNIEUR-ELECTRICIEN

BILINGUE
Français - Anglais

pour diriger Société de services Franco-arabe
à Paris, 92200 Rueil-Malmaison

Voyages Internationaux
Arabiques

Ecrire avec C.V. et prot. à
n° 49286 CONTESSSE Publicité,
25, av. de l'Opéra, Paris (1^e).

Importante Société Paris-I^e
recherche

ADJOINT
à **DIRECTEUR COMPTAB.**

D.E.C.S. exigé.
Adressez votre candidature et prot. à
Mme ROBIN, 18 bis av. de
Villiers, 92200 LEVALLOIS.

INGÉNIEURS
en chauffage climatisation.
SOPRAS - 277-81-01

Société de recherche
à Paris, recherche

J.H.M. DYNAMIQUE
dip. en génie et techn. civile,
possible, intéressante de salaire
Tel. 535-05-05 pour rendez-vous.

BUREAU D'ETUDES

GÉOMÈTRE
PAYSAGISTE
même débutant.
Tel. 584-00-23.

PME Internationale
cherche

INGÉNIEUR-ELECTRICIEN

BILINGUE
Français - Anglais

pour diriger Société de services Franco-arabe
à Paris, 92200 Rueil-Malmaison

Voyages Internationaux
Arabiques

Ecrire avec C.V. et prot. à
n° 49286 CONTESSSE Publicité,
25, av. de l'Opéra, Paris (1^e).

Importante Société Paris-I^e
recherche

ADJOINT
à **DIRECTEUR COMPTAB.**

D.E.C.S. exigé.
Adressez votre candidature et prot. à
Mme ROBIN, 18 bis av. de
Villiers, 92200 LEVALLOIS.

INGÉNIEURS
en chauffage climatisation.
SOPRAS - 277-81-01

Société de recherche
à Paris, recherche

J.H.M. DYNAMIQUE
dip. en génie et techn. civile,
possible, intéressante de salaire
Tel. 535-05-05 pour rendez-vous.

BUREAU D'ETUDES

GÉOMÈTRE
PAYSAGISTE
même débutant.
Tel. 584-00-23.

PME Internationale
cherche

INGÉNIEUR-ELECTRICIEN

BILINGUE
Français - Anglais

pour diriger Société de services Franco-arabe
à Paris, 92200 Rueil-Malmaison

Voyages Internationaux
Arabiques

Ecrire avec C.V. et prot. à
n° 49286 CONTESSSE Publicité,
25, av. de l'Opéra, Paris (1^e).

Importante Société Paris-I^e
recherche

ADJOINT
à **DIRECTEUR COMPTAB.**

D.E.C.S

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

jeune ingénieur
AM, IDN ou équivalent.
TUYAUTERIES INDUSTRIELLES

Après quelques années de pratique dans le domaine des tuyauteries industrielles (bureau d'études ou chantiers), les techniques d'entretien vous attirent.

L'importance et la spécificité de nos réalisations dans le domaine de l'ingénierie nucléaire doivent vous intéresser.

Après une formation de 6 mois, nous avons prévu de vous intégrer à l'une de nos équipes projets chargés de la construction de centrales. La mission que nous vous confierons alors, consistera à gérer un marché de réalisation de tuyauterie (préfabrication et montage) en relation avec nos fournisseurs et leurs sous-traitants.

De bonnes connaissances de l'anglais sont souhaitables.

Le poste est basé à Paris avec de courts déplacements sur chantiers en France et éventuellement à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à ref. 5755 à : P.LUCHEAU S.A., B.P. 220

75053 Paris cedex 02 qui transmettra.

SOCIETE DE MOYENNE IMPORTANCE
Banlieue Nord de Paris
Spécialisée dans la vente de matériaux bâtiment et T.P. avec service Apres-Vente recherche

ADJOINT COMMERCIAL

Délégué et capable d'assurer les contacts avec la clientèle, la gestion commerciale et la coordination entre services.

Formation supérieure.

Expérience technique de mécanique générale et déplacements fréquents.

Secrétariat Nord de la France.

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. T 03113 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e).

Le groupe bancaire
crédit universel
développe son réseau actuel et recherche :

jeunes diplômés
ESSEC - EDHEC - ESC - Sc.PG.Paris(Eco.Fi)

Vous ne demandez qu'à nous prouver concrètement sur le terrain votre dynamisme commercial puis vos qualités de patron.

Nous pourrons peut-être vous offrir cette opportunité en Province.

Écrivez nous avec C.V. et photo, il vous sera proposé rapidement un entretien sur Paris, Lyon ou Marseille.

Il suffira alors de nous convaincre
GROUPE DU CRÉDIT UNIVERSEL
Direction de l'exploitation 51, Bd des
dames - 13242 Marseille cedex 01

ORGANISME PUBLIC
recherche

Connaissant production et commercialisation détail viande.

Se présenter GIZZEP
Tour Montparnasse - 33^e étage
33, avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15

Importante Société Construction Électrique
proche banlieue Nord, accès par Métro
recherche pour son
Bureau d'étude schémas électriques

PROJETEURS CONFIRMÉS
TECHNICIENS L.U.T. ou B.T.S.
1 ou 2 ans d'expérience

**DESSINATEURS D'EXÉCUTION
OU PETITES ÉTUDES**

Envir. C.V. et préventions à n° 49 009 CONTESSA
Paris, 20, av. Opéra, 75009 PARIS CEDEX 01 q. r.

URGENT Ets Public PARIS-SUD
recherche

AGENT TECHNIQUE
Expérience professionnelle exigée :
Formation complémentaire en hygiène, sécurité
et protection contre les dangers.
Salaire brut mensuel 4.500 F + avantages sociaux.

Envoyer C.V. et photo à M. NONNENMACHE, 25, bd Colbert, 92160 ANTONY, qui transmettra.

**SOCIETE FRANCO-AMERICAINE
PARIS CENTRE**
recherche

INGÉNIEUR DES VENTES
Grande année expérience de la vente d'équipement industriel dans les secteurs pétrochimique, gaz énergie.

Bonne pratique de l'anglais nécessaire.
Adresser C.V. et préventions sous référence
n° T 0303 M. REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

jeune ingénieur
AM, IDN ou équivalent.
TUYAUTERIES INDUSTRIELLES

Ets PUBLIC
recherche
POUR EMPLOI DE
CADRE

Jeanne Rocard, av. d'Arlon
Envoyez C.V. à

ONIBEV
22, Avenue du Maine,
75016 PARIS CEDEX 16

BAM
Banque privée Paris (8^e)
en pleine expansion offre un siège poste

CADRE BANCAIRE

après tour de bourse et affectation au service des emprunts, Profil : formation supérieure en finance, bonne connaissance bancaire ou analyses financières. Qualités : sens du risque et dynamisme.

Adr. Lettre manuscrite, C.V. et photo à M. DELAIS, E.A.M., Recrutement, 14, rue Gabriel-Péri, 75120 Montrouge. Réponses et discrétion assurées.

BAM
Société de Service FILIALE GROUPE IMPORT.

• 2 ATTACHÉS COMPTES

Connaissance approfondie comptabilité et exercice de gestion administratif prod. COMPT. vers P.M.E.

• 1 ANALYSTE

des PROGRAMMES

Pour maintenance et dével. logiciels. Formation supérieure en COBOL, JCL/OS, BASIC, dernière IBM 36, IBM 32, IBM 34.

Adresser C.V. et photo et réf. à : SOGECLIM, Tour Océane 1, 75116 AVENUE GALLIENI, 63100 SAINT-GERMAIN

KENWOOD FRANCE
14-16, Avenue de Stalingrad
92000 FREJUS
REQUISITE

ANALYST/PROGRAMMER

to develop applications on an IBM terminal linked to a host computer via a local network machine is an IBM 370/138 running under DOS/VS and power/VS. Knowledge of COBOL, JCL/OS, BASIC, English language essential. Write giving full details of previous experience.

POUR SECTEUR SPATIAL

INGÉNIEUR POLYVALENT

Expérience optique, électronique, mécanique dans le domaine spatial ou nucléaire.

ANGLAI INDUSTRIE PARIS
Salle 10, 10, rue de l'Amiral

75009 PARIS CEDEX 09, tel. 52.55.52.55

IMPORTANTES SOCIÉTÉS
de CONSTRUCTION
GROS MATERIEL
ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE

recherche

JEUNES INGENIEURS

MÉCANICIENS
(E.N.S.I. ou équivalent) pour

SERVICING, ENTRETIEN,
FABRICATION.

Anglais courant.

Adresser C.V. obtenu, n° 52-340,

CONTESSA PUBLICITE

20, av. de l'Opéra, PARIS-1^e

Cherche auditeur de postures diplômé. Convention collective. Salaire de départ brut : 22.000 F.

Avancement de carrière rapide : 1 an à 2 ans. Prime d'assiduité et d'ancienneté.

2 ans à 3 ans.

Salaire élevé + intérêssant.

Envoyez C.V. et photo à : SOGEPRESE, n° T 022.79. M. 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e).

BUREAU D'ÉTUDES RECH

RECHERCHES

EN ÉCONOMIE PÉTROLIERE

ET ÉTUDES DE MARCHÉS

pour gaz, produits raffinés

Envoyez C.V. et prévention à : APPEC, 7, avenue Ingres, 75016 PARIS

recherches pour recrutement du master

1. INGENIEUR SPECIALISE

Avoir pratiqué calculs moteurs

électriques et moyenne puissance.

2. INGENIEUR SPECIALISE

Avoir pratiqué calculs pompes

de circulation et pompes stade.

Minimum : 35 ans.

Lieu : PARIS ou PROVENCE.

Rémunération solvante et compétence.

Envoyez C.V. et prévention à : S.A.C.E.D., 75020 PARIS, Cedex 14, pour R.A.V. : 340-12-41

RECHERCHES

DE TELECOMMUNICATIONS

d'ETUDES, en expansion

TECHNICIENS

ÉLECTRONIQUES

Minimum : 2 ans d'expérience dans l'étude de circuits électroniques logiques ou analogiques.

Trouvez-vous dans ce secteur déjà expérimenté et novateur formé.

Plusieurs postes à pourvoir dans les domaines de la microélectronique et microcircuits à microprocesseurs.

Envoyez C.V. et prévention à : C.R.T. 14, rue de l'Amiral, 75016 PARIS

recherches pour son département informatique

SYSTEMS ANALYST.

Expérience requise :

Télétraitements, bases de données.

Anglais indispensable.

Conseils, assurances souhaités.

Envoyez C.V. et photo à : M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

14, rue Ballu - 75009 Paris

recherches pour son département informatique

TECHNICIENS

ÉLECTRONIQUES

Minimum : 2 ans d'expérience dans l'étude de circuits électroniques logiques ou analogiques.

Trouvez-vous dans ce secteur déjà expérimenté et novateur formé.

Plusieurs postes à pourvoir dans les domaines de la microélectronique et microcircuits à microprocesseurs.

Envoyez C.V. et prévention à : C.R.T. 14, rue de l'Amiral, 75016 PARIS

14, rue Ballu - 75009 Paris

recherches pour son département informatique

TECHNICIENS

ÉLECTRONIQUES

Minimum : 2 ans d'expérience dans l'étude de circuits électroniques logiques ou analogiques.

Trouvez-vous dans ce secteur déjà expérimenté et novateur formé.

Plusieurs postes à pourvoir dans les domaines de la microélectronique et microcircuits à microprocesseurs.

Envoyez C.V. et prévention à : C.R.T. 14, rue de l'Amiral, 75016 PARIS

14, rue Ballu - 75009 Paris

recherches pour son département informatique

TECHNICIENS

ÉLECTRONIQUES

Minimum : 2 ans d'expérience dans l'étude de circuits électroniques logiques ou analogiques.

Trouvez-vous dans ce secteur déjà expérimenté et novateur formé.

Plusieurs postes à pourvoir dans les domaines de la microélectronique et microcircuits à microprocesseurs.

Envoyez C.V. et prévention à : C.R.T. 14, rue de l'Amiral, 75016 PARIS

14, rue Ballu - 75009 Paris

recherches pour son département informatique

TECHNICIENS

É

SPORTS

NATATION

Le bel âge de Cynthia Woodhead

C'est une jeune Américaine de quatorze ans d'apparence ménage et presque frisée avec ses 52 kilos pour 1,60 mètre, qui s'est mise en vedette les 10, 11 et 12 février aux réunions internationales de Boulogne-Billancourt. Ce seraient des débuts de compétition que Cynthia Woodhead a réalisée pour la première fois. A mieux la détailler, on s'aperçoit au contraire que la petite silhouète n'est en fait déjà celle d'un athlète accompli. C'est même le prototype de l'idée que l'on a fait aujourd'hui dans cette catégorie parmi les meilleurs nageurs du monde.

Elle a remporté toutes les épreuves dans la foulée, à l'exception de la 100 mètres nage libre, où elle a été devancée par la championne mondiale, la Suédoise Gunilla Karlsson. Depuis 1973, avec Henri Duval, la France n'avait pas connu de si beaux résultats dans l'épreuve reine du ski nautique.

Moulin, lui, dans la fameuse combinaison de fabrication italienne que les déesses françaises de Garnier n'avaient pu dépasser, a réussi à faire de sa combinaison ce qu'il portait le dos, soit "une combinaison qui a exploité à 100% les U.S.A.", explique-t-il. On a donc démontré que la France n'a pas supporté la plus grande partie des charges dues à cette reconstruction. Mais pour dire les compétitions interna-

tionnelles, comparables au moins

sur un point, le rythme rapide qui appelle la réflexion. Ce sont trois filles qui attaquent l'eau à grand cœur, beaucoup plus vite en tous cas que les nageuses spécialistes du sprint, ce qui pourrait paraître paradoxal, si d'autres facteurs n'intervenaient dans leur succès. Ces trois filles ont toutefois une force et l'envie de nager, chose qui n'est pas caractéristique des grands gabarits et des nageuses plus âgées, lesquelles sont le plus souvent les meilleures en sprint.

C'est donc la cadence qui sont capables de soutenir Woodhead, Ford et Wickham, grâce à leur souffrance. Pour l'instant, leur battant de pieds n'est pas en apparence du moins, un modèle de genre. Si cette consécration relève d'une habileté technique, l'entraînement qui n'agitent pas nécessaire que l'acharnement et le faible poids, pourvu d'être servi par un tempérament exceptionnel, sont déformés les qualités de base des championnes d'aujourd'hui dans les épreuves de longue durée. C'est cependant le style de ces trois nageuses, comparables au moins

à n'en pas douter, physiologiquement, les trois filles doivent être très différentes les unes des autres, à cause de leur capacité à soutenir aussi longtemps un tel effort et, moralement, leur jeune âge est un atout pour accepter les contraintes de l'entraînement moderne. Sur ce point nous avons envie de la distancer à nouveau, mais on la distancie à Woodhead, Michelle Ford et Tracy Wickham qui, en commun d'accepter un entraînement quotidien qui couvre cinq heures pour un kilométrage de seize à dix-sept kilomètres. Il faut avoir la vocation, l'ambition, et sans doute ne pas connaître d'autres distractions pour donner autant de son temps au sport.

FRANÇOIS JANIN.

(2) Seules les compétitions en piscine olympique (50 mètres) donnent lieu à l'établissement de records mondiaux. En 1977, il y en avait 25 mètres, il en fait 26 de meilleures performances mondiales.

(3) Michelle Ford a dépassé le record du monde du 500 mètres et Tracy Wickham celui du 1 500 mètres.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (vingt et dernière journée)

1. Mâcon b. Besançon	91-97
2. Villeurbanne	87-93
3. Paris b. Antibes	82-85
4. Orléans b. Châlons	86-88
5. Tours b. Monaco	116-104
6. Nice b. Clermont-Ferrand	103-98
7. Toulouse b. Poitiers	103-98
8. Clermont-Ferrand b. Paris	103-98
9. Clermont-Ferrand b. Poitiers	103-98
10. Clermont-Ferrand b. Paris	103-98
11. Clermont-Ferrand b. Poitiers	103-98
12. Clermont-Ferrand b. Paris	103-98
13. Clermont-Ferrand b. Poitiers	103-98
14. Clermont-Ferrand b. Paris	103-98
15. Clermont-Ferrand b. Poitiers	103-98
16. Clermont-Ferrand b. Paris	103-98
17. Clermont-Ferrand b. Poitiers	103-98
18. Clermont-Ferrand b. Paris	103-98
19. Clermont-Ferrand b. Poitiers	103-98
20. Clermont-Ferrand b. Paris	103-98

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (vingt-septième journée)

1. Mâcon b. Strasbourg	3-0
2. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
3. Paris b. Clermont-Ferrand	3-0
4. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
5. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
6. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
7. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
8. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
9. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
10. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
11. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
12. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
13. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
14. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
15. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
16. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
17. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
18. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
19. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0
20. Clermont-Ferrand b. Paris	3-0

Escrime

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (vingt-deuxième journée)

GROUPE A

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (vingt-deuxième journée)

1. Montauban b. Toulouse	1-1
2. Toulouse b. Montauban	1-1
3. Montauban b. Toulouse	1-1
4. Toulouse b. Montauban	1-1
5. Toulouse b. Montauban	1-1
6. Toulouse b. Montauban	1-1
7. Toulouse b. Montauban	1-1
8. Toulouse b. Montauban	1-1
9. Toulouse b. Montauban	1-1
10. Toulouse b. Montauban	1-1
11. Toulouse b. Montauban	1-1
12. Toulouse b. Montauban	1-1
13. Toulouse b. Montauban	1-1
14. Toulouse b. Montauban	1-1
15. Toulouse b. Montauban	1-1
16. Toulouse b. Montauban	1-1
17. Toulouse b. Montauban	1-1
18. Toulouse b. Montauban	1-1
19. Toulouse b. Montauban	1-1
20. Toulouse b. Montauban	1-1

GROUPE B

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule A

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule B

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule C

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule D

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule E

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule F

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule G

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule H

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule I

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule J

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule K

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule L

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule M

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule N

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule O

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule P

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule Q

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule R

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule S

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule T

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule U

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule V

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule W

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule X

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule Y

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule Z

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule AA

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule BB

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule CC

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule DD

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule EE

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule FF

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule GG

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule HH

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule II

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule JJ

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule KK

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule LL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule MM

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule NN

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule OO

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule PP

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)

Poule QQ

CHAMPIONN

Le Monde

regions

EN ILE-DE-FRANCE

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE EN ACCUSATION

Plus d'usines au pied de la capitale

Au cours des derniers mois, la Délegation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAIR) fait l'objet d'un vaste débat dans les élus de l'Ile-de-France qui l'accusent de chiffres en main, d'être responsable de l'hémorragie des emplois industriels observés dans la région depuis quelques années. De 1968 à 1975, l'Ile-de-France a perdu 44 000 emplois industriels. A Paris, l'« exode » a été encore plus spectaculaire : de 1964 à 1973 ce sont 200 000 emplois du secondaire qui ont disparu.

La petite couronne, Seine-Saint-Denis en tête, souffre par

ticulièrement de ce mal. La grande couronne a mieux résisté. La disparition des industries a été — il est vrai — largement compensée par la création d'emplois tertiaires qui ont atteint de 2 452 000 en 1968 à 2 633 000 en 1975. Globalement, l'Ile-de-France s'est donc enrichie de 320 000 emplois durant cette période.

Les élus locaux et régionaux mettent en cause plus précisément la politique de « desserte-industrie » qui pratique la DATAIR depuis 1960 en soutenant les entreprises qui souhaitent s'agrandir à l'agglomération et à

la « redéveance », cette taxe sur le nombre de personnes employées qui varie selon leur localisation, dans l'est ou l'ouest de la région, la grande couronne, les villes nouvelles.

L'industrie de la région parisienne se porte bien, rétorquent-ils à la Délegation à l'aménagement du territoire, elle est, en effet, moins vulnérable que dans d'autres départements qui dépendent de secteurs industriels en perte de vitesse. L'Ile-de-France au contraire s'est spécialement au cours des dernières années dans les branches industrielles qui se développent (nu-

cierie, aéronautique, recherche) et à forte valeur ajoutée.

D'autre part, s'il est vrai que la diminution d'emplois industriels est plus forte dans la région qu'à l'est du reste de la France, il faut souligner que sur dix emplois qui disparaissent de l'agglomération centrale (Paris et la petite couronne), cinq d'entre eux « meurent » purement et simplement, quatre vont s'installer en grande couronne, un seul demeure en province. Enfin, pour quoi vouloir maintenant à tout prix l'Ile-de-France les industries qui permettent de faire en priorité des populations touchées par l'exode rural, alors que la région comme toutes les grandes métropoles se tourne progressivement et inéluctablement vers le secondaire ?

Pour les P.M.E.

La DATAIR décline donc toute responsabilité dans la situation présente et souligne que « chaque année [elle] accorde l'apprentissage pour 500 000 mètres carrés de locaux industriels alors que seulement 300 000 mètres carrés de bureaux sont construits en région parisienne ».

La chambre de commerce et d'industrie de Paris est pour sa part bien décidée à prendre le taureau par les cornes. « La décentralisation a été à double titre : d'abord, dit-il, parce que nous sommes dans une zone où il y a peu d'emploi 16 minutes. Ensuite, parce que ce refus soulève toutes les contradictions qui se manifestent entre les politiques et les administrations. Car nous sommes dans une Z.N.E. à laquelle ce type d'activité est conforme. Ce refus de la DATAIR peut donc apparaître comme une véritable provocation. »

Pour l'heure, une nouvelle demande va être faite auprès de la DATAIR.

STÉPHANE BUGAT.

CORRESPONDANCE

La grande rumeur du R.R.
Nous recevons de M. Jean Clouet, maire de Vincennes, la lettre suivante :

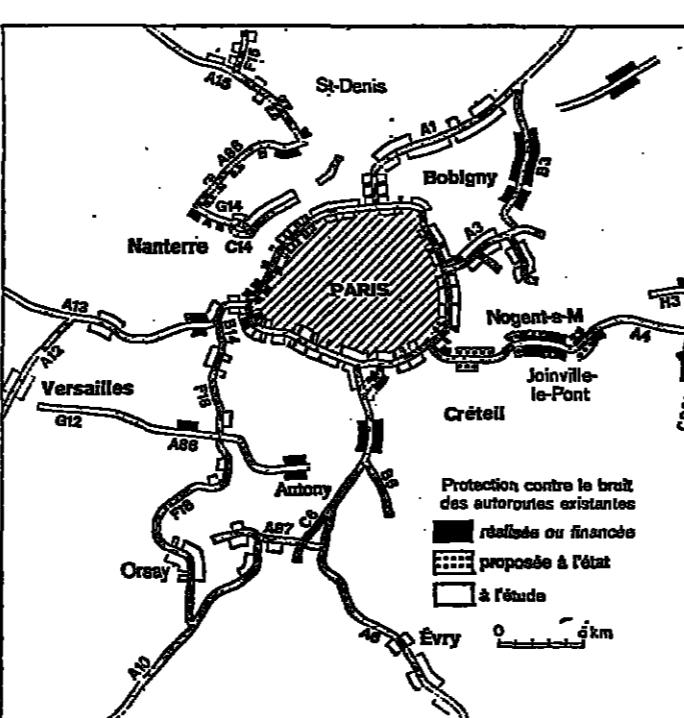
Votre journal s'est fait l'écho d'un programme autoroutier de lutte contre les nuisances sonores provoquées par les routes et autoroutes de la région parisienne et chacun convient volontiers qu'il importe de tout faire pour que leur insertion dans un environnement très peuplé soit réalisée avec le plus grand soin des populations riveraines.

Vous me permettrez, toutefois, d'insister pour que ce souci ne soit pas limité aux routes et aux autoroutes mais étendu à tous les autres moyens de transport. A cet égard, je considère qu'il est aussi souhaitable qu'important de faire en sorte que les habitants des zones bordées par le R.R. bénéficient, en tant que de besoin, d'un équipement anti-bruit au même titre que ceux qui habitent à proximité des routes et des autoroutes.

Je citerai comme exemple, ma commune et celle voisine de Saint-Mandé, traversée sur une longueur de 3 kilomètres par une tranchée ouverte et qui, du fait de l'ouverture de la nouvelle branche est du R.R., subissent une cadence de passage très fortement accrue sans qu'aucune protection anti-bruit ait été prévue.

Cette magnifique réalisation que constitue le R.R. et dont l'intérêt public est évident, par以致, à ne pas donner l'impression qu'elle a été conçue sans souci de la gêne extrême causée à certaines riveraines.

KILOMÈTRES ANTIBRUIT Des autoroutes rendues au silence



ESPACES VERTS
INTENTIONS AUX RÉALITÉS

Va-t-on bâti en SUEDE : conséquences limitées

(De notre correspondant)

Stockholm. — La dévaluation de la monnaie norvégienne (le Monde daté 12-13 février) n'a pas été tout à fait une surprise les meilleurs politiques et financiers suédois. M. Gösta Bohman, ministre de l'économie, a l'avis qu'il exprime avec raison, que les grands accords entre les deux pays qui se traduisent par la décision d'Oсло en insistant sur la similitude des difficultés que connaissent actuellement les deux pays : déficit important des comptes extérieurs, taux d'inflation élevé, augmentation rapide des coûts de revient des entreprises, qui se traduit par un déclinissement de leur compétitivité au niveau des prix sur les marchés étrangers.

La Suède l'ait depuis le mois de septembre sa monnaie aux devises de ses quelques principales partenaires commerciaux — et le poids de la couronne norvégienne ne représente rien dans ce planier à de référances qu'environ 10 %. — les conséquences des nouvelles pertes sont jugées à Stockholm très limitées. En revanche, les mesures d'accompagnement annoncées par le gouvernement d'Oсло suscitent un peu plus d'inquiétude chez les industriels.

La dévaluation aura probablement pour effet de régulariser le commerce bilatéral qui se solda régulièrement par un déficit au détriment d'Oсло. C'est peut-être pourquoi M. Bohman a déclaré : « Je pense que la dévaluation de la monnaie norvégienne est bonne pour les relations norvégiennes. » — A. D.

M. Robert Delorozoy devient président de l'Assemblée des chambres de commerce et d'industrie

Au cours de l'assemblée générale annuelle de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), qui se tient à Paris au Palais des congrès les 13 et 14 février, M. Robert Delorozoy est appelé à succéder à M. Jean Panhard. M. Delorozoy, président de la Chambre régionale de l'Ile-de-France, a été élu en février 1977 pour occuper ce poste de 1978 à 1980, tandis que M. Jean Panhard, président de la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris, ne l'a occupé qu'un an.

Le déroulement surprenant en deux présidences successives de la direction de l'A.P.C.C.I. avait été, il y a un an, le fruit de désaccords entre deux chambres locales au sein de l'assemblée permanente et provinciale. Les cent-dix-sept-chambres locales de commerce et d'industrie représentent 150 000 entreprises, dont 10 000 commerciales, et 100 000 industrielles. Plein d'enthousiasme et de fermeté, il a dès longtemps habitué les cercles consulaires à sa silhouette moyenne, à son regard clair que voile parfois une paupière lourde, à ses discours courts et concis, à la représentation du commerce, dont les mandants estimant jusqu'ici sous-représenteront.

M. Delorozoy, nouveau président de l'A.P.C.C.I., fait donc face à un rôle de représentant de la province — une « province » bien vite puisqu'il s'agit de l'Ile-de-France — et du commerce, et non de la logique provinciale. Il est D.G. d'une société moyenne : supermarchés, affiliée à la opératrice de détaillants CODEC. Âgé de cinquante-cinq ans, Robert Delorozoy est né à Paris et est marié à Choisy.

LA CRISE MONÉTAIRE EUROPÉENNE

Les répercussions de la dévaluation norvégienne

ISLANDE : dévaluation de 13 %

De notre correspondant

Réykjavik. — Après la dévaluation de la couronne islandaise, mercredi 8 février, de 13 1/4 % par rapport au dollar américain, le gouvernement a soumis vendredi au Parlement un projet de loi en sept points, qui remet en cause l'indexation des salaires sur l'augmentation du coût de la vie prévue par l'accord de dix-huit mois signé, en juillet dernier, par le patronat et les syndicats islandais. Le projet devrait être ratifié au début de semaine par le Parlement. Cela pourrait amener les syndicats à dénoncer les accords.

Cette dévaluation a été rendue nécessaire car les coûts de production de la pêche ont augmenté plus rapidement que les cours mondiaux du poisson, qui actuellement sont élevés. Elle nécessiterait surtout des réformes de structures qu'aucun gouvernement n'est risqué à entreprendre. — G. L.

FINLANDE : décision mardi

De notre correspondant

Helsinki. — Après la dévaluation de la couronne norvégienne de 8 1/4 %, le marché des changes est resté fermé ce lundi 13 février en Finlande. Le gouvernement devrait prendre mardi une décision en ce qui concerne le cours du mark. « La dévaluation de la couronne norvégienne et un événement qui affecte la position du mark », cette déclaration prononcée par le gouvernement

lorsque la couronne suédoise avait été dévaluée de 10 % en automne dernier, la Finlande s'était contentée d'une baisse de 3 1/4 % du mark. La mesure était surtout d'ordre psychologique et était destinée à montrer l'indépendance de la Finlande en matière monétaire et à affirmer la fidélité du gouvernement à une politique de stabilité. Un des principaux objectifs est la lutte contre l'inflation. Depuis, la situation économique n'a fait qu'empirer, et le taux de chômage avoisine 10 %. Dans ces conditions, la dévaluation de la devise norvégienne pourrait offrir au gouvernement une occasion de faire accepter à l'opinion publique, sans perdre la face, une dévaluation à laquelle beaucoup ne sont pas songer. (En 1977, le marché norvégien a représenté 5,8 % des exportations finlandaises contre 3,6 en 1976.) Sur le plan social, rien ne plaît en faveur d'une dévaluation.

Le découpage surprenant en deux présidences successives de la direction de l'A.P.C.C.I. avait été, il y a un an, le fruit de désaccords entre deux chambres locales de commerce et d'industrie supérieures, mais depuis une décennie, la suprématie parisienne, tenue par la C.C.I.P. (Chambre de commerce et d'industrie de Paris), finance près de quart de budget de l'A.P.C.C.I. — une plaidoyer détaillé concernant l'organisation de la représentation du commerce, dont les mandants estimant jusqu'ici sous-représentés.

M. Delorozoy, nouveau président de l'A.P.C.C.I., fait donc face à un rôle de représentant de la province — une « province » bien vite puisqu'il s'agit de l'Ile-de-France — et du commerce, et non de la logique provinciale. Il est D.G. d'une société moyenne : supermarchés, affiliée à la opératrice de détaillants CODEC. Âgé de cinquante-cinq ans, Robert Delorozoy est né à Paris et est marié à Choisy.

DANEMARK : attente

(De notre correspondant)

Copenhague. — Après la dévaluation de la couronne islandaise, mercredi 8 février, de 13 1/4 % par rapport au dollar américain, le gouvernement a soumis vendredi au Parlement un projet de loi en sept points, qui remet en cause l'indexation des salaires sur l'augmentation du coût de la vie prévue par l'accord de dix-huit mois signé, en juillet dernier, par le patronat et les syndicats islandais. Le projet devrait être ratifié au début de semaine par le Parlement. Cela pourrait amener les syndicats à dénoncer les accords.

Les syndicats sont prêts à aller jusqu'à la grève pour défendre le pouvoir d'achat des salariés ? Ils n'ont moins fait à quelques semaines des élections municipales et à deux mois des élections législatives du printemps. L'échec de la lutte contre l'inflation avait fait tomber le gouvernement de gauche en 1974. Cette lutte était l'objectif principal de l'actuelle coalition de centre-droit. Mais elle est difficile dans ce pays qui tire ses revenus du poisson, dont les cours varient avec une grande amplitude. Elle nécessiterait surtout des réformes de structures qu'aucun gouvernement n'est risqué à entreprendre. — G. L.

Cette dévaluation a été rendue nécessaire car les coûts de production de la pêche ont augmenté plus rapidement que les cours mondiaux du poisson, qui actuellement sont élevés. Elle nécessiterait surtout des réformes de structures qu'aucun gouvernement n'est risqué à entreprendre. — G. L.

Pour rassurer l'opinion locale, le ministre des finances, M. Knud Højgaard, a rappelé que le Danemark disposait de la réserve de devises la plus importante qu'il ait jamais eue : 15 milliards de couronnes, c'est-à-dire environ 12 milliards de francs. — C. O.

● Le premier ministre danois, M. Amouzegar, a déclaré le 9 février que les prix mondiaux du pétrole devraient demeurer bloqués jusqu'à la fin de 1978, mais que des hausses progressives interviendraient à partir de 1979. M. Amouzegar a justifié le blocage par la morosité du marché et le fait que la reprise économique en Europe confirme le succès du accord de la pétrolière. — C. O.

● Les observateurs pétroliers de la mer du Nord appartiennent à la Grande-Bretagne ont profité en 1977 37,2 millions de tonnes de pétrole, a annoncé le ministère britannique de l'énergie.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	OURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS	
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	
S. U.S.	4,8500 4,8534	+ 126 + 100	+ 190 + 150	+ 220 + 210	+ 750 + 650
S. can.	2,0602	+ 100	+ 130	+ 200	+ 270
Yen (100)	2,0722				+ 770
D. M.	2,1198 2,1184	+ 110 + 100	+ 150 + 150	+ 240 + 250	+ 920 + 750
F. l.	2,3222 2,3182	+ 110 + 75	+ 150 + 110	+ 240 + 250	+ 920 + 750
F. B. (100)	14,8000 14,7908	+ 220 + 200	+ 220 + 200	+ 240 + 220	+ 1000 + 800
F. S.	2,4547 2,4537	+ 100	+ 100	+ 100	+ 200
F. P. (1.000)	2,4507 2,4497	+ 220	+ 220	+ 220	+ 200
2	2,4500 2,4495	+ 220	+ 230	+ 250	+ 200

TAUX DES EURO-MONNAIES

D. M.	21 1/2	22 1/2	23 1/2	24 1/2	25 1/2	26 1/2
S. U.S.	6 1/2/16	6 1/2/16	6 1/2/16	7	7 1/2/16	7 1/2/16
F. l.	5 1/2	6	5 1/2/16	5 1/2/16	5 1/2/16	5 1/2/16
F. B. (100)	3 1/2	4 1/2	5 1/2/16	5 1/2/16	7 1/2/16	7 1/2/16
F. S.	9	12	14	15	17	18
F. P. (1.000)	12	15	18 1/2	20	22	24
Fr.	4 1/2/4	5 1/4/4	6 1/2/16	7	7 1/2/16	8 1/2/16
Fr. franc.	12 1/2	13 1/2	16 1/2	18 1/2	18 1/2	18 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

APRÈS LA RÉUNION DES « CINQ »

Le franc se raffermi

(Suite de la première page)

Copenhague. — Après l'an-

née officielle, vendredi 10 fé-
vrier, de la dévaluation de la cour-
rone norvégienne, les dirigeants de

Copenhague, « nous cesse de

d'attendre que nos amis soient mis à

éarer assuré à l'éventualité

d'un proche raffermissement de la

couronne danoise. Les experts et

notamment les diverses banques du

royaume n'ont pas été, quant à eux, é-
carter catégoriques.

Les ministres des finances des

Cinq (Allemagne de l'Est, États-

Unis, France, Grande-Bretagne et

Japon) ont été réunis secrètement,

dimanche 12 février, à Versailles, au

pavillon de la Lanterne. Ce sont des

« fêtes » en provenance de Londres,

Washington et Tokyo, qui ont fait

connaître la nouvelle, en dépôt des

démentis traditionnels — mais mal-
droits — diffusés par le gouverne-

ment français, et dont nous étions

étonnés fait l'écho *Le Monde* daté

12-13 février. Une réunion analogue,

et tout aussi discrète, s'était tenue

également à Versailles, le 5 déce-
mber dernier.

Selon l'usage, aucun communiqué

ne sera publié, mais l'on se doute

bien que les vifs remous observés

réactent sur le franc et sur le

dollar ont été au centre des

conversations. Selon des informa-

tions en provenance du Japon, c'est

la France qui aurait pris l'initiative

de tenir cette réunion. Préoccupé

par le très vif accès de la bilan-

ce mondiale américaine sanctionnée

l'obligation du partenaire ouest-allemand.

Après l'accalmie relative qui règne depuis un mois sur les marchés des

changes — la chute du franc mise à

part — une nouvelle période de

turbulence pourrait débuter. C'est ce

CONSTRUCTION

ÉNERGIE

(PUBLICITE)

سوناطراك
SONATRACH

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE LA PÉTROCHIMIE

DIVISION COMMERCIALISATION

DIRECTION MARCHÉ INTÉRIEUR

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

L'Entreprise Nationale SONATRACH informe les Entreprises et les Sociétés concernées par l'Appel d'Offres International n° 04/77 relatif au projet « Centre d'Enfûtage d'Ammoniac » que la date de remise des Offres initialement fixée au 1^{er} mars 1978 est reportée au 31 mars 1978.

Le reste sans changement.

Les deux politiques du logement social

chez les responsables d'offices d'ELLM, la satisfaction d'il y a six semaines a fait place à l'inquiétude et à l'amerume. A qui se fier, si les engagements pris par le président de la République (Le Monde du 29 décembre 1977) ne se concrétisent pas dans le temps utile, par de réelles mesures en faveur de la construction sociale ?

Tout se passe comme si deux politiques du logement social étaient simultanément menées

d'une, verbale, fait était de la nécessité de maintenir un certain niveau d'offre et de compétitivité, mal capable d'offrir aux plus défavorisés des logements de qualité pour un prix en rapport avec leurs moyens : et l'on parle de « mise à niveau » des organismes d'ELLM (dont la situation financière se dégrade en raison du ralentissement de l'économie mondiale), à la réhabilitation du parc ancien des logements (qui, faute d'entretien, se dégradent de plus en plus), de décentralisation des décisions sur les collectivités locales, etc., etc.

L'autre, concrète, diffère de semaine en semaine, de mois en mois, les mesures d'urgence annoncées solennellement.

Un exemple : tandis que les sociétés immobilières d'investissement jouissent d'une garantie de l'Etat « contre les conséquences des mesures législatives ou réglementaires qui les perturbent dans leurs droits de percevoir l'intégrité des loyers (1) », les organismes d'ELLM réclament en vain à cor et à cri depuis des années une compensation — entendez une aide financière — en cas de baisse des loyers. Depuis des années, faute de ces subventions, l'équilibre de gestion se fait au détriment de l'entretien des immeubles. Ce qu'on va leur accorder, dans les jours qui viennent, c'est un prêt, mais assorti d'un différent d'amortissement et d'une redevance d'intérêt, va aboutir, avec les frais financiers des organismes.

La réintroduction des représentants des locataires dans les conseils d'administration des offices, décidée il y a deux ans par une loi, elle, va enfin se faire, mais dans une nouvelle formule de 20 membres (au lieu de 12 actuellement), la moitié seront toujours nommés par le préfet (soit 10 au lieu de 6 actuellement), tandis que le poids relatif des représentants des collectivités locales diminuera : 6 membres sur 20 dans la nouvelle formule (soit 30 % de l'effectif) au lieu de 4 sur 12 dans la formule actuelle (40 %). Cela devrait entraîner une application de toutes les déclarations officielles sur la nécessité de rendre aux collectivités locales la responsabilité de leur urbanisme.

Il ne s'agit là que de deux exemples. On pourrait parler aussi de la mesure mise à disposition le début de l'année des bureaux d'ELLM, qui font figure depuis des décennies, de parents pauvres de la fonction publique, et bien d'autres choses encore. Comment, dès lors, ne pas comprendre l'amerume des bâtsisseurs sociaux...
JOSÉE DOYÈRE

(1) Ordonnance du 24 septembre 1982, article 4.

PESSIMISME
DANS LE BÂTIMENT
ET LES TRAVAUX PUBLICS

Les chefs d'entreprise du bâtiment jugent, selon l'enquête trimestrielle de l'INSEE (enquête trimestrielle auprès d'un millier de promoteurs), elle s'est légèrement infléchie au dernier trimestre de 1977. Les prix ont tendance à se stabiliser, à l'exception de ceux des terrains en région parisienne. Les perspectives de mises en chantier des promoteurs privés faiblissent légèrement, tandis que celles des promoteurs publics (soutenus par une demande assez vive d'ELLM locative) se sont fortement redressées.

Dans les travaux publics, selon l'enquête trimestrielle que l'INSEE mène avec la fédération nationale, les prévisions restent orientées à la baisse. L'appreciation des carnets de commandes est la plus basse enregistrée depuis janvier 1974, date de création de l'enquête. Une entorse aux dix seulement utilisée à plein ses capacités de production, contre deux en 1976 et trois en 1974.

Le bâtiment et les travaux publics sont, au voilà, plus moroses que le C.N.P.P. dans son ensemble, qui prévoit une « reprise modérée de l'activité » (Le Monde du 10 février).

Dans la région parisienne, la situation dans la construction et les travaux publics, est, selon la Fédération parisienne du bâtiment, plus préoccupante encore que dans l'ensemble du pays. Le nombre de mises en chantier de logements neufs devrait au premier trimestre 1978 être inférieur au premier trimestre 1977, tandis que les carnets de commandes des entreprises de travaux publics ont « tout lieu de rester globalement à un bas niveau ».

Édité par la SARL le Monde.
Gérants :
Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Sauvaget.

Imprimerie du Monde
5, rue des Italiens
PARIS-IX^e

1976

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5787.

L'ornithorynque appréhendé

Une mise au point de la société Buhler-Miag

Le droit de réponse à notre article "L'ornithorynque, un oiseau qui apprend à voler" dans nos éditions d'aujourd'hui, M. Ernesto Basanta, seul syndiqué actuel au sein de la société Buhler-Miag (Monde daté 5-6 février), le chef de cette entreprise nous écrit :

M. Basanta n'avait jamais entendu parler d'un procédé d'attribution d'une jeune C.G.T. M. Ernesto Basanta, seul syndiqué actuel au sein de la société Buhler-Miag (Monde daté 5-6 février), le chef de cette entreprise nous écrit :

Il n'a pas davantage par la suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

titre de délégué syndical.

Il n'a pas davantage par la

suite été informé de l'usage

comme unique pour faire

à cette procédure normale

selon une procédure que les

syndicats ont maintes fois

demandé de sanctionner, que

Basanta s'est fait désigner

de-champ par la C.G.T. en

</div

LONDRES

La baisse reprend

Très sélectif mais néanmoins encore bien orienté à la veille du week-end, le marché de Londres a repris lundi matin le chemin de la hausse. Le repli, en grande partie favorisé par le manque des cours, n'est surtout fait sentir aux industrielles dont l'indice, une demi-heure après l'ouverture, avait fléchi de 2,5 points à 470,8. La tension, cependant, a été très irrégulière aux pétroles. Quant aux Fonds d'Etat, ils ont, dans l'ensemble, très peu varié. Seules les zaines d'or, suivant l'évolution du métal, ont notablement progressé, certains titres gagnant jusqu'à 25 cents.

Pour apprécier ces éléments chiffrés, il importe de préciser quelques points :

La marge brute d'autofinancement et le bénéfice net prennent en compte les subventions versées annuellement par l'Etat. Or leur échéancier (du 15 mars 1976 au 15 mars 1980) ne coïncide pas avec celui des résultats sociaux. En outre, C.I.L.-Honeywell-Bull a perçu, en 1974, 135 millions de francs «supplémentaires» pour couvrir les «pertes» de la C.I.L. au janvier au 15 mars 1976. Dans la pratique, les subventions intervenant dans le compte d'exploitation sont calculées sur la base des entrées nettes en 1976 (135 millions + 35 millions représentant la part de la première autorité pour la période du 15 mars au 31 décembre 1976); 46 millions en 1977; 215 millions en 1978; 110 millions en 1979 et 28 millions en 1980. Soit au total 1.332 millions (+ 2.000 millions investis prévus + 185 millions au titre des apertures C.I.L. au début 1976).

Sans la subvention, l'exercice 1976 se serait donc soldé par une marge brute de 315 millions de francs et une perte nette de 316 millions de francs.

La subvention permettant de dégager un bénéfice net, les deux actionnaires de C.I.L.-Honeywell-Bull, Machines Bull (53 %) et Honeywell (47 %), vont percevoir au titre de l'exercice 1977 un dividende. Son montant global n'a pas encore été déterminé, mais il proviendra vra-

Bénéfices, subventions et dividendes

C.I.L. - Honeywell-Bull a présenté ses comptes consolidés de son premier exercice complet, puisque la fusion est intervenue en juin 1974. Le chiffre d'affaires consulaire est de 3,7 milliards de francs (47 % réservé à France, et 32 % à l'étranger). La marge brute d'autre financement, 681 millions de francs, et le bénéfice net, 144 millions de francs. Les investissements se montent à 751 millions de francs. Enfin, les commandes ont progressé de 33 % par rapport au total cumulé de celles de 1974 et d'Honeywell-Bull pour le premier semestre 1976 et de C.I.L.-Honeywell-Bull pour le deuxième semestre 1976. Il a été précisé que C.I.L.-Honeywell-Bull sera vraisemblablement coté à la Bourse de France par C.I.L.-Honeywell-Bull International.

J.-M. Q.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ROBECO. — Les actionnaires vont avoir à choisir entre l'attribution d'un dividende final de 1,25 florins par action, soit 12,50 florins pour l'exercice 1977 ou 1,25 florins par action, soit 12,50 florins pour l'exercice 1976.

COMPAGNIE BANCAIRE. — Résultat net de l'exercice 1977 : 65,6 millions de francs contre 50,4 millions en 1976. Le résultat net de l'exercice devait être supérieur de 10 à 15 % au cours de 1978 (219 millions de francs). Dividende global touchant le capital augmenté gratuitement de 1977 à 1978 (100 millions de francs) et appliquant à un capital augmenté gratuitement de 5 % en 1977.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ASSEMBLÉE — Attribution d'une action pour deux actions S.A. à la clôture du 1er octobre 1976, dimanche 8 octobre 1976 à 10 h 30 P.M. à Paris.

VINCIANCES SOTIA. — Réalisations d'un montant de 100 millions de francs sur 100.000 obligations de 1.000 F. Amorties en douze ans, ces titres rapporteront un intérêt de 11 %.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALORES (Actions et parts) **Mobilier** **Bourses**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5 5.65
Honeywell-Bull, 1 p. 4 4.65
Reflex, c. 18 1.25
Sélection Etrang., c. 14 3.02 ...
Trav. Publ. Ouest, c. 61 9.10 ...

VALORES **Cours précédent** **Dernier cours**
France Econ. Maroc, Ar. 1 p. 5

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES

Le cent cinquantième de Jules Verne : « Roi des combats ou prophète ? », par J.-P. Poncey.

3. ETRANGER

La guerre en Ouganda.

4. PROCH-ORIENT

LIBAN : la Syrie a imposé sa compromis.

5. EUROPE

PORTUGAL : le Parlement a approuvé le programme du gouvernement Soares.

6. DIPLOMATIE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : Le meeting du R.P.R. à la porte de l'Assemblée.

CORSE : les catanistes et la campagne ;

M. Séguin ou « Club de la presse ».

Libertés nouvelles (II), par Roger-Gérard Schwartzenberg.

DUNE RÉGION À L'AUTRE (XVII) : RHÔNE-ALPES : « Une crise économique particulièremment ressentie », par Alain Guichard.

14. SOCIÉTÉ

Le Planning familial demande l'abrogation de la loi sur l'avortement, jugés trop restrictive.

Après un stage de formation, des jeunes chômeuses risquent de ne pouvoir passer leur examen.

15. JUSTICE

Les sanctions contre Mme Guenoune.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

Pages 27 à 22

Le psychodrame du franc. — Le spéculateur et l'Etat, par Dumazet. — Corrections à Bruxelles sur les subventions britanniques à l'emploi. — Economie, emploi et mathématiques. — L'Inde, un partenariat économique d'un poids croissant. — Depuis les années 80, le monde occidental pourrait manquer d'emplois. — Wall Street : une profession sur le déclin. — Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

23-24. CULTURE

DANSE : la performance de Carolyn Carlson.

33. SPORTS

EN ILE-DE-FRANCE : plus d'asyles au pied de la capitale ; des autoroutes rendues au silence.

35 à 38. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16) Années classées (25 à 32) : Aujourd'hui (15) ; Carnet (15) ; Journal officiel (15) ; Méthodologie (15) ; Mots croisés (15) ; Bourse (35).

Le numéro du « Monde » daté 12-13 février 1978 a été tiré à 500 000 exemplaires.



VENTE ANNUELLE
TISSUS
D'AMEUBLEMENT
LA DECORATION
ACTUELLE
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

A Vienne

Plusieurs participants à la conférence de l'Internationale socialiste ont déploré la rigidité de l'attitude israélienne

De notre correspondante

Vienne. — La réunion de l'Internationale socialiste sur le Proche-Orient, qui s'est tenue dimanche 12 février, à Vienne, sous la présidence du chancelier autrichien, n'a pas pu échapper aux divergences de vues existant au sein de l'organisation sur la question palestinienne. Elle n'en a pas moins permis, au lendemain de la rencontre, samedi, à Salzbourg, entre le président Sadate et M. Shimon Peres, chef du parti travailliste, un utile échange d'opinions entre la délégation israélienne et les dix-neuf autres.

En outre, et ce fut aussi aussi important que la conférence elle-même, M. Peres a eu la possibilité à deux reprises de s'entretenir, en marge de cette « table ronde », avec une délégation du parti socialiste arabe d'Egypte (gouvernement), dirigée par M. Fouad Mohiedine, son secrétaire général.

Formellement destinée à permettre un débat sur la base des positions exprimées par M. Kreisly

au cours des trois missions qu'il a menées entre 1974 et 1978 dans les pays arabes et Israël, la réunion de Vienne a aussi donné lieu à une discussion sur les chances actuelles et les conditions de paix après l'initiative de M. Sadate.

De nombreux partis étaient curieux de connaître l'analyse du chef de l'opposition israélienne sur les points qui bloquent la conclusion que toutes les parties sont intéressées à la paix et qu'il faut pour arriver à une paix

à atténuer les préoccupations qui suscite, au sein de plusieurs formations, la rigidité de l'attitude israélienne dans les conversations en cours ? Il ne le semble

ANITA RIND.

NEIGE, GEL, VERGLAS

L'hiver sur toute la France

La circulation routière a été rendue difficile dans une cinquantaine de départements

Neige, gel, verglas, avalanches... ce qu'il est convenu d'appeler le mauvais temps a régné ce week-end sur l'ensemble de la France. La circulation routière a été rendue difficile dans une cinquantaine de départements, et le préfet de la Drôme a dû réunir, samedi 11 février en fin d'après-midi, un « état-major » anti-neige. Un arrêté a été pris, imposant aux véhicules de transport en commun des dispositifs anti-glissants horizontaux

et verticaux, qui sont interdits de circulation dans les zones urbaines.

Dans la région de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), le C.D. 202 a été couvert vendredi 10 février à son tour par un époulement de terre et de cailloux, et à nouveau fermé samedi par mesure de sécurité. Dans le Sud-Ouest, la Saône-et-Loire, la Charente et la Charente-Maritime ont également été paralysées par la neige et le verglas. Notre correspondant nous signale que les R.N. 10, 11 et 13 furent par moment totalement impraticables. Des congères se sont formées dans les dépendances de la Charente. Toujours dans la même région, cent cinquante véhicules ont été bloqués dans la nuit du 10 au 11 février, entre La Rochechouart et Saintes. Les canions de secours — non équipés de pneus cloutés — n'ont pu immédiatement secourir les automobilistes. Dans l'ensemble, le réseau secondaire demeure peu praticable, alors que certaines routes, notamment celles qui desservent les agglomérations, sont régulièrement coupées.

Ces précipitations n'ont pas seulement touché la circulation routière. D'abondantes chutes de neige ont provoqué, samedi 11 février, le dérapage de la locomotive à vapeur du P.L.M. à la gare de Venasque (Hautes-Alpes). L'autorail Vevey-Garp a déraillé la même jour, à 22 heures. D'autre part, le « train des Pignes » a été stoppé par une tempête de neige entre Digne et Nice, vendredi 10 février, dans la vallée de la Bellegarde. En dépit d'un beau temps revenu, dimanche 12 février, plusieurs hameaux sont restés isolés dans les Alpes-Maritimes et ont dû être ravitaillés par hélicoptère.

Pour les skieurs d'Isola 2000 (Alpes-Maritimes), ce moyen de transport est d'ailleurs devenu le seul pour rejoindre la station. Près de cinq cents skieurs ont emprunté l'avion d'une compagnie privée pour quitter la station bloquée par la neige ou pour s'y rendre.

La vingtaine de personnes transportées était dirigée en direction de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence. A Paris, dimanche

pour connaître l'état des routes, les usagers pourront obtenir les renseignements qu'ils désirent en téléphonant aux différents centres d'information et de circulation routière répartis sur le territoire :

Centre national d'information routière : 1, boulevard Théophile-Sauvage, 93111 Rosny-sous-Bois, tél. : 52-90-33. Inter-Services Routes : 858-33-33.

Centres régionaux d'information et de circulation routière : Lille, 10, rue des Doyens, 59004 Lille Cedex, tél. : 52-22-01 ; Rennes, 85, boulevard Clemenceau, 35002 Rennes Cedex, tél. : 50-70-25, 50-14-37, 50-78-21. Bordeaux, 200, rue Judaïque, 33063 Bordeaux Cedex, tél. : 56-33-33 ; Marseille, 167, avenue de Toulon, 13387 Marseille Cedex, tél. : 47-20-20. Lyon, 26, rue Christian-Lacouture, 69677 Bron, tél. : 54-33-33, et Metz, 2, rue A. Bettencourt, 57038 Metz Cedex, tél. : 75-22-24.

Cette saison fait suite à l'invalidation du mandat de M. Claude Roméo (P.C.), qui avait été élu le 14 mars 1976 en battant au deuxième tour M. Lefèvre d'Ormesson par 5381 voix contre 5700. Le tribunal administratif avait annulé cette élection sur la requête de M. Lefèvre d'Ormesson, en raison d'une erreur administrative dans l'établissement des listes électorales par la préfecture du Val-de-Marne.

Cette page à ses résultats des autres élections partielles de dimanche.

POLEMIQUE AU « FIGARO »

Les membres de « l'équipe Brisson » critiquent M. Robert Hersant

MM. Jacques de Lacretelle, de l'Académie française, Louis Chauvet, Marcel Gabily et Michel-Pierre Hamelot, ont adressé, le 7 février, à M. Robert Hersant, directeur du Figaro, la lettre suivante :

« Nous vous avons manifesté, à plusieurs occasions dans le passé, l'estime dans laquelle nous tenions votre action de remise en ordre et de rénovation du Figaro. Nous devons aujourd'hui, avec la même franchise, vous dire nos réserves les plus expressives sur la présentation de Neuilly et de Puteaux (6 février 1978), de votre manifeste électoral. Une telle pratique non seulement revale le Figaro au niveau d'un bulletin électoral local, mais elle nous paraît constituer, de plus, une grave atteinte aux principes et accords signés par vous qui régissent l'utilisation du titre. Nous ne pouvons, en cette circonstance — et nous le regrettons — donner « notre concours et notre assentiment » à ce qui nous paraît être un abus de droit. »

Les quatre signataires de la lettre formant, avec Louis-Gabriel Robinet (décédé), le groupe des cinq à longer un travail à Neuilly, en 1970, la qualité d'héritier à l'autonomie de paraître », accordée à Pierre Brisson à la libération pour publier à nouveau le Figaro. M. Marcel Gabily est actuellement membre du directoire, tan-

dis que les trois autres signataires siégent au conseil de surveillance.

Lorsque M. Robert Hersant rapporta, en 1975, avec l'accord des quatre survivants de « l'équipe Brisson », son réserve du respect de certains principes auxquels ils font allusion dans leur lettre.

Le mur d'argent et

L'hebdomadaire Valeurs actuelles, dont le directeur est M. Raymond Bourgine, sénateur et conseiller de Paris (CNLP), consacre près de quatre pages à l'analyse de l'émission de M. Hersant, qui obtient 15 % des personnes interrogées se prononcent pour le candidat du parti socialiste (M. Jean-Paul Aron) à la demande de l'enquêteur. M. Marcel Gabily est actuelle-

ment membre du directoire, tan-

dis que les trois autres signataires siégent au conseil de surveillance.

Le mur d'argent et Valeurs actuelles, qui avait été émis le 23 février pour être programmé le 26, vient d'être annulé par la direction de TF 1 qui invoque l'équilibre à maintenir dans les tribunes politiques en période de « pré-campagne » électorale. La campagne proprement dite débutant sur les ondes le 27 février à 7 heures.

Interrogé à ce sujet, M. Henri Marqué, directeur de l'information de TF 1, nous a déclaré, le lundi 27 février : «

Cette émission à caractère politique se situait des minutes avant l'ouverture de la campagne officielle sur les ondes et se situait à la série d'émissions « Spécial élections », réalisée dans le cadre de la pré-campagne électorale, modifiée en quelque sorte l'équilibre entre les deux émissions « Spécial élections », rurale et d'opposition. En conséquence, nous avons proposé à Maurice Duverger de diffuser ce « Questionnaire » après les élections. »

Le report du « Questionnaire », de Maurice Duverger

de Maurice Duverger

LA NOTION
DE « PRÉ-CAMPAGNE »
SUR LES ONDES
EST-ELLE LEGALE ?

Le « Questionnaire », de Maurice Duverger, qui devait être diffusé le 7 février sur TF 1, ne le sera qu'après les élections législatives. L'enregistrement de l'émission consacrée à l'auteur d'*« Ecœ au roi »* (et dont le sujet devrait être « Le système politique après mars 1978 ») n'a, en effet, pu être effectué comme prévu, le producteur, M. Jean-Louis Servan-Schreiber, étant souffrant. C'est donc l'interview de Mgr Lefèvre, déjà enregistrée, qui est passée à l'antenne le 5 février.

La réalisation de l'émission reportée, qui devait avoir lieu dans un second temps le 23 février pour être programmée le 26, vient d'être annulée par la direction de TF 1 qui invoque l'équilibre à maintenir dans les tribunes politiques en période de « pré-campagne » électorale. La campagne proprement dite, à 7 heures, a été lancée par un véritable déferlement de visiteurs et de démonstrations, et par la diffusion d'annonces de meetings et d'actions de protestation. Les débats ont commencé dès l'heure où il fallait appeler le président appuyé qu'il exerçait pendant ces derniers retrouvailles, ce qui a entraîné perturbations et débats rétractables, jusqu'à ce que les négociations de Paris et de Jérusalem aboutissent à une paix séparée.

Les Soviétiques ont tenté de faire pression sur M. Sadate

à son retour de l'Assemblée générale de l'ONU, mais il a résisté

à ce qu'il a été demandé

à ses deux amis, les

Américains et les Britanniques

qui ont été envoyés à Moscou

à l'instigation des Soviétiques

et de l'Arabie saoudite.

Les deux derniers ont consenti de faire pression sur M. Sadate

à son retour de l'Assemblée

générale de l'ONU.

Le résultat fut une victoire

pour M. Sadate

et une défaite pour les Soviétiques

et l'Arabie saoudite.

Le résultat fut une victoire pour M. Sadate

et une défaite pour les Soviétiques

et l'Arabie saoudite.

Le résultat fut une victoire pour M. Sadate

et une défaite pour les Soviétiques

et l'Arabie saoudite.

Le résultat fut une victoire pour M. Sadate

et une défaite pour les Soviétiques

et l'Arabie saoudite.

Le résultat fut une victoire pour M. Sadate

et une défaite pour les Soviétiques

et l'Arabie saoudite.

Le résultat fut une victoire pour M. Sadate

et une défaite pour les Soviétiques